

The background of the entire page is a photograph of two women in profile, looking out of a window. The woman in the foreground has long dark hair and is wearing a dark top. The woman behind her has short dark hair and is wearing a light-colored shirt. The lighting is soft and natural, coming from the window they are looking out of.

Et si nous pouvions ?

04FAITS
SAILLANTS
FINANCIERS**06**MESSAGE DU
PRÉSIDENT DU
CONSEIL**08**MESSAGE DU
PRÉSIDENT ET
CHEF DE LA
DIRECTION**12**L'ANNÉE EN
REVUE**14**NOTRE IMPACT
MONDIAL**16**

NOS EMPLOYÉS

20SANTÉ ET
SÉCURITÉ**22**DÉVELOPPEMENT
DURABLE**24**CE QUI NOUS
INSPIRE**26**NOS PRINCIPES
DIRECTEURS**52**RAPPORT DE
GESTION**102**ÉTATS
FINANCIERS
CONSOLIDÉS**158**

GOUVERNANCE

160INFORMATIONS
AUX ACTIONNAIRES

Questions d'avenir

Pouvons-nous contribuer à la
prospérité de nos sociétés
dans un monde en mutation ?

Pouvons-nous anticiper l'inattendu,
expliquer l'inexplicable
et concevoir l'inconcevable ?

Pouvons-nous créer l'inimaginable ?

Pouvons-nous avoir une pensée internationale
tout en œuvrant à l'échelle locale ?

Développer des sociétés durables,
unir les communautés
et saisir toutes les opportunités ?

Pouvons-nous tracer notre futur,
élever nos ambitions
et assumer pleinement nos décisions ?

Pouvons-nous créer un monde où nos familles,
nos amis et nos voisins pourront s'épanouir ?

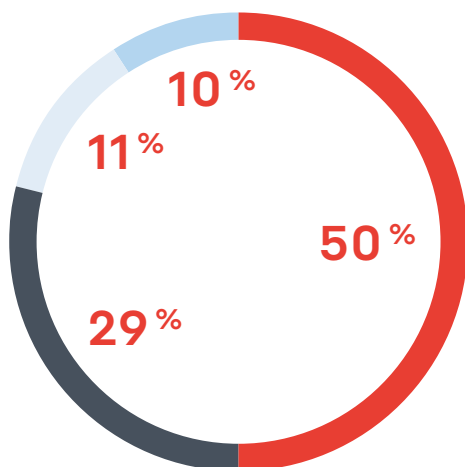
Et si nous pouvions ?

Faits saillants financiers

NOTRE PRÉSENCE GÉOGRAPHIQUE, L'ÉVENTAIL DE NOTRE EXPERTISE, NOTRE CULTURE AXÉE SUR LE CLIENT ET NOTRE ESPRIT D'ENTREPRISE NOUS ONT FAIT CONNAÎTRE L'UNE DES ANNÉES LES PLUS RÉUSSIES DE L'HISTOIRE DE WSP.



PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES NETS PAR SEGMENT DE MARCHÉ



TRANSPORT ET
INFRASTRUCTURES

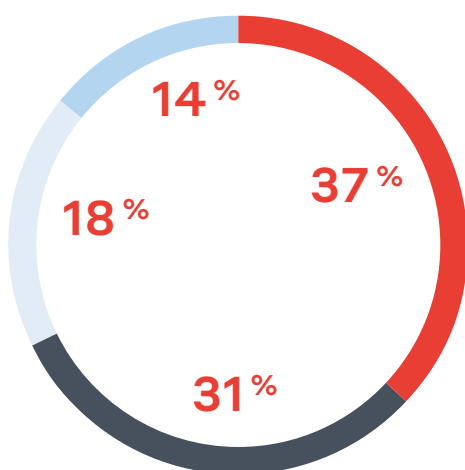
BÂTIMENT

ENVIRONNEMENT

INDUSTRIE ET ÉNERGIE*

* Inclut industrie, ressources naturelles, ainsi qu'électricité et énergie

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES NETS PAR SECTEUR D'EXPLOITATION



EUROPE, MOYEN-ORIENT,
INDE ET AFRIQUE

AMÉRIQUES

CANADA

ASIE-PACIFIQUE

6,9 G

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES (CAD)

5,4 G

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES NETS (CAD)*

6,2 %

CROISSANCE INTERNE DES PRODUITS DES
ACTIVITÉS ORDINAIRES NETS

555,2 M

BAIIA AJUSTÉ (CAD)*

10,4 %

MARGE DU BAIJA AJUSTÉ*

79 jours

DÉLAI MOYEN DE RECOUVREMENT DES CRÉANCES
CLIENTS (DÉLAI DE RECOUVREMENT)*

296,1 M

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES (CAD)*

* Mesures non conformes aux IFRS

Message du président du conseil



APRÈS UNE AUTRE ANNÉE REMPLIE DE RÉUSSITES DANS DE NOMBREUX DOMAINES, JE SUIS À NOUVEAU TRÈS FIER D'AGIR À TITRE DE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE WSP. LE CONSEIL EST RÉELLEMENT INSPIRÉ PAR LES EMPLOYÉS, PAR LES PROJETS QUE WSP RÉALISE POUR SES CLIENTS ET PAR LA RÉPUTATION D'ENVERGURE MONDIALE QUI LA PROPULSE.

2017 en revue

L'objectif de croissance sur les plans opérationnel et financier de WSP en 2017 a été atteint. Le conseil tient à exprimer sa reconnaissance envers les employés à travers le monde ainsi qu'envers l'équipe de direction pour leur contribution.

Parmi les événements marquants de cette année, notons que WSP s'est classée en tête du palmarès des plus importantes firmes internationales de conception dressé par le magazine *Engineering News-Record* pour la deuxième année consécutive. Je pense que cette réussite montre la solidité des relations que nous entretenons avec nos clients et l'excellence opérationnelle que la Société est déterminée à préserver et à renforcer.

La nouvelle image de marque de WSP ainsi que les principes directeurs qui l'accompagnent ont officiellement été lancés en mai. Ces changements ont bien été accueillis par l'ensemble des parties intéressées et ont permis de mettre en lumière la place privilégiée que nous occupons dans nos marchés. Ces principes encadrent nos activités, notre conduite et notre rendement, et nous engagent à viser l'excellence pour nos clients, nos actionnaires et les communautés dans lesquelles nous œuvrons.

L'application de notre plan stratégique 2015-2018 s'est poursuivie tout au long de l'année et nous sommes en voie de terminer notre phase de croissance avec succès. WSP a fait l'acquisition de dix entreprises durant l'année et a ainsi accueilli 5 000 nouveaux employés principalement issus de transactions stratégiques en Amérique latine et en Nouvelle-Zélande. L'effectif total de WSP s'élève maintenant à environ 42 000 professionnels de talent.

Le rendement de WSP a continué de s'appuyer sur un bilan solide, ce qui a contribué à assurer des gains intéressants pour les actionnaires.

Prochaine étape de la planification stratégique

Durant l'année, notre Société a travaillé sans relâche pour démontrer sa performance dans les activités tournant autour des quatre piliers de son plan stratégique 2015-2018 : nos employés, nos clients, notre excellence opérationnelle et notre expertise. En basant la mesure de notre performance sur ces points fondamentaux, nous nous assurons de continuellement nous surpasser afin de nous démarquer dans nos domaines d'activité.

Nous soutiendrons notre président et chef de la direction ainsi que l'équipe de direction dans leurs décisions concernant la prochaine étape de notre parcours fascinant : notre plan stratégique 2019-2021.

Opportunités et risques

Nous sommes conscients que plus notre croissance et notre réputation se renforcent, plus les opportunités et les risques qui se présentent deviennent conséquents. Nos aptitudes en gestion et notre expérience technique à l'échelle

« Le conseil est convaincu que WSP possède les bons dirigeants pour continuer à se développer. Après une année couronnée de succès, nous ne devons pas nous arrêter, mais plutôt continuer de viser une croissance et des résultats exceptionnels. »

internationale démontrent que nous sommes un candidat fiable pour participer à la réalisation des projets les plus importants dans nos marchés et dans le monde. En sachant saisir ces occasions et en nous impliquant, nous améliorons nos capacités d'évaluation et de gestion des risques qui évoluent ainsi parallèlement à notre croissance.

Le programme de conformité et d'éthique de WSP s'applique à toutes nos activités et nous permet de rester un chef de file dans l'industrie. Nous accordons tout autant d'importance à la mise en œuvre efficace de notre code de conduite, des politiques en matière d'éthique qui le sous-tendent qu'à la formation, aux communications et la surveillance qui y sont liées. Le conseil d'administration reçoit des rapports d'étape trimestriels concernant ce programme.

Conseil d'administration et équipe de direction

J'aimerais remercier tous les membres du conseil pour leur engagement et les recommandations qu'ils ont fournies cette année. En 2017, Alexandre L'Heureux, Suzanne Rancourt et Pierre Fitzgibbon ont terminé leur première année en tant que membres du conseil et Louis-Philippe Carrière est devenu membre du conseil et également président du comité d'audit. Nous profitons grandement de leurs expériences variées et de leurs contributions à la Société. Je maintiens mon engagement à m'assurer que nous disposions toujours d'un conseil d'administration diversifié.

Les changements engendrés par Alexandre L'Heureux, notre président et chef de la direction, durant les deux dernières années ont permis de renforcer notre équipe de direction tout en s'opérant

de façon fluide. En mai 2017, Steeve Robitaille a été nommé chef des affaires juridiques et vice-président exécutif des fusions et acquisitions. Steeve travaille également avec le conseil en tant que secrétaire de la Société et s'est facilement intégré au sein de WSP puisque, par le passé, il agissait déjà comme conseiller de confiance pour la Société.

Perspectives 2018

Forte de sa place privilégiée sur le marché, le conseil est convaincu que WSP possède les bons dirigeants pour continuer à se développer. Après une année couronnée de succès, nous ne devons pas nous arrêter, mais plutôt continuer de viser une croissance et des résultats exceptionnels.

Responsables des investissements de nos actionnaires, nous, les membres du conseil d'administration, continuerons de dispenser des conseils avisés et orienter nos dirigeants alors que nous entamons une nouvelle année. Nous demeurons engagés à créer de la valeur pour nos actionnaires et à atteindre cet objectif en appliquant les normes élevées en gouvernance d'entreprise dans un environnement de travail qui respecte les principes de l'éthique, la sécurité et le développement durable.

Au nom du conseil d'administration, je désire remercier une fois de plus nos fidèles actionnaires pour leur confiance et leur soutien.



CHRISTOPHER COLE
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION



Message du président

L'ANNÉE 2017 A ÉTÉ L'UNE DES PLUS PERFORMANTES DE L'HISTOIRE DE WSP : NOTRE ENTREPRISE S'EST RASSEMBLÉE SOUS UN MÊME NOM, UNE MÊME MARQUE ET UNE MÊME VISION; NOUS AVONS ATTEINT OU SURPASSÉ L'ENSEMBLE DES INDICATEURS FINANCIERS; NOUS AVONS RÉALISÉ NOTRE 100^E ACQUISITION DEPUIS NOTRE INTRODUCTION EN BOURSE; ET NOUS AVONS CONTINUÉ DE CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE NOS COLLECTIVITÉS DANS UN MONDE EN CONSTANTE ÉVOLUTION.

ET SI NOUS POUVIONS ?

2017

Objectifs fin 2018

EMPLOYÉS

42 000

45 000

PRODUITS NETS (CAD)

5,4 G

6,0 G

MARGE DU BAIIA AJUSTÉ (%)

10,4

11,0

Au cours de la dernière année, nous avons continué de nous appuyer sur les quatre pierres angulaires de notre plan stratégique 2015-2018 : nos employés, nos clients, notre excellence opérationnelle et notre expertise.

Employés

Nous sommes d'abord et avant tout une société de personnes. Nous continuons de déployer des efforts importants pour attirer, former, engager et retenir les meilleurs professionnels où qu'ils se trouvent dans ce monde où les économies fonctionnent à plein régime, où les taux de chômage sont à leur plus bas et où les travailleurs à grand potentiel sont plus mobiles que jamais. Nous savons que nos employés ont une chance unique d'influencer le monde dans lequel nous vivons. La **réputation** de notre Société repose sur le travail exceptionnel de nos professionnels et sur leur dévouement envers nos clients et nos collectivités.

Nous comptons actuellement environ 42 000 employés. Nous croyons que ce dont une équipe solide a besoin avant tout est d'un leadership fort. Nous avons donc déployé d'importants efforts au cours de la dernière année pour renforcer nos équipes de direction à tous les niveaux de la Société. L'année 2017 a également vu la création du Leadership Forum qui mise sur un réseau mondial de 1 000 employés

pour améliorer l'alignement organisationnel, la **collaboration** et l'engagement en milieu de travail. Nous avons également mis en place la Global Project Management Academy (académie de gestion de projet internationale) pour consolider notre engagement à former la prochaine génération de gestionnaires de projet, celle qui réalisera les projets de l'avenir.

WSP s'engage également à favoriser l'équilibre homme-femme à l'échelle internationale. Nous ne considérons pas cette démarche comme une simple phase, mais plutôt comme une adaptation stratégique au monde en changement. L'implantation de cet équilibre entre les sexes au sein de la Société et de l'équipe de direction est essentielle au succès de WSP au 21^e siècle.

Enfin, nos talentueux employés proviennent de toutes les régions, cultures

et origines ethniques; ils exercent dans des marchés et des secteurs d'activités variés, possèdent de nombreuses compétences et interagissent avec un grand éventail de clients des secteurs public et privé. Depuis mai 2017, nous sommes tous unis sous une même marque et une même vision qui se rattachent aux cinq principes directeurs qui reflètent la force de notre vision d'avenir. Ces principes directeurs définissent ce que nous accomplissons aujourd'hui pour façonner ensemble le visage de demain.

Clients

Nous ne pourrions dominer le marché qu'en prouvant notre capacité à nous adapter aux besoins de nos clients, à innover et à demeurer agiles dans le monde de demain. La mobilité des employés est une composante importante de notre stratégie client.

« Au cours de la dernière année, nous avons continué de nous appuyer sur les quatre pierres angulaires de notre plan stratégique 2015-2018 : nos employés, nos clients, notre excellence opérationnelle et notre expertise. »

Nos professionnels peuvent être mutés là où les clients requièrent leur expertise ou dans l'un de nos bureaux régionaux pour développer de nouvelles compétences et pouvoir ensuite les appliquer localement.

La relation d'affaires traditionnelle évolue au rythme de la mondialisation des clients, de la création de nouveaux mécanismes contractuels et du transfert de risques à mesure que les projets gagnent en envergure et en complexité. En mettant l'accent sur la **collaboration**, sur notre **engagement local**, notre **envergure internationale** et sur une approche axée sur l'avenir qui remet en question le **statu quo**, nous passons du simple fournisseur de services au conseiller de confiance et au partenaire stratégique privilégié pour nos clients.

La réelle santé de toute entreprise se mesure par sa capacité à croître organiquement. En 2018 et les années suivantes, nous continuerons d'alimenter cette croissance avec des stratégies de développement conçues pour améliorer les services que nous offrons en en élargissant la portée et l'envergure, plaçant ainsi nos clients au centre de tout ce que nous faisons.

Excellence opérationnelle

L'excellence opérationnelle repose sur l'**autonomie** qui nous permet d'être agiles et réceptifs. Sans jamais cesser de nous demander comment nous pourrions consolider la Société et agir plus efficacement, nous demeurons **responsables** face à nos clients, nos pairs et nos actionnaires.

Je suis heureux d'annoncer que notre performance en 2017 a été parmi les

meilleures de notre récent passé. Cela tient à la compétence de nos employés, au succès éprouvé de notre modèle opérationnel spécialisé et à notre détermination à ne jamais choisir entre la qualité des services que nous fournissons et la rentabilité de nos projets. Notre envergure a aussi contribué à cette solide performance puisque nous sommes en mesure d'offrir à nos clients les mêmes services personnalisés qu'une entreprise spécialisée. En même temps, nous pouvons mettre à contribution notre expertise mondiale grâce à notre esprit de **collaboration** et exporter notre savoir-faire là où il est requis pour l'exécution des projets les plus complexes.

En 2017, nous avons affiché des produits de 6 942,2 millions de dollars et des produits nets de 5 356,6 millions de dollars, en hausse respectivement de 8,8 % et de 9,4 % par rapport à 2016. De plus, nous sommes extrêmement

heureux d'avoir dépassé nos prévisions de croissance interne mondiale en produits nets, qui étaient fixées entre 1 à 4 % en 2017, pour s'établir à 6,2 % pour l'année.

La hausse du taux d'utilisation, l'amélioration de l'exécution des projets dans nos opérations canadiennes et une croissance des produits dépassant la moyenne dans nos opérations australiennes ont expliqué la progression de notre marge du BAIIA ajusté qui s'est établie à 10,4 % en 2017 comparativement à 10,2 % en 2016, nous rapprochant ainsi de notre objectif de 11 % pour la fin de 2018.

À la fin de 2017, le carnet de commandes se chiffrait à 6 361,6 millions de dollars, valeur représentative de 10,1 mois de travail, soit une hausse de 12,2 % par rapport à la même période en 2016. En incluant le BAIIA ajusté sur 12 mois complets pour tenir compte de toutes les acquisitions, le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté s'est établi à 1,8,

SECTEURS D'EXPLOITATION : PERSPECTIVES 2018



correspondant ainsi à la fourchette prévue pour 2017.

Les indicateurs mentionnés précédemment, la force de notre bilan et les acquisitions que nous avons réalisées au cours de l'année sont autant de facteurs qui ont placé WSP sur la voie pour atteindre les objectifs de son plan stratégique 2015-2018.

Expertise

Cette dernière année, nous avons remporté des projets de taille et de complexité diverses qui nous ont permis d'apporter des solutions durables pour le développement et l'amélioration des collectivités dans lesquelles nous avons œuvré. Cette croissance a également été nourrie par notre aptitude à tirer parti des occasions qui se présentent pour nos clients et qui résulte de notre capacité d'utiliser nos différentes expertises qui améliorent, par le fait même, l'exécution de nos projets et augmentent nos marges. Je crois que c'est une preuve supplémentaire qui corrobore le rôle stratégique que nous jouons auprès de nos clients.

Pour la seconde année consécutive, WSP a été classée par l'*Engineering News-Record* numéro un parmi les entreprises internationales spécialisées en conception, ce qui confirme que nous avons été et continuons de cheminer sur la bonne voie.

Depuis le début du cycle stratégique actuel, nous n'avons cessé de communiquer notre objectif d'être un acteur de premier plan dans les régions et les secteurs dans lesquels nous oeuvrons. Cela ne veut pas nécessairement dire que nous tenons à être le plus gros joueur, mais plutôt que nous cherchons où et comment nous pouvons apporter de la valeur à nos clients.

Les fusions et acquisitions que nous réalisons nous permettent d'élargir l'envergure de notre expertise selon un plan tactique précis. Au cours de la dernière année, nous avons enrichi l'éventail de nos compétences en réalisant 10 acquisitions stratégiques ayant permis d'accueillir 5 000 nouveaux employés répartis dans des régions ou pays comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Amérique latine, le Canada, la Finlande, la Suède, la Suisse, le Royaume-Uni et les États-Unis. Ces acquisitions diversifient également la gamme de services que nous

« L'excellence opérationnelle repose sur l'autonomie qui nous permet d'être agiles et réceptifs. Sans jamais cesser de nous demander comment nous pourrions consolider la Société et agir plus efficacement, nous demeurons responsables face à nos clients, nos pairs et nos actionnaires. »

offrons à nos clients grâce à l'apport de nouvelles compétences dans la gestion des infrastructures de l'eau et des actifs.

Nous profitons déjà de la majorité des synergies générées par ces acquisitions en nous permettant d'offrir à nos employés de nombreuses occasions de perfectionnement et de promouvoir la **collaboration** mondiale et l'intégration des meilleures pratiques. Notre offre de services pour nos clients s'en trouve bonifiée et augmente notre capacité de répondre à leurs besoins où qu'ils se trouvent.

Stratégie 2015-2018

Nous sommes en bonne voie de réaliser nos ambitions d'ici la fin de 2018. Je suis convaincu que nous atteindrons nos objectifs stratégiques. Notre détermination à mettre à exécution notre plan stratégique 2015-2018, combinée à notre forte motivation, à notre désir de favoriser une culture de croissance et à notre compétence technique, a permis à WSP de devenir un acteur de premier plan dans notre industrie.

Je suis extrêmement fier de la résilience de notre plateforme. Il y a plus de cinq ans, nous étions une entreprise canadienne dont 99 % des revenus étaient générés au Canada. Aujourd'hui, nous sommes un véritable acteur conjuguant parfaitement divers secteurs et régions géographiques. Nous avons désormais la présence nécessaire pour atteindre notre but et structurer nos activités en vue de garantir notre succès futur.

Les tendances de fond comme l'urbanisation, les mutations démographiques, les changements

climatiques et le développement des technologies nous ont obligés à anticiper les besoins futurs de nos clients et à leur offrir des conceptions qui leur apporteront de la valeur non seulement aujourd'hui, mais également demain. Certaines idées innovantes du marché telles que la nouvelle mobilité et les villes intelligentes nous aideront à présenter à nos clients un large éventail de scénarios afin qu'ils puissent appréhender les multiples changements pointant à l'horizon.

Nous sommes actuellement en train de planifier notre prochain cycle stratégique, ce qui implique notamment l'identification des tendances clés, telles que la transition vers les technologies numériques et l'intelligence artificielle qui sont destinées à influencer la manière dont nous servons nos clients et dont nous fonctionnons comme industrie. Le plan stratégique 2019-2021 sera présenté l'an prochain.

Notre avenir promet d'être passionnant et nous n'en serions pas là aujourd'hui sans nos employés, nos clients, nos actionnaires et notre conseil d'administration. Merci de votre engagement et de votre soutien continu envers WSP.

Nous sommes une entreprise exceptionnelle dotée d'un patrimoine extraordinaire et vouée à un avenir prometteur.



ALEXANDRE L'HEUREUX
PRÉSIDENT ET CHEF
DE LA DIRECTION

L'année en revue

ALIGNÉS SUR LE PLAN STRATÉGIQUE QUE NOUS AVONS ÉTABLI POUR 2015 À 2018, NOUS AVONS CONTINUÉ DE RENFORCER NOS CAPACITÉS TECHNIQUES, LA QUALITÉ DE NOS SERVICES ET NOTRE APTITUDE À SAISIR LES OCCASIONS.



10 MAI

WSP adopte une nouvelle image de marque

Partout dans le monde, quels que soient leur culture, leur secteur et leur expérience, les équipes de WSP sont maintenant unies sous un même nom, une même marque et une même vision fondés sur nos principes directeurs et notre manifeste.



10 MAI

WSP accueille un nouveau membre dans son équipe de direction

La nomination de Steeve Robitaille au poste de chef des affaires juridiques et de vice-président exécutif des fusions et acquisitions vient renforcer notre solide équipe de direction.



31 JANVIER

WSP fait l'acquisition de ProVAb

L'expertise de ProVAb Invest AB nous a permis de devenir le chef de file dans les solutions d'assainissement de l'eau dans la région de Stockholm.



27 FÉVRIER

WSP en tête du classement de WA 100

Pour la troisième année consécutive, WSP a reçu le titre de « meilleur ingénieur en mécanique du bâtiment » décerné par les 100 plus importants architectes du monde dans le supplément annuel du *World Architecture 100*.



13 AVRIL

Acquisition de YR&G

L'achat de l'entreprise américaine Yarmuth Radoff Green LLC nous a permis d'élargir et d'enrichir notre expertise tant dans la conception d'édifice à haut rendement énergétique que dans les services d'analyse et de conseils stratégiques offerts à nos clients.

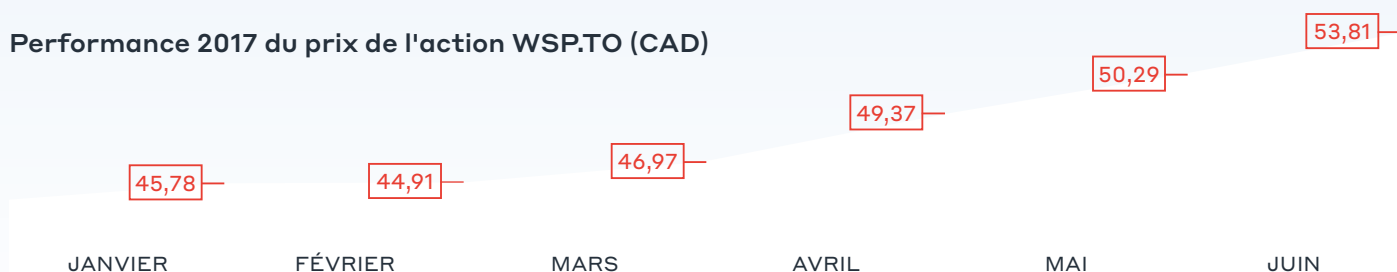


31 MAI

Acquisition de Wirthensohn

L'achat de Wirthensohn a consolidé nos compétences dans le secteur du bâtiment et le secteur industriel, et nous a permis d'acquérir une expertise locale en Suisse où nous avons un fort potentiel de croissance.

Performance 2017 du prix de l'action WSP.TO (CAD)





15 JUILLET

Acquisition de POCH

Grâce à l'acquisition de POCH, nous sommes maintenant positionnés en tant que chef de file sur le marché chilien et notre présence en Colombie, au Pérou et au Mexique se trouve renforcée.



31 JUILLET

Acquisition de Willoughby

L'acquisition de Willoughby Engineering a renforcé nos équipes d'experts en systèmes de bâtiments à Chicago et à Dallas grâce à l'enrichissement de notre expertise locale, à la diversification des marchés desservis et à la consolidation de nos relations avec nos clients de la région.



30 NOVEMBRE

Acquisition de Trafix

L'expertise de Trafix Oy en matière de planification et de gestion des transports et de la circulation dans le marché finlandais s'est ajoutée au savoir-faire de WSP et nous permet d'offrir une gamme de services plus complète, tant à nos clients existants qu'à nos nouveaux clients.

100

WSP RÉALISE SA 100^e ACQUISITION DEPUIS SON INTRODUCTION EN BOURSE



4 DÉCEMBRE

Acquisition d'Opus

En plus de satisfaire notre objectif stratégique d'étendre nos activités en Australie et en Nouvelle-Zélande, l'acquisition d'Opus nous a permis de renforcer notre expertise dans le secteur des infrastructures liées à l'eau ainsi que dans la constitution et la gestion d'actifs, en plus de nous permettre d'accroître notre présence au Canada et au Royaume-Uni.



17 JUILLET

WSP en tête du classement d'ENR

WSP occupe le premier rang du palmarès des 225 plus importantes firmes internationales de conception du magazine *Engineering News-Record* (ENR).

WSP a également obtenu la première place au classement d'ENR des 20 meilleures firmes hors États-Unis en gestion de la construction et en gestion de programmes à l'international.



31 AOÛT

Acquisition de LBG

L'acquisition de l'entreprise américaine Leggett, Brahears and Graham, Inc. nous a permis de renforcer notre part de marché dans les secteurs de l'eau et de l'environnement, et d'élargir notre offre de services en ingénierie et en conseil aux clients privés, municipaux et fédéraux.



31 OCTOBRE

Acquisition de ConCol

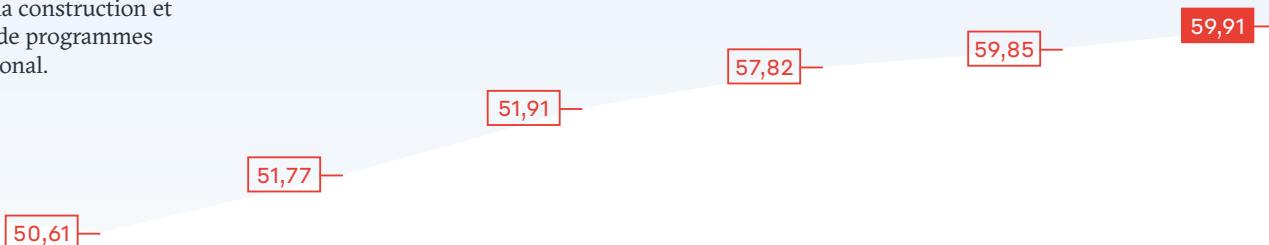
Avec l'achat de Consultoría Colombiana S.A., nous nous sommes imposés parmi les chefs de file du marché colombien en offrant un vaste éventail de services dans de nombreux secteurs, et nous avons renforcé notre présence au Chili, au Pérou et au Mexique.



31 DÉCEMBRE

Acquisition de ISS Proko

ISS Proko OY et sa filiale ont permis à WSP d'accroître sa présence en Finlande en enrichissant son expertise dans le secteur du bâtiment et en élargissant son empreinte nationale.



JUILLET

AOÛT

SEPTEMBRE

OCTOBRE

NOVEMBRE

DÉCEMBRE

Notre impact mondial

NOUS SOMMES FIERES DE PRÉSENTER UNE SÉLECTION DE PRIX ATTRIBUÉS À NOS EMPLOYÉS, PROJETS ET INITIATIVES À TRAVERS LE MONDE EN 2017.

Canada

Jennifer Verellen, directrice de l'ingénierie des systèmes ferroviaires, a figuré au palmarès des 40 Canadiens les plus performants de moins de 40 ans dans le magazine américain *Mass Transit*.

WSP, qui a offert ses services d'ingénierie structurelle pour le pont George C. King à Calgary, a été récompensée lors de la remise des prix internationaux Footbridge par le magazine *Bridge Design & Engineering*.

WSP a remporté un prix au gala Envirolys (Québec) dans la catégorie « Support au développement commercial » pour son partenariat avec Waste Management Inc.

Les clients de WSP ont reçu trois prix d'innovation LEED par le Conseil du bâtiment durable du Canada (section régionale du Grand Toronto).

Le projet de ligne de transport en commun rapide Evergreen à Vancouver a reçu le prix d'excellence lors du gala des Prix canadiens du génie-conseil (WSP a fourni toute une gamme de services).

977 M

PRODUITS NETS (CAD)*

8 000

EMPLOYÉS

Amériques

WSP a reçu huit prix d'excellence en ingénierie de l'association American Council of Engineering Companies, dont le grand prix pour le projet du tunnel Elizabeth Rivers.

L'American Society of Civil Engineers a décerné son prix national de reconnaissance aux employeurs 2017 à WSP pour le soutien de l'entreprise aux jeunes ingénieurs.

L'équipe Enginuity de WSP à New York (Matthew Beller, Vincent T. Favale, Joseph Salvo et Brendan Tyler) a remporté le concours mondial Enginuity 2017.

Amit Bhansali et Wyatt Wirges, ingénieurs en mécanique de Dallas, ont figuré au palmarès des 40 Américains les plus performants de moins de 40 ans du magazine *Consulting-Specifying Engineer*.

Gregory A. Kelly a reçu le prix 2017 de la Beverly Willis Architectural Foundation pour avoir fait progresser la place des femmes dans le secteur du bâtiment.

1 651 M

PRODUITS NETS (CAD)*

9 500

EMPLOYÉS

Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique

WSP a reçu le prix de Consultant en ingénierie de l'année à l'occasion des Building Awards 2017 (Royaume-Uni).

Rachel Skinners, chef du développement de WSP au Royaume-Uni, a été élue présidente de l'Institution of Civil Engineers (ICE) pour 2020 (Royaume-Uni).

Six prix Flèche d'argent ont été reçus lors des PMR.Africa Awards 2017 pour les génies électrique, mécanique, structural et civil (Afrique du Sud).

Prix Successful Multicultural Company (Chambre de commerce de la région d'Helsinki, Chambre de commerce de Finlande et ministère de l'Emploi et de l'Économie) (Finlande).

WSP a reçu le prix de Consultant de l'année à l'occasion des Construction Week UAE Awards de l'ITP (Moyen-Orient).

1 985 M

PRODUITS NETS (CAD)*

16 500

EMPLOYÉS

42 000

EMPLOYÉS

550

BUREAUX

40

PAYS

Asie-Pacifique

WSP en Australie et Nouvelle-Zélande obtient la certification Great Place to Work® pour l'année 2017-2018.

Ruqayyah Merchant et Kristoff Dippl ont fait partie de l'équipe ayant remporté le premier prix à l'Energy Hack 2017 du Melbourne Energy Institute.

WSP a remporté le prix Consult Australia Award for Technical Innovation 2017 pour le projet de la ligne de transport Sydney Metro City and Southwest (Transport for New South Wales).

Michael Sung, directeur technique en bâtiment en MEP (région de la Chine), est nommé président de la région de Hong Kong de l'ASHRAE (du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018).

Ji Wen-Jin, associé principal en bâtiment en MEP (région de la Chine), a reçu le premier prix à l'occasion de la conférence annuelle 2017 dans la section bâtiment/électricité de l'Architectural Society of China.

744 M

PRODUITS NETS (CAD)*

8 000

EMPLOYÉS

Notre atout le plus précieux

NOTRE FORCE RÉSIDE DANS LA DIVERSITÉ ET
L'IMPLICATION DE NOS PROFESSIONNELS À TRAVERS
LE MONDE ET NOUS NOUS ENGAGEONS À SOUTENIR
CHACUN D'EUX DANS LEUR RÔLE.



« Nous avons le privilège de proposer des carrières enrichissantes à nos professionnels afin qu'ils puissent réaliser leur plein potentiel et ainsi faire une réelle différence. »

Conversation avec Fannie Jacques

VICE-PRÉSIDENTE
RESSOURCES HUMAINES MONDIALES



Vous vous êtes jointe à WSP en 2016. Selon vous, quelles sont les principales forces de l'entreprise ?

Notre force réside dans l'expertise de notre personnel et dans la qualité du service et des conseils que nous prodignons à nos clients. C'est une période exaltante pour les personnes intéressées à se joindre à l'équipe de WSP. En effet, nous offrons autant les avantages d'une petite entreprise en pleine expansion que les perspectives propres aux grandes sociétés internationales. Le rôle de notre personnel est de collaborer et d'innover afin de planifier, gérer et concevoir pour la prospérité de nos communautés. Nous occupons une très grande place dans la collectivité et avons le privilège de proposer des carrières enrichissantes à nos professionnels afin qu'ils puissent réaliser leur plein potentiel et ainsi faire une réelle différence.

Quelles sont les possibilités offertes aux employés grâce à la nouvelle marque de WSP ?

L'année 2017 a été marquée par de grands changements. Nos employés ont pu

s'associer à une marque commune et sont fiers de faire partie de l'entreprise pour profiter de possibilités uniques, tout en représentant WSP auprès de nos clients. Nos principes directeurs sont une façon concrète d'expliquer qui nous sommes et l'éthique de travail que nous attendons de tous ceux qui font partie de notre Société. Nous appuyons nos employés qui aspirent à suivre nos principes directeurs dans leurs tâches au quotidien.

De quelle façon soutenez-vous les dirigeants de l'entreprise pendant la croissance de la Société ?

Cette année encore, les régions et les professionnels en ressources humaines de l'ensemble de la Société ont joué un rôle important dans l'accueil des nouveaux employés. Ils ont notamment participé à l'intégration de 5 000 nouvelles personnes qui se sont jointes à la suite des récentes acquisitions. Nous avons soutenu nos dirigeants tout au long de cette croissance rapide grâce à diverses initiatives conçues pour créer un sentiment d'appartenance à l'échelle de l'entreprise. Par exemple, l'an dernier, nous avons aidé notre chef

de la direction dans le lancement d'une initiative de gestion du personnel à grand potentiel qui porte le nom de *Leadership Forum*. En collaboration avec les régions, nous avons ciblé 1 000 personnes provenant de divers échelons de l'entreprise, qu'elles soient de jeunes talents, des professionnels aguerris ou de hauts dirigeants. Par le biais du *Leadership Forum*, nous souhaitons avant tout apprendre à connaître nos employés pour créer des liens et former la relève. Nous croyons que ce type d'interaction est essentiel au développement des futurs dirigeants puisque la réussite de WSP passe par nos professionnels.

Nous avons également lancé un programme de rétroaction tous azimuts à l'intention de tous les participants du *Leadership Forum* qui contribue

à l'évolution de notre entreprise et au perfectionnement de nos employés. Nous avons à cœur leur épanouissement et nous croyons que la connaissance de soi est un critère fondamental dans la formation de grands dirigeants.

Quelles seront vos principales priorités en 2018 ?

Nous avons une occasion unique de tirer parti des progrès réalisés en 2017 et d'améliorer l'expérience des employés dans le monde entier tout en gardant à l'esprit les réalités et les besoins des régions. Nous avons l'intention d'aider notre chef de la direction à inviter les participants au *Leadership Forum* dans différentes initiatives clés afin de faire progresser la Société.

RÉPARTITION HOMMES/FEMMES

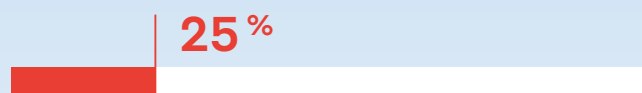
70 %

HOMMES

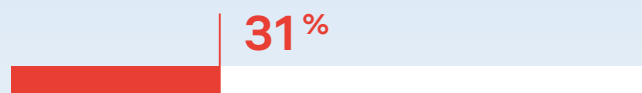
30 %

FEMMES

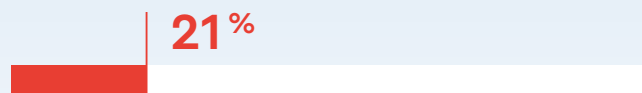
NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS PAR TRANCHE D'ÂGE



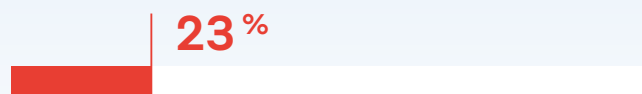
30 ANS ET MOINS



31 À 40 ANS



41 À 50 ANS

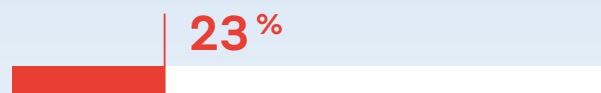


51 ANS ET PLUS

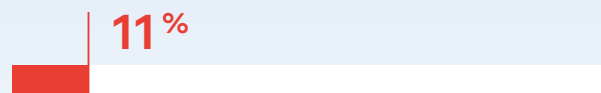
NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI



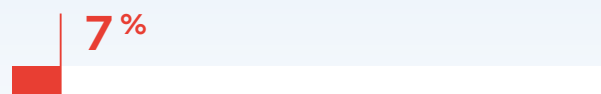
INGÉNIEURS ET CONSULTANTS



CADRES INTERMÉDIAIRES



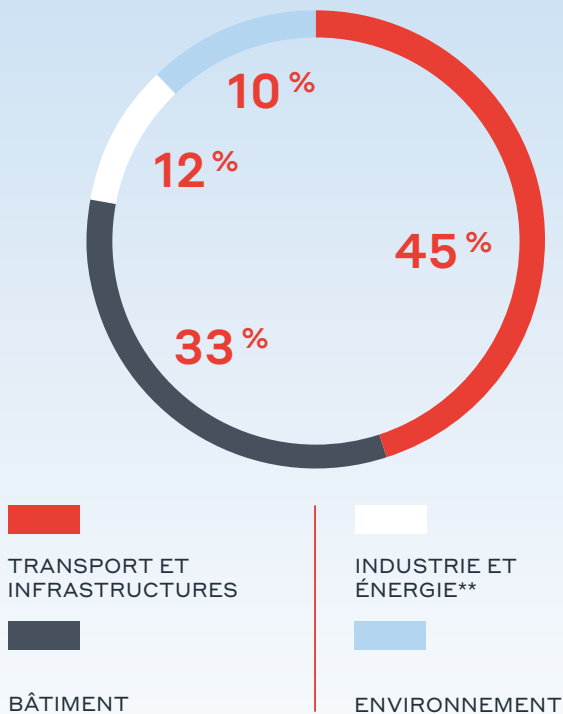
PERSONNEL DE SOUTIEN



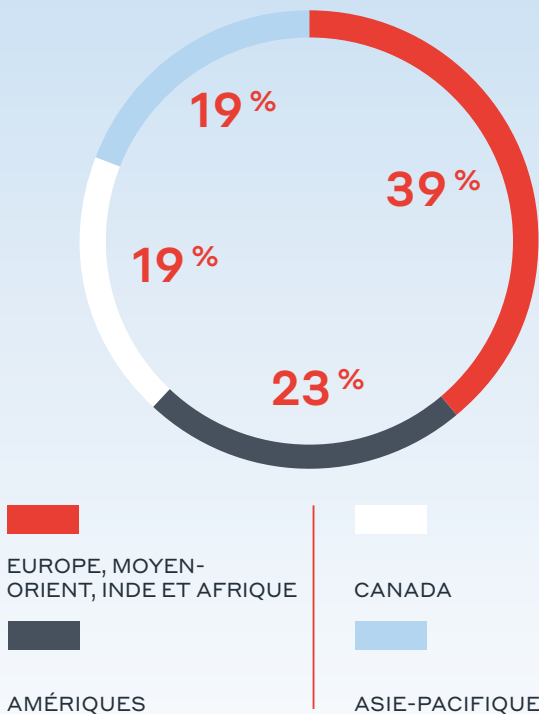
GESTIONNAIRES



EMPLOYÉS PAR SEGMENT DE MARCHÉ*



EMPLOYÉS PAR SECTEUR D'EXPLOITATION



* Basé sur le nombre d'employés dans des rôles techniques
** Inclut industrie, ressources naturelles, ainsi qu'électricité et énergie

La santé et la sécurité avant tout

EN 2017, DANS LE CADRE DE L'EXPANSION DE LA SOCIÉTÉ, NOUS AVONS INTÉGRÉ NOS PRINCIPES EN GESTION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DANS PLUSIEURS ENTREPRISES RÉCEMMENT ACQUISES. POUR ÉTAYER LES OBJECTIFS DE L'INITIATIVE ZÉRO ACCIDENT, NOUS AVONS ÉGALEMENT CONTINUÉ D'AMÉLIORER NOS COMMUNICATIONS AFIN DE MIEUX FAIRE CONNAÎTRE LES RISQUES ASSOCIÉS À NOS ACTIVITÉS.

Aperçu des dispositions en matière de santé et de sécurité

Le conseil d'administration de WSP assure la direction et la surveillance des normes en santé et en sécurité, approuve les politiques et évalue le rendement de toutes les régions et entreprises.

Responsable de la performance en matière de santé et de sécurité, la haute direction fait preuve d'un véritable leadership, épaulée par une solide équipe de professionnels régionaux en sécurité. Afin d'atteindre nos objectifs, nous exigeons, entre autres, le respect du document « Exigences en matière de gestion de la santé et de la sécurité » qui décrit nos exigences minimales pour une gestion efficace de la santé et de la sécurité. Fondées sur les meilleures pratiques internationales, y compris la norme BS OHSAS 18001, les exigences sont corroborées par notre vision « Zéro accident », notre Politique mondiale

L'ANNÉE 2017 EN CHIFFRES

3 580

OBSERVATIONS
RELATIVES À LA SÉCURITÉ

67,7 M

HEURES D'ACTIVITÉ

10 250

VOYAGES D'AFFAIRES
INTERNATIONAUX EFFECTUÉS
EN TOUTE SÉCURITÉ

20%

AUGMENTATION DES
SIGNALEMENTS

0,07

TAPT¹ À L'ÉCHELLE
MONDIALE EN 2017

0,1

TAPT¹ CIBLE MAXIMALE

530

TOURNÉES DE SÉCURITÉ
DE LA HAUTE DIRECTION

1 460

ACCIDENTS « ÉVITÉS
DE JUSTESSE »

¹ Le taux d'accidents avec perte de temps (TAPT) est le nombre de blessures entraînant une perte de temps de plus d'un jour pour 100 000 heures travaillées.

TAUX D'ACCIDENTS AVEC PERTE DE TEMPS (TAPT)¹

	2017	2016
ROYAUME-UNI	0,09	0,02
EUROPE CONTINENTALE (MOINS LE ROYAUME-UNI)	0,16	0,30
PAYS NORDIQUES	0,04	0,12
MOYEN-ORIENT ET INDE	0,00	0,05
AFRIQUE DU SUD	0,00	0,00
ASIE	0,06	0,13
AUSTRALIE/NOUVELLE-ZÉLANDE	0,07	0,00
CANADA	0,05	0,04
ÉTATS-UNIS/AMÉRIQUE LATINE	0,11	0,13
GLOBAL	0,07	0,08

en matière de santé et de sécurité ainsi que par des modalités afférentes.

Nous encourageons tous les employés à faire de la sécurité une affaire personnelle et à contribuer à l'élimination des risques associés à nos activités en signalant les accidents, les incidents, les actions ou les conditions dangereuses, les accidents évités de justesse et les observations, de façon à rendre notre environnement de travail le plus sécuritaire possible.

Notre vision « Zéro accident » pour 2018

Sur la base de ses quatre piliers, notre vision « Zéro accident » vise à réduire ou à éliminer les risques liés à nos activités par la recherche de solutions nouvelles et innovantes.

Partout où nous exerçons nos activités, nous nous efforçons d'atteindre les objectifs suivants :

— Zéro perte de vie

- Zéro blessure entraînant une invalidité permanente
- Zéro blessure à des membres du public
- Zéro préjudice à long terme à la santé

Guidés par notre feuille de route « Zéro accident » 2018-2020, nous continuerons à encourager et à promouvoir une culture de collaboration qui valorise la santé et la sécurité. Nous motiverons ainsi non seulement nos employés, mais aussi nos clients, nos partenaires et tous les membres de notre chaîne d'approvisionnement afin d'avoir une influence positive sur le rendement en matière de sécurité dans l'ensemble de nos activités.

Après avoir examiné les conclusions tirées des événements indésirables signalés en 2017, nous sommes prêts à poursuivre nos activités de sensibilisation. En 2018, nos efforts viseront à davantage réduire les risques liés à la conduite de véhicules, au travail à l'étranger et aux interactions entre personnes, installations et véhicules.

« Chez WSP, nous pouvons façonner notre environnement de travail de la manière la plus sécuritaire possible. Chacun d'entre nous a un rôle à jouer pour réduire ou éliminer les risques associés à notre travail. Par l'entremise de notre stratégie mondiale, nous promouvons une culture de sécurité forte et performante, et prenons la responsabilité de veiller à la sécurité de nos employés, de nos clients et de quiconque pouvant être touché par nos activités. »

ANDY SHANNON
RESPONSABLE MONDIAL
SANTÉ ET SÉCURITÉ



Contribuer au changement durable

CHEZ WSP, NOUS AVONS LA CHANCE D'AVOIR UN IMPACT POSITIF SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR LE TRAVAIL QUE NOUS EFFECTUONS POUR NOS CLIENTS ET PAR NOS PROPRES ACTIVITÉS. NOUS SOMMES ÉGALEMENT DÉTERMINÉS À COMMUNIQUER DE MANIÈRE TRANSPARENTE LES IMPACTS ÉCONOMIQUES, ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DE NOS ACTIVITÉS.

Nous savons que les changements climatiques représentent à la fois des risques et des opportunités pour notre entreprise. Répondre aux changements climatiques et aider nos clients à développer et à mettre en œuvre des modèles d'affaires durables en réponse à la pression économique accrue est important pour notre Société. En déterminant et en gérant de manière proactive ces risques et ces opportunités, WSP se positionne comme un joueur clé dans la transformation des environnements bâti et naturel afin de permettre à ses clients de prospérer dans une économie à faibles émissions de carbone.

Notre programme « Conçu pour l'avenir »

Plusieurs projets auxquels nous contribuons sont destinés à perdurer — jusqu'à 120 ans pour les voies ferrées et les routes. « Conçu pour l'avenir », fleuron de notre programme de développement durable, vise à communiquer de façon cohérente à nos spécialistes notre vision de l'avenir et à les inciter à élaborer des concepts adaptés au futur tout en répondant aux normes de conception actuelles.

Nous avons continué à intégrer des solutions « conçues pour l'avenir » dans nos activités internationales en 2017.





« Nous prenons très au sérieux nos responsabilités de chef de file en matière de développement durable, tant dans nos propres activités que dans nos conseils « conçus pour l'avenir » que nous prodiguons à nos clients. Nous nous engageons à continuer à trouver des solutions pour mener à bien la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, résiliente et prospère. »

PAUL DOLLIN
CHEF DE L'EXPLOITATION
RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Nous avons renforcé l'application du programme au Moyen-Orient et au Royaume-Uni, et prévu son lancement au Canada, en Australie et en Suède en 2018. Nous avons remarqué un intérêt réel de la part de nos clients envers les objectifs du programme et nous sommes fiers de l'impact et du caractère unique de cette initiative. « Conçu pour l'avenir » est l'élément principal mettant en exergue notre principe directeur *Nous sommes axés sur l'avenir et remettons en question le statu quo.*

Communiquer nos progrès

WSP rapporte les impacts économiques, environnementaux et sociaux de ses activités essentiellement de deux façons : par la publication de son rapport sur le développement durable et en répondant aux questionnaires du CDP (anciennement le « Carbon Disclosure Project ») sur les changements climatiques et sur la chaîne d'approvisionnement. Nous veillons à actualiser nos meilleures pratiques afin de nous améliorer en permanence et orienter notre rapport en fonction des préoccupations premières de nos investisseurs, de nos clients et de nos employés. Nous croyons que notre engagement envers le rapport envoie aux parties intéressées un message positif sur notre responsabilité et reflète bien la nouvelle marque de WSP.

Rapport annuel de développement durable

Nous préparons notre rapport de développement durable conformément aux normes de la Global Reporting Initiative (GRI), la référence mondiale en matière de communication transparente de haute qualité. Notre dernier rapport de développement durable date de juillet 2017 et la publication du prochain rapport est prévue en juin 2018. Il sera disponible dans la section Développement durable de notre site Web mondial au wsp.com.

Nous sommes impatients de présenter dans notre rapport les faits saillants de 2017, dont les projets durables ayant remporté des prix, les activités étayant le principe « conçu pour l'avenir », notre travail continu pour influencer positivement nos communautés et nos progrès concernant l'impact de nos propres activités.

Deux de nos principaux objectifs pour 2018 sont de faire état de nos progrès par rapport à la Politique de développement durable que nous avons instaurée en 2016 et de faire vérifier par un tiers nos données sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) pour une deuxième année. Cette validation externe est cruciale afin de respecter notre engagement de divulgation. Notre Politique de

développement durable nous fournit un cadre de travail clair pour la priorisation de nos engagements envers nos clients et pour la gestion des actions de l'entreprise.

Réponse aux questionnaires du CDP

Le CDP exige des renseignements sur les risques liés au climat et les émissions de GES de la part des plus grandes entreprises au monde pour le compte d'investisseurs institutionnels. En 2017, WSP a obtenu la note « A- » au questionnaire sur les changements climatiques du CDP. Il s'agit d'une amélioration par rapport à la note « B » obtenue en 2016. Cette note classe WSP parmi les meilleurs répondants et la place au niveau « Leadership » selon le barème de notation. En comparaison, la moyenne du groupe d'activité de l'industrie (Construction et ingénierie) et la moyenne du programme du CDP obtenues étaient « C » pour les deux.

La note d'une entreprise dépend de plusieurs facteurs, notamment le degré de précision, l'exhaustivité des réponses, les connaissances par rapport aux enjeux climatiques, les méthodes de gestion et le progrès de ses actions liées aux changements climatiques.

Ce qui nous inspire

NOS ÉQUIPES METTENT À PROFIT LEUR EXPÉRIENCE INTERNATIONALE POUR SERVIR LES COMMUNAUTÉS LOCALES, OSENT DÉFIER LE STATU QUO, COLLABORENT, APPRENNENT DES AUTRES ET ONT LE POUVOIR DE TRANSFORMER LES DÉFIS EN OPPORTUNITÉS.



Notre conviction

Pour que nos sociétés soient prospères, nous devons tous nous tenir responsables du monde de demain.

Notre rôle

Nous planifions, gérons et concevons pour la prospérité de nos communautés.

Notre raison d'être

Notre raison d'être est de préparer nos villes et notre environnement pour l'avenir.

Nos principes directeurs

Nous accordons une grande valeur à nos employés et à notre réputation

Nous déployons des efforts extraordinaires pour attirer, développer et retenir les meilleurs professionnels dans nos champs d'expertise puisque c'est ce qui fait notre force. Les normes éthiques les plus élevées sont au cœur de tout ce que nous faisons. Le professionnalisme fait partie intégrante de notre offre. Nous demeurons humbles et nous agissons en totale intégrité morale et intellectuelle, nous remplissons nos promesses, nous traitons chacun avec respect, nous épaulons nos collègues et nous prônons la diversité. Nos employés et leur évolution professionnelle nous tiennent à cœur et nous leur offrons les meilleures opportunités de développement de carrière. Nous misons sur nos jeunes recrues, car nous croyons que leur point de vue peut générer de grandes idées et insuffler une énergie nouvelle.

Nous œuvrons localement, mais avec une envergure internationale

Notre force réside dans notre habileté à nous adapter à la culture de nos clients et aux marchés locaux. Nous offrons à nos clients des services personnalisés équivalents à ceux d'une firme de services spécialisés, tout en maximisant notre expertise internationale pour entreprendre les projets les plus complexes et aider nos clients à atteindre leurs objectifs. Nous y parvenons grâce à notre capacité à demeurer agiles et à notre approche pratique, et en préservant la simplicité et l'efficacité de notre structure d'entreprise et de notre modèle d'affaires. Le souci que nous accordons à la croissance amplifie notre offre, notre expertise et notre portée géographique et nous permet de mieux répondre aux besoins de nos clients.

Nous sommes axés sur l'avenir et remettons en question le statu quo

Nous anticipons les tendances pour proposer à nos clients des idées innovantes qui répondent à leurs objectifs d'affaires. Nous posons des questions, examinons les problèmes complexes sous différents angles et trouvons des solutions qui renversent les paradigmes. Sans cesse axés sur l'élaboration de nouveaux concepts, nous visons à progresser, nous améliorer, renouveler nos façons de faire et exceller. Nous savons que nos idées façonneront les collectivités de demain et qu'elles contribueront au développement durable des sociétés. Nous préconisons le changement, et notre détermination à atteindre l'excellence est inconditionnelle.

Nous favorisons la collaboration dans tout ce que nous faisons

Notre agilité internationale se fonde sur notre environnement de travail axé sur la collaboration. Notre engagement profond envers le travail d'équipe crée des réseaux internationaux uniques de professionnels d'exception, conscients que les grandes réalisations sont le fruit de la collaboration. Nous encourageons et valorisons une culture de haute performance, nous cherchons constamment à apprendre des autres et nous favorisons un environnement de travail stimulant. L'intérêt de notre équipe passe avant le nôtre, et la meilleure façon de constater la collégialité qui caractérise notre firme est de se joindre à nous.

Nous soutenons une culture d'autonomie et de responsabilisation

Nous possédons l'autonomie nécessaire afin de transformer les défis en opportunités tout en nous responsabilisant au-delà des normes. Notre leadership proactif nous permet de garder nos clients au cœur de nos actions tout en demeurant agiles, réceptifs et redevables envers eux, nos pairs et nos actionnaires. La rentabilité de notre firme est essentielle pour notre avenir; c'est pourquoi nous agissons au sein de notre entreprise comme si elle nous appartenait.

Nous accordons une grande valeur à nos employés et à notre réputation



« Tout tourne autour des gens. Notre réputation professionnelle repose sur les gens. »

Eva Nilsson

DIRECTRICE
INDUSTRIE ET ÉNERGIE

« Lorsque je suis arrivée chez WSP il y a quelques années, on m'a demandé d'établir un réseau de professionnels en Industrie, raconte Eva. Cela m'a semblé être une tâche colossale, mais j'ai rapidement compris qu'ici, les choses étaient différentes et que c'était vraiment possible de le faire. C'est impressionnant de voir à quel point les gens accordent de la valeur à leur travail, tout comme de constater leur ouverture et le plaisir qu'ils prennent à travailler ensemble d'un bout à l'autre du monde, et c'est ce que sous-tend ce principe directeur. »

Chez WSP, nous sommes fiers de notre esprit d'entreprise et sommes très impliqués dans notre travail. « Notre Société s'est énormément développée depuis mon arrivée, et j'ai encore le sentiment de travailler au sein d'une petite entreprise, mais avec à disposition un immense réseau de contacts », ajoute Eva.

« Pendant mes vacances l'été dernier, j'ai reçu un appel d'un client qui travaillait sur un projet d'envergure et qui souhaitait recevoir une proposition de notre part dans un délai d'une semaine. J'ai fait appel à notre réseau et nous avons immédiatement collaboré pour répondre à la requête du client. Pourquoi? Parce que

nous croyons en ce que nous faisons et que nous aimons travailler en équipe. »

Les gens, au cœur de nos priorités

Chez WSP, les plus hautes normes éthiques sont au cœur de tout ce que nous faisons, ce qui profite à nos clients. Nous avons tous la même façon de travailler et la même passion, peu importe la taille ou l'emplacement du projet.

« Lorsque je dis que nous sommes proches, c'est vrai, mentionne Eva. Nous nous réunissons régulièrement, nous apprenons à nous connaître, et ces relations nous confèrent un grand avantage. Nous collaborons mieux les uns avec les autres et nous ajoutons de la valeur aux projets, car nous avons déjà établi des liens solides. »

Évidemment, de nouvelles personnes se joignent à l'équipe tandis que d'autres s'en vont, mais lorsqu'on jouit d'une base solide, l'intégration des nouveaux membres se fait facilement. « Certains de mes collègues font partie du réseau depuis le début. Cela facilite grandement le partage des leçons apprises et des meilleures pratiques dans l'intérêt de tous nos clients et de WSP. »

Sharyn Gravelle

VICE-PRÉSIDENTE NATIONALE
TÉLÉCOMMUNICATIONS ET
TECHNOLOGIE
BRAMPTON, ONTARIO, CANADA

Sharyn Gravelle possède 30 ans d'expérience dans le secteur canadien des télécommunications. Elle dirige le service national des télécommunications et de technologie de WSP depuis son arrivée dans l'entreprise. Elle gère une équipe multidisciplinaire d'environ 200 experts répartis dans dix bureaux à travers le Canada et qui se concentre sur la prestation d'un excellent service aux clients en soutien à leur infrastructure technologique. Elle croit que cette qualité assure une croissance continue au sein de l'unité opérationnelle, ce qui permet à WSP de réellement investir dans ses employés. Les solides compétences relationnelles et en leadership de Sharyn sont des atouts importants. Elle précise les attentes et accorde une grande autonomie à son équipe. Ce sont des facteurs motivants qui permettent de



produire des résultats fructueux et qui sont essentiels à l'engagement de ses collaborateurs. Sharyn valorise chacun de ses collègues de travail et agit selon le dicton : « Vous pouvez réaliser tout ce que vous avez décidé d'accomplir. »

« Tous nos segments de marché sont touchés par la technologie et il est fascinant d'aider nos collègues et nos clients à l'appréhender et à se préparer pour l'avenir. »

Dean McGrail

DIRECTEUR BÂTIMENTS, MOYEN-ORIENT
RÉCIPIENDAIRE DU PRIX « DIRECTEUR DE LA CONSTRUCTION DE
L'ANNÉE 2017 » DU CONSTRUCTION WEEK AWARDS

Comptant sous sa direction plus de 600 personnes œuvrant dans 17 disciplines, Dean est tenu en haute estime par ses collègues. Il dirige son équipe sur certains des projets les plus prestigieux de la région, dont plusieurs tours dépassant les 300 mètres, ainsi que sur de nombreux projets associés à l'Expo 2020 qui se tiendra à Dubaï. Le cheminement professionnel de Dean s'est considérablement développé au cours des dernières années et il bénéficie actuellement du mentorat de Chris Cole, président du conseil d'administration de WSP. À son tour, il encadre aussi

bien des collègues en début de carrière qu'expérimentés en leur transmettant ses connaissances acquises de différentes disciplines et de son expérience de projets.

Dean est passionné par notre entreprise et se dédie à améliorer nos performances en développant des solutions novatrices et en mettant en place les meilleures pratiques afin de parfaire nos méthodes de travail et ajouter de la valeur à nos projets. Il apporte une énergie rafraîchissante à notre industrie en plus de ses connaissances et de son expérience qui lui ont valu le respect de ses clients, de ses pairs et de ceux qui travaillent à ses côtés.



« Je suis passionné par ce que nous faisons chez WSP. Je crois que nous disposons des meilleures ressources et que nous sommes tous animés par le désir d'offrir des services de qualité pour les projets les plus emblématiques au monde. »

Lois Medley

APPRENTIE EN CHEMINS DE FER
(ÉQUIPE MÉCANIQUE, ÉLECTRIQUE
ET DE SANTÉ PUBLIQUE EN GARE)
LONDRES, ROYAUME-UNI

En plus d'être apprentie chez WSP, Lois Medley est en voie d'obtenir une certification BTEC (Business and Technology Education Council) de niveau 3 en génie de la mécanique du bâtiment. Lois profite des occasions qui se présentent à elle pour apprendre de nouveaux logiciels comme Amtech, Microstation et AutoCAD. Au bureau de WSP à Devonshire Square (Londres), elle a eu l'opportunité de travailler sur des projets de haut calibre tels que Crossrail et Paddington Station. Selon Vasileios Flegkas, son gestionnaire, Lois est une personne ambitieuse, motivée et axée sur les objectifs. Le génie la stimule et elle n'hésite pas à coopérer avec d'autres jeunes et à promouvoir les avantages de l'apprentissage au sein de l'équipe des chemins de fer.



« Comme je préfère les formations pratiques, l'apprentissage est, pour moi, une expérience enrichissante offrant des défis stimulants. J'apprends quelque chose de nouveau chaque jour et les occasions d'en connaître davantage ne manquent pas. J'adore travailler sur des projets concrets qui ont un impact positif sur la vie quotidienne des gens. »



Olivier Joyal

VICE-PRÉSIDENT
ENVIRONNEMENT, QUÉBEC
MONTRÉAL, CANADA

En 2017, Olivier Joyal a participé à la prestigieuse Conférence canadienne du Gouverneur général sur le leadership (CCGGL). La conférence regroupait certains des plus brillants professionnels de l'ensemble du pays afin qu'ils définissent le rôle que devraient jouer les dirigeants dans la création d'un meilleur avenir pour tous les Canadiens. En réfléchissant sur des questions complexes, les participants ont pris conscience que leur responsabilité était principalement

de remettre en question le statu quo. Ils ont conclu que pour avoir une incidence positive sur l'avenir d'une nation, les dirigeants devaient travailler ensemble, sortir des sentiers battus et créer des liens de confiance. Au quotidien, Olivier s'assure que l'équipe Environnement reste centrée sur l'atteinte des objectifs de WSP tout en suivant la stratégie globale de l'entreprise. Depuis sa participation à la CCGGL, Olivier est encore plus fasciné par son travail et il soutient particulièrement l'emphase mise par la Société sur l'innovation et les communautés.

« Chez WSP, nous comptons les uns sur les autres. Chacun de nous a un rôle à jouer dans l'atteinte des objectifs de l'entreprise. »



Manisha Patel

VICE-PRÉSIDENTE ADJOINTE
POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE
ST. LOUIS, MISSOURI, ÉTATS-UNIS

Manisha conseille les clients de WSP sur la manière d'accélérer les évaluations environnementales et d'obtenir les approbations réglementaires pour les projets en transport et en énergie. Forte de son expérience en tant qu'avocate générale adjointe du Conseil de la Maison-Blanche en qualité de l'environnement, Manisha développe du matériel et des ateliers de formation pour les états et gouvernements

régionaux pour leur permettre de mieux appréhender l'Acte de politique environnemental national et les autres règlements qui s'appliquent à leurs projets. Elle propose des méthodes de mise en œuvre novatrices, telles que des partenariats publics-privés. Son objectif ultime est de réaliser les projets de manière efficace et efficiente tout en protégeant les ressources naturelles.

« Lorsqu'on touche au processus environnemental, nos clients bénéficient de conseils fiables et pertinents qui se fondent sur un leadership souple et innovateur. »

Thomas Chan

DIRECTEUR, INGÉNIERIE DU BÂTIMENT EN MEP, RÉGION DE LA CHINE
PRÉSIDENT DE LA HONG KONG INSTITUTION OF ENGINEERS
EN 2017-2018

Durant les 30 dernières années de sa fascinante carrière dans le bâtiment, Thomas s'est spécialisé dans les établissements de soins santé. Il a dirigé plusieurs projets de centre hospitalier à Hong Kong, notamment ceux du nouvel hôpital Gleneagles de Hong Kong, du réaménagement de l'hôpital adventiste Tsuen Wan, du bloc ambulatoire de l'hôpital Tseung Kwan O et du réaménagement de l'hôpital Kwong Wah. Thomas est passionné par ce type de projet, notamment par l'évolution des normes en santé et sécurité et les rapides avancées des technologies médicales et de numérisation. En plus d'être un professionnel reconnu chez WSP, Thomas Chan est également président de la Hong Kong Institution of Engineers. Sous sa direction, une série d'initiatives ont été lancées pour faire reconnaître le professionnalisme des ingénieurs et

« Je suis très motivé à l'idée de contribuer au développement de la prochaine génération d'ingénieurs, tant au sein de WSP que dans mon rôle à la Hong Kong Institution of Engineers. »



renforcer leur réputation. Elles incluent des stratégies pour attirer les femmes dans la profession de façon permanente ainsi que des programmes favorisant l'épanouissement des jeunes ingénieurs, à la fois sur les plans technique et personnel.

Nous œuvrons localement, mais avec une envergure internationale



« Chez WSP, l'entraide au niveau local et la collaboration sur des projets internationaux font partie de la culture d'entreprise. »

Dave McAlister

DIRECTEUR MONDIAL
TRANSPORT ET INFRASTRUCTURE

Dave McAlister pourrait parler longuement de la manière dont nous œuvrons localement tout en demeurant actifs dans le monde entier. Pour lui, il ne fait aucun doute que ce principe directeur est fondamental à la réussite de WSP, car l'expertise mondiale ne veut rien dire sans une implication locale.

« Tirer parti de l'expérience mondiale et l'appliquer à l'échelle des marchés locaux, voilà ce que fait WSP », dit-il.

Notre travail en matière de transport intelligent en est un bon exemple. Les véhicules autonomes et connectés sont une réalité, mais ils ne représentent qu'un seul élément dans tout le paysage de la nouvelle mobilité. Le gouvernement et les agences de transport doivent adopter une approche polyvalente dans la planification de leurs communautés.

Nos experts d'Australie, du Canada, de Suède, du Royaume-Uni et des États-Unis travaillent sur divers mandats visant à repenser le transport partout dans le monde. Avoir une expertise internationale nous a aidés à remporter des mandats sur les marchés locaux. En 2017, WSP a également publié un guide innovateur intitulé *New Mobility Now* afin d'aider à planifier l'avenir du transport.

Rapprocher les gens à grande vitesse

Le projet de train à grande vitesse entre Kuala Lumpur et Singapour est un autre exemple de notre capacité à intégrer notre expertise internationale à des projets majeurs dans nos marchés locaux.

« Nous avons fait appel à nos équipes du Moyen-Orient, des États-Unis et du Royaume-Uni pour travailler avec nos collègues d'Asie. Cette communication est très importante. Nous devons avoir des relations, une compréhension et une perspective locales pour nous assurer que l'expertise mondiale est adaptée au contexte local », affirme Dave McAlister.

Notre force réside dans notre habileté à nous adapter à la culture de nos clients et aux marchés locaux. Au fil des ans, WSP a su bâtir des réseaux mondiaux dans ses secteurs clés et son objectif est de toujours veiller à ce que les meilleurs experts offrent leurs conseils pour les projets les plus inspirants.

C'est une bonne nouvelle pour nos clients qui recherchent des capacités de classe mondiale. Puisque WSP a une vision internationale, nous sommes en mesure d'appliquer à un projet local des leçons apprises lors d'un projet réalisé à l'autre bout du monde. Avoir une perspective différente aide à contrer le statu quo.



Prolongement du BART jusqu'à Warm Springs

SAN FRANCISCO, CALIFORNIE
ÉTATS-UNIS

Le prolongement de 8,6 km du BART (Bay Area Rapid Transit) jusqu'à une nouvelle gare à Fremont en Californie facilite les déplacements des usagers voyageant à Oakland et à San Francisco. WSP a joué un rôle de premier plan dans ce prolongement en procurant des services de conception et de construction qui incluaient de l'ingénierie civile, de structure, de réseau ferroviaire, de géotechnique/tunnel, et la conception d'un tunnel de 1,6 km sous le Lake Elizabeth à Fremont Central Park. La gare de Warm Springs/

« Pour le prolongement du BART, notre équipe locale a mobilisé l'expertise mondiale de l'entreprise pour faire de ce projet un véritable succès. »

TONY MURPHY
GESTIONNAIRE DE PROJET

South Fremont offre plus de 2 000 places de stationnement et les quelque 6 000 à 7 000 usagers qui utilisent ce prolongement quotidiennement libèrent les routes de milliers de véhicules. Le projet a été achevé en mars 2017 avec près de 100 millions de dollars US en dessous des prévisions budgétaires.





Pont Chenab

RÉGION DU CACHEMIRE, INDE

Le pont Chenab sera l'un des ponts en arc les plus hauts au monde et le pont ferroviaire avec la plus longue travée existant. Notre équipe finnoise d'ingénierie des ponts est la principale conceptrice de ce projet colossal œuvrant pour le compte de notre client, la Chenab Bridge Project Undertaking. Dans le cadre de ce mandat de conception-construction, nous fournissons des services de conception complets, dont la conception détaillée, le génie éolien

et la conception parasismique. La modélisation de données du bâtiment (BIM) a permis de préparer les dessins d'atelier. À la fin de 2017, une étape importante a été franchie lorsque le contractant a commencé à édifier un arc en acier d'une portée de 467 mètres avec des blondins situés de part et d'autre de la travée et se rejoignant en un point central situé à plus de 300 mètres au-dessus de la rivière Chenab.

ARC EN ACIER D'UNE
PORTÉE DE

**467
mètres**





Train à grande vitesse entre Kuala Lumpur et Singapour

MALAISIE ET SINGAPOUR

Le projet de construction d'un train à grande vitesse (TGV) moderne entre Kuala Lumpur et Singapour, dont le réseau s'étendra sur 350 km, permettra de relier les deux villes en 90 minutes. La mise en service est prévue à la fin de 2026. La liaison ferroviaire entre ces deux grandes capitales de l'Asie du Sud-Est comptera huit gares au total : sept en Malaisie et une à Singapour. Trois établissements réunissant les services de douanes, d'immigration et de quarantaine seront également mis en place. Dirigeant le partenariat de développement commun, WSP travaille de façon conjointe avec Mott MacDonald et EY pour leurs

« En regroupant l'expertise des équipes de projet ferroviaire de tous les partenaires de la coentreprise sur l'ensemble des régions, nous avons apporté une force phénoménale à notre offre de services combinés. »

STEVE LANKESTER

DIRECTEUR DE PROJET POUR LE PARTENARIAT DE DÉVELOPPEMENT COMMUN DU TRAIN À GRANDE VITESSE ENTRE KUALA LUMPUR ET SINGAPOUR

clients, l'entreprise malaisienne MyHSR Corporation et SG HSR Pte Ltd, une filiale en propriété exclusive de la Land Transport Authority. L'objectif du partenariat de développement commun est de fournir un soutien à la gestion du projet, d'apporter une expertise technique dans l'élaboration des normes

techniques et de sécurité pour le système et l'exploitation du TGV, ainsi que d'assurer la préparation d'un cadre pour la composition des soumissions pour un partenariat public-privé visant à fournir les systèmes, les rails, la flotte de trains et les opérateurs pour le projet.



Revitalisation de la Rotonde

VARSOVIE, POLOGNE

La revitalisation de la Rotonde est un autre de nos projets qui illustre notre engagement local et l'envergure mondiale de notre travail. En effet, l'expérience internationale acquise par les membres de notre équipe de conception locale a eu une incidence majeure sur la sélection de notre offre de services. L'ambition de notre client (PKO Bank Polski SA, un des principaux groupes financiers d'Europe centrale et de l'Est) est de préserver le patrimoine de la Rotonde, un des emblèmes de la ville de Varsovie, tout en offrant un espace public durable à ses résidents. La nouvelle conception conserve la taille et la forme de l'édifice et restaure son caractère originel de légèreté et de translucidité. WSP s'est d'abord attaquée à la conception des systèmes mécaniques puis son équipe de durabilité s'est occupée des certifications BREEAM et LEED ainsi que de la modélisation de l'énergie. Outre un espace bancaire, la nouvelle Rotonde comportera des espaces publics, dont un café.



Le train du futur

DANEMARK

La capacité de WSP de miser sur son envergure internationale pour fournir des services de consultation locaux a été un facteur déterminant dans la signature d'un contrat aussi important que prestigieux avec les Chemins de fer danois (DSB) en 2017. Aujourd'hui, le Danemark investit massivement dans la modernisation de l'ensemble de ses chemins de fer en électrifiant la plus grande partie du réseau et en déployant le système européen de signalisation ferroviaire (ERTMS). Le projet réalisé pour DSB englobe des services techniques et de consultation en vue de l'acquisition de la future flotte de trains électriques pour l'ensemble du pays. Par conséquent, les compétences locales acquises dans ce mandat nous ouvriront des portes sur le marché du matériel roulant dans d'autres régions.

« Notre réputation internationale et notre expertise nous ont permis de rapidement développer nos activités dans les pays nordiques en ce qui concerne le matériel roulant, l'exploitation, l'entretien et les activités consultatives dans le domaine ferroviaire. »

ULF LARSSON
DIRECTEUR
CONSULTATION FERROVIAIRE



Projet de micro-réseau électrique sur Robben Island

CAP-OCCIDENTAL, AFRIQUE DU SUD

L'objectif principal du Département national de tourisme d'Afrique du Sud pour ce mandat consistait à amorcer une approche progressive visant à réduire la dépendance de Robben Island aux génératrices diesel comme source d'électricité. À titre de conseiller technique, WSP a évalué l'utilisation de diverses technologies renouvelables sur ce site critique du patrimoine mondial de l'UNESCO. La solution choisie a tenu compte des conditions marines spécifiques, d'une faune locale abondante, de même que des ressources éoliennes et solaires disponibles. Le client a déclaré vouloir utiliser ce projet comme exemple de collaboration réussie entre les secteurs privé et public en vue de trouver une solution avant-gardiste et respectant les délais et le budget.

« Un excellent résultat a été obtenu dans ce projet spécial grâce à la collaboration des différentes disciplines de WSP en Afrique du Sud et à travers le monde dont, notamment, l'équipe d'énergie renouvelable du Royaume-Uni. »

ANDREW GALBRAITH
DIRECTEUR, TRANSMISSION ET DISTRIBUTION



Nous sommes axés sur l'avenir et remettons en question le statu quo



« Nous pouvons avoir un impact direct sur nos communautés et sur les générations futures, car nous défions le statu quo et innovons en permanence. »

André-Martin Bouchard

DIRECTEUR MONDIAL
ENVIRONNEMENT

« Puisque nous travaillons sur des milliers de projets à travers le monde, nous avons la possibilité d'avoir un impact direct positif sur notre milieu naturel et bâti, nos communautés et notre économie. En fait, chez WSP, nos équipes veulent vraiment avoir une influence positive sur le futur. »

André-Martin Bouchard a les yeux rivés sur l'avenir et entend bien améliorer les conditions de vie pour les générations futures. Car pour lui, et tous chez WSP, le statu quo n'est pas une option : « Nous travaillons avec nos clients pour leurs besoins actuels, mais nos projets ont aussi des retombées sur nos communautés pour les années à venir. »

André-Martin Bouchard rappelle, à titre d'exemple, que WSP travaille sur d'importants sites miniers abandonnés : « Ces sites laissent souvent une cicatrice dans le paysage et sont une source importante de contamination. Notre expertise permet, grâce à un processus de renaturation efficace, d'effacer ces marques. C'est ce que nous faisons dans le nord du Canada où nous léguerons un environnement plus sain aux générations futures. »

Anticiper les tendances

Chez WSP, nous posons des questions, examinons les problèmes complexes

sous différents angles et trouvons des solutions qui brisent les paradigmes. Nous savons que nos idées façonneront les collectivités futures et contribueront au développement durable des sociétés. C'est la raison pour laquelle l'innovation fait partie intégrante de notre travail.

WSP est au fait des tendances lourdes comme les changements climatiques, les pressions démographiques, la qualité des sols, de l'eau et de l'air, et s'assure d'en tenir compte dans ses projets. Mais chaque client a une vision différente face à ces tendances et il est parfois nécessaire de l'aider à cheminer tout en s'ajustant mutuellement.

Et quand on dit « axés sur l'avenir », il ne faut pas seulement penser à l'environnement. « Les personnes comptent tout autant. C'est pourquoi nous avons des équipes multidisciplinaires qui incluent des experts du milieu humain et qui aident à comprendre les communautés et améliorer les projets de nos clients », dit André-Martin.



Déploiement de véhicules connectés et autonomes au Royaume-Uni

Dans le cadre de sa stratégie en matière de véhicules connectés et autonomes, Highways England a mandaté WSP pour poursuivre son programme de véhicules connectés et autonomes (CAV). L'initiative est soutenue par l'Innovation Designated Fund qui vise à consolider le positionnement du Royaume-Uni comme centre mondial sur le marché de la mobilité intelligente dont la croissance est fulgurante. Dans ce contrat, WSP bénéficie du soutien d'une chaîne logistique à la pointe de l'industrie qui l'aidera à offrir toute une gamme de services qui inclut la gestion de programme, la

« Ce projet est une excellente occasion pour WSP de jouer un rôle majeur dans la présentation de cette vision importante pour le Royaume-Uni et de se positionner en tant que fournisseur de premier plan à la pointe des technologies de transport. »

SHAFIQ GARDA

DIRECTEUR DE PROJET, SERVICE DE TRANSPORT INTELLIGENT

conception de solutions technologiques CAV, la communication entre véhicules et entre véhicules et infrastructures, la conception d'architecture de système, les solutions en matière de données et cybersécurité, l'évaluation des tests, l'élaboration d'études de cas en sécurité routière, et l'analyse et la modélisation de données.





Complexe hôtelier Bürgenstock

LUCERNE, SUISSE

Difficile de trouver une solution de chauffage et de refroidissement plus créative que le système mis au point pour le spectaculaire complexe hôtelier Bürgenstock à proximité de Lucerne en Suisse et appartenant à notre client Bürgenstock Hotels AG, Obbürgen. Perché à 500 mètres au-dessus du lac Lucerne, ce centre de villégiature historique construit dans la seconde moitié du 19^e siècle fait actuellement l'objet de travaux de rénovation qui lui redonneront son lustre d'antan. Notre solution de chauffage et de refroidissement utilise de l'eau puisée à 37 mètres sous le niveau du lac puis acheminée par pression vers le centre de villégiature. L'eau qui circule dans les canalisations hautement isolées à partir du centre de distribution d'énergie comble 80 % des besoins thermiques et 100 % des besoins de refroidissement du complexe. Le chauffage et le refroidissement fournis par le centre de distribution de l'énergie sont presque neutres en CO₂.

Henry Okraglik

DIRECTEUR MONDIAL –
NUMÉRIQUE, ASIE-PACIFIQUE
MELBOURNE, AUSTRALIE

Henry est responsable de la gestion stratégique globale de la pratique numérique chez WSP et coordonne des équipes en Australie, aux États-Unis, au Royaume-Uni, aux Philippines et en Suède. Il est connu dans l'industrie comme un visionnaire – notamment dans l'implantation de l'utilisation de logiciels qui permettent d'améliorer les projets d'ingénierie, d'infrastructures, de bâtiments, de développement durable, de santé et sécurité et d'environnement. Henry sait réellement résoudre les problèmes. Il encourage nos clients à s'ouvrir aux changements numériques et à se préparer pour l'avenir. Il s'est spécialisé en commercialisation technologique et a occupé de nombreux postes de direction au cours des deux dernières décennies. Il a su grandement augmenter les rendements financiers pour toutes

« L'avenir nous oblige, chez WSP, à comprendre l'impact des nouveautés et des changements technologiques sur nos clients. Nous consacrons ensuite notre temps, notre énergie et notre intellect à trouver les solutions appropriées. »

les parties intéressées. Son engagement à offrir un service de qualité, des solutions ingénieuses et à faire preuve d'innovation en entreprise se traduit dans tous les aspects de son travail.





Amazon dans le quartier de Regrade

SEATTLE, WASHINGTON
ÉTATS-UNIS

Travail, réunions et nature peuvent maintenant coexister pour les employés d'Amazon grâce à la construction de trois coupoles géodésiques abritant des jardins botaniques dans le nouveau siège social de la société dans le quartier Denny Regrade à Seattle. WSP a fourni des services de génie mécanique, électrique et de plomberie, ainsi que des services d'éclairage et d'écologie des bâtiments pour le nouveau campus et les sphères d'Amazon. Un système énergétique de quartier novateur signé WSP utilise la chaleur résiduelle d'un centre de données avoisinant pour chauffer le campus. De plus, un système d'éclairage sur mesure allie des DEL à des capteurs de lumière solaire pour produire l'éclairage adéquat pour les plantes des Sphères.

« Ce projet unique en son genre a nécessité une grande capacité d'innovation et de créativité de la part de notre équipe. Je suis extrêmement fier de ce que nous avons accompli pour Amazon et l'agence d'architecture NBBJ »

TOM MARSEILLE
PREMIER VICE-PRÉSIDENT
DIRECTEUR PRINCIPAL CHARGÉ DU PROJET





Tour du siège social de China Resources

BAIE DE SHENZHEN, CHINE

400

MÈTRES DE
HAUTEUR

67

ÉTAGES

60

ASCENSEURS

Tirant son inspiration d'une pousse de bambou, symbole universel de vie et vitalité, la tour du siège social de China Resources, haute de 400 mètres et composée de 67 étages, est l'un des projets phares de China Resources et un nouvel emblème de la baie de Shenzhen. WSP a travaillé avec l'architecte américain Kohn Pedersen Fox en tant que consultant en ingénierie pour les volets mécanique, électrique, de plomberie (MEP) et le système de transport vertical (STV), tant au cours de la phase de soumission que celle de la construction. Compte tenu de la forme unique de ce bâtiment et des exigences réglementaires strictes à respecter, la mise en place d'équipements industriels sur le toit n'était pas possible. Afin de relever ce défi, WSP a conçu plusieurs installations compactes qui seront placées aux étages inférieurs. Le système de désenfumage sera installé sur le toit tel que requis par la législation. Au total, 60 ascenseurs seront mis en place au centre du bâtiment avec des ascenseurs périphériques desservant les étages supérieurs.





Cimenterie McInnis

PORT-DANIEL-GASCONS,
QUÉBEC, CANADA

La cimenterie McInnis a une capacité de production annuelle de plus de deux millions de tonnes. Il s'agit de l'une des plus grandes usines en son genre en Amérique du Nord. Désirant excéder les normes de rendement les plus élevées au monde, ce vaste complexe industriel défie le statu quo en produisant 25 % d'émissions de gaz à effet de serre (GES) en moins que les autres installations semblables et 97 % d'émissions d'oxydes de soufre (SOx) et d'oxydes d'azote (NOx) en moins. En misant sur l'expertise de nos différents départements et bureaux régionaux et sur notre approche multidisciplinaire, nous avons obtenu un mandat pour l'étape de la définition du projet de la cimenterie McInnis. À ce stade, nous avons réalisé des études techniques, obtenu les permis environnementaux, élaboré une

« Considéré comme un moteur économique dans la région de la Gaspésie, nous sommes fiers d'avoir aidé notre client à mener à bien ce projet complexe et ainsi contribué au façonnement des collectivités de demain. »

ALI ASHRAF
CHARGÉ DE PROJET

planification et une estimation de haut niveau, fourni des services d'ingénierie détaillée, d'approvisionnement, ainsi que de gestion de projet et de construction. WSP a également joué le rôle de délégué du maître d'ouvrage durant la mise en place des divers centres de distribution de McInnis en Amérique du Nord.



Parramatta Square

SYDNEY OUEST, AUSTRALIE

L'objectif de ce développement est de créer un quartier dynamique à utilisation mixte qui transformera Parramatta en deuxième centre d'affaires de Sydney. Véritable approche avant-gardiste en réponse à une urbanisation et croissance démographique soutenue, ce projet sera principalement axé sur la création d'espaces. Les sites 6 et 8 de Parramatta Square constitueront la plus haute tour commerciale d'Australie totalisant 55 étages. La conception du projet est novatrice, notamment d'un point de vue environnemental. En effet, on prévoit que la tour répondra aux plus hautes normes Green Star et obtiendra les meilleures cotes du National Australian Built Environment Rating System par rapport à tous les autres espaces commerciaux du pays. Walker Corporation a fait appel à WSP pour ses services en structure et bâtiment, ses disciplines spécialisées (dont le développement durable) et la planification de circulation intégrée.



Nous favorisons la collaboration dans tout ce que nous faisons



« C'est par la collaboration et le partage des connaissances que nous arrivons à créer ensemble des solutions de calibre mondial qui satisfont nos clients. »

Tom Smith

DIRECTEUR MONDIAL
BÂTIMENT

« Je réfléchis constamment à la façon dont nous pourrions collaborer plus efficacement pour élaborer les offres les plus concurrentielles pour nos clients. Il y a tellement de savoir dans notre Société, c'est incroyable. » Voilà comment Tom Smith vit au quotidien l'un des principes directeurs de WSP, la collaboration.

Notre dévouement au travail d'équipe crée des réseaux internationaux uniques composés de professionnels d'exception qui comprennent que les grandes réussites et un excellent service à la clientèle sont possibles grâce à la collaboration.

« Nous travaillons avec des urbanistes pour bâtir les villes de demain qui seront adaptées au monde en constante évolution, et nous devons collaborer afin d'intégrer les meilleures pratiques en matière d'aménagement, de mobilité, de développement durable et de technologie. Sans collaboration, notre valeur s'en trouverait limitée et nos solutions pour les villes ne correspondraient pas à ce dont la société a besoin », dit Tom. Pour lui, la collaboration et le partage de connaissances sont la clé de la création commune et de l'élaboration des meilleures solutions pour notre environnement bâti.

Finalement, nous recherchons tous des projets dans lesquels la démarche

intellectuelle et l'exécution se sont déroulées sans faille. Pour ce faire, la collaboration à l'échelle locale, régionale et mondiale entre nos experts de tous les secteurs est essentielle.

« Par exemple, les projets d'envergure de rénovation des aéroports requièrent des experts de chacun de nos marchés finaux, soit ceux du transport et des infrastructures, du bâtiment ainsi que ceux de l'environnement et de l'énergie afin de répondre aux défis complexes que ces projets engendrent et qui touchent l'engagement des parties prenantes, leur résilience, leurs opérations et leur financement. Nous ne pourrions réussir si la collaboration ne faisait pas partie intégrante de notre ADN », dit Tom.

Nos clients s'attendent à ce que nous exploitions au maximum notre expertise, nos capacités et notre présence à l'échelle mondiale. Nous nous sommes engagés à répondre à cette attente grâce à nos nombreux domaines de pratique et divers réseaux et à notre culture de partage. WSP a la capacité de superviser et de gérer des projets complexes et de vastes programmes à l'échelle mondiale, et cet atout repose sur la qualité des membres de l'équipe et sur leur passion pour la collaboration et l'échange de connaissances.



Projet d'aménagement urbain Väsjön

STOCKHOLM, SUÈDE

En tant que consultant général pour la municipalité de Sollentuna, WSP travaille actuellement sur un projet de quartier durable prometteur à Väsjön dans la région de Stockholm. Le projet implique la construction d'environ 4 400 logements, d'une école, de parcs, de places publiques, d'une station de ski, de cours d'eau et d'un système de transport public par câble entre la place Väsjön et la gare Häggvik. Une collaboration étroite entre les équipes à l'interne et à l'externe étant essentielle pendant les phases de planification, de

conception et d'exécution pour un projet d'une telle envergure, nous avons créé des modèles virtuels du quartier de Väsjön afin de simplifier la coopération entre les différents acteurs et faciliter la communication avec le public. Dans le cadre de ce projet, WSP a recours à des experts provenant de sept bureaux suédois différents et est responsable des documents de conception, des premières étapes du programme jusqu'à la construction.

4 400

NOUVEAUX
LOGEMENTS

777

HECTARES DE
RÉSERVES NATURELLES

12 km

DE PISTES D'EXERCICE





Prolongement de la ligne de métro Toronto-York Spadina

TORONTO, CANADA

WSP est membre du consortium Spadina Link Project Managers qui a fourni des services de gestion de projet pour le prolongement de la ligne de métro Toronto-York Spadina à son client, la Toronto Transit Commission (TTC). La mise en service du nouveau tronçon a eu lieu en décembre 2017. Il s'agit du premier réseau de métro de la TTC situé hors des limites de la ville de Toronto. La ligne de métro Spadina se prolonge ainsi de 8,6 kilomètres et rajoute six stations. C'est un autre projet qui témoigne de nos forces dans le travail collaboratif. Par ailleurs, nous avons aussi obtenu les permis et les approbations, fourni des services de gestion de conception, de relations publiques, d'expertise dans les domaines électriques, structuraux et mécaniques et d'arpentage.

« Le fait de s'entourer d'une équipe aussi dévouée a contribué au succès de ce projet. Je profite maintenant du prolongement de la ligne tous les jours et je suis impressionné par le nombre de personnes qui l'utilisent déjà. Je constate que l'impact est très positif sur leur vie. »

JAMES VARNAVA
GESTIONNAIRE, SERVICES
D'ADMINISTRATION DES PROGRAMMES,
DIVISION DU TRANSPORT FERROVIAIRE
ET DU TRANSPORT EN COMMUN



Stade de Yas Bay

ABOU DHABI, É.A.U.

L'objectif de notre client, MIRAL, est de faire du stade de Yas Bay un catalyseur de la revitalisation du marché de l'événementiel aux Émirats arabes unis. WSP agit en tant que consultant principal en conception et en supervision de projet et déploie des experts sur l'île de Yas pour travailler en collaboration avec MIRAL. Notre équipe des Émirats arabes unis fait appel à des spécialistes en mécanique, en électricité et en santé publique provenant du Royaume-Uni afin qu'ils mettent à profit leur expertise. Le stade pourra recevoir jusqu'à 18 000 visiteurs. En plus des spectacles et des événements sportifs, le stade accueillera des conférences et des expositions. La construction, qui couvre une superficie de 1,3 kilomètre carré, est située dans une zone en front de mer qui sera appelée à être la destination la plus emblématique de la région. Au-delà du stade, le site offrira un grand éventail de divertissements, dont des restaurants et des hôtels haut de gamme.



Cette photographie est la propriété de la Toronto Transit Commission (TTC) et ne peut être reproduite en aucune manière sans l'approbation écrite expresse de la TTC.



Éducation et gestion de projet d'école

NORVÈGE

Les spécialistes de WSP en éducation et en gestion de projet d'école, Kristin Borander et Beate Aske Løvteit, travaillent ensemble depuis près de 10 ans. Durant ces années, elles ont mis au point un modèle de gestion de projet d'école qui, non seulement façonne des établissements d'enseignement tournés vers l'avenir dans des bâtiments adaptables et éconergétiques, mais qui offre aussi un degré élevé de fonctionnalité et d'efficacité tant sur le plan de l'investissement de capitaux que de l'exploitation. Ce modèle hautement performant contribue au succès de WSP en lui permettant d'être impliquée dans un pourcentage élevé de nouveaux projets d'école.



Kristin Borander (gauche) et Beate Aske Løvteit (droite)

« L'adaptabilité est la clé de la réussite. Il faut vraiment s'assurer que les fonctionnalités des installations sont évolutives et suivent la transformation rapide des technologies de l'information. »

KRISTIN BORANDER
GESTIONNAIRE DE PROJET D'ÉCOLE

« Les méthodes d'enseignement dans les écoles évoluent rapidement. Aujourd'hui, les enfants prennent leur apprentissage en mains et travaillent ensemble pour atteindre leurs objectifs pendant que les classes traditionnelles deviennent plus modulables. »

BEATE ASKE LØVTEIT
SPÉCIALISTE EN DÉVELOPPEMENT D'ÉCOLE ET EN ÉDUCATION

Nous soutenons une culture d'autonomie et de responsabilisation



« Nous sommes une entreprise de personnes. Nous donnons à nos gens l'occasion d'offrir le meilleur service possible à nos clients et les encourageons à assumer la responsabilité qui leur revient. »

Guy Templeton

PRÉSIDENT ET CHEF DE LA
DIRECTION, AUSTRALIE/
NOUVELLE-ZÉLANDE

Motivé par l'amélioration de la société, Guy Templeton croit que la responsabilisation et l'autonomisation vont de pair. Ce principe directeur est la pierre angulaire de son approche visant à forger une main-d'œuvre capable d'offrir un rendement de haut niveau.

« L'une des raisons qui me font aimer travailler chez WSP est que l'on me donne l'autonomie pour diriger les filiales de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande d'une manière cohérente sur le plan local, tout en tirant parti de l'étendue et de la richesse de notre entreprise mondiale. Cette autonomie fait de nous une société agile avec laquelle il est facile de travailler. Par exemple, les décisions concernant les soumissions pour des projets d'envergure, les projets conjoints, ou les alliances sont prises localement, ce qui nous permet de répondre rapidement à nos clients et à nos partenaires. »

En ce qui a trait à la responsabilité dans la vie de tous les jours, Guy mentionne le métro de Sydney comme exemple. « Le métro de Sydney est le plus gros projet de transport public de l'Australie, il augmentera de 60 % la capacité du réseau ferroviaire de la ville. Nous aidons à révolutionner la façon dont les gens se déplaceront, tout en répondant à la croissance démographique et en favorisant la prospérité économique. Puisque la communauté est importante pour nous et que nous travaillons, vivons et nous divertissons à Sydney, nous avons un devoir envers nous-mêmes de mener à bien ce projet », rajoute-t-il.

« En y pensant bien, nous avons un rôle indéniable à jouer envers les communautés que nous desservons. Nous avons la responsabilité d'offrir à nos clients des solutions efficaces, durables et qui font de nos villes des lieux plus agréables à vivre. Cela fait partie de la mission que nous avons en tant qu'entreprise et en tant que professionnels. Nous sommes responsables envers nous-mêmes, nos clients et nos parties prenantes. »

Le pouvoir des gens

« Dans le doute, prenez une décision » est l'une des devises de Guy. « Nous offrons l'autonomie à nos employés pour qu'ils prennent la meilleure décision pour nos clients, dit-il. Nous respectons leur professionnalisme et leur faisons confiance pour agir comme il se doit. Voilà l'essence même de la responsabilisation, c'est une chaîne solide de confiance, de transparence et d'honnêteté qui tisse la toile de notre entreprise. »

L'autonomisation de la prochaine génération de dirigeants est aussi une priorité. Guy ajoute, « C'est une chose à laquelle nous consacrons beaucoup d'énergie. Il s'agit en fait de donner aux jeunes professionnels la flexibilité et les occasions dont ils ont besoin pour se démarquer. Nous sommes assez modestes pour reconnaître que certaines des idées les plus brillantes proviennent des plus jeunes dans notre entreprise. Nous leur donnons la chance de s'affirmer et de défier le statu quo. »



Intervention d'urgence et redressement post-séisme

KAIKŌURA, NOUVELLE-ZÉLANDE

Kaikōura est une ville située sur la côte est de l'île du Sud en Nouvelle-Zélande. En novembre 2016, un séisme d'une magnitude de 7,8 a touché Kaikōura. Les routes et les voies ferrées ont été détruites et des communautés entières se sont retrouvées isolées et privées des services d'urgence. Dans ce contexte d'urgence et de tension, nos équipes de spécialistes des réseaux routiers, des ponts et des services géotechniques ont été déployées en quelques heures et sont parties en reconnaissance par voie terrestre et aérienne afin de participer aux efforts de coordination des actions d'urgence visant à rétablir l'accès aux communautés isolées. Nos ingénieurs en structure se sont également employés à évaluer l'état des bâtiments. Nous avons collaboré étroitement avec des agences, notamment avec nos clients du NZ Transport Agency et KiwiRail, et avec le ministère responsable de la protection civile, les conseils régionaux des secteurs touchés, l'armée de la Nouvelle-Zélande et de nombreux entrepreneurs. Dans les semaines qui ont suivi le séisme, notre rôle de fournisseur de services dans

la phase d'intervention d'urgence s'est transformé avec le démarrage de la phase de redressement post-séisme. Pendant cette dernière, nous avons assuré la gestion des routes et la hiérarchisation des ressources et avons fourni des conseils professionnels et précis à la Transport Agency ainsi qu'à d'autres organisations.

« C'était exceptionnel d'être témoin de la réaction des habitants de Kaikōura lorsque les routes ont été rouvertes et qu'ils ont été reconnectés au reste du pays, de voir le tourisme redémarrer et d'aider les communautés à reprendre leur souffle. »

FRANCES NEESON
INGÉNIEURE EN GÉOLOGIE



Image fournie avec l'aimable autorisation de The NCTIR Alliance



Tour Manacar

MEXICO, MEXIQUE

La tour Manacar, devenue un attrait remarquable et un symbole du panorama mexicain, est un gratte-ciel à usage multiple de 32 étages regroupant, entre autres, des bureaux et un centre commercial au croisement des avenues Río Churubusco et Insurgentes à Mexico. WSP a fourni des services d'ingénierie, de surveillance et de réalisation de dessins techniques au stade d'exécution du projet. Nous entretenons d'excellentes relations avec notre client, Pulso Inmobiliario, pour lequel nous avons déjà réalisé d'autres projets. Le bâtiment a été construit dans le respect des exigences parasismiques les plus strictes et a été achevé en avril 2017.



Interconnecteur sous-marin entre le Royaume-Uni et la Norvège

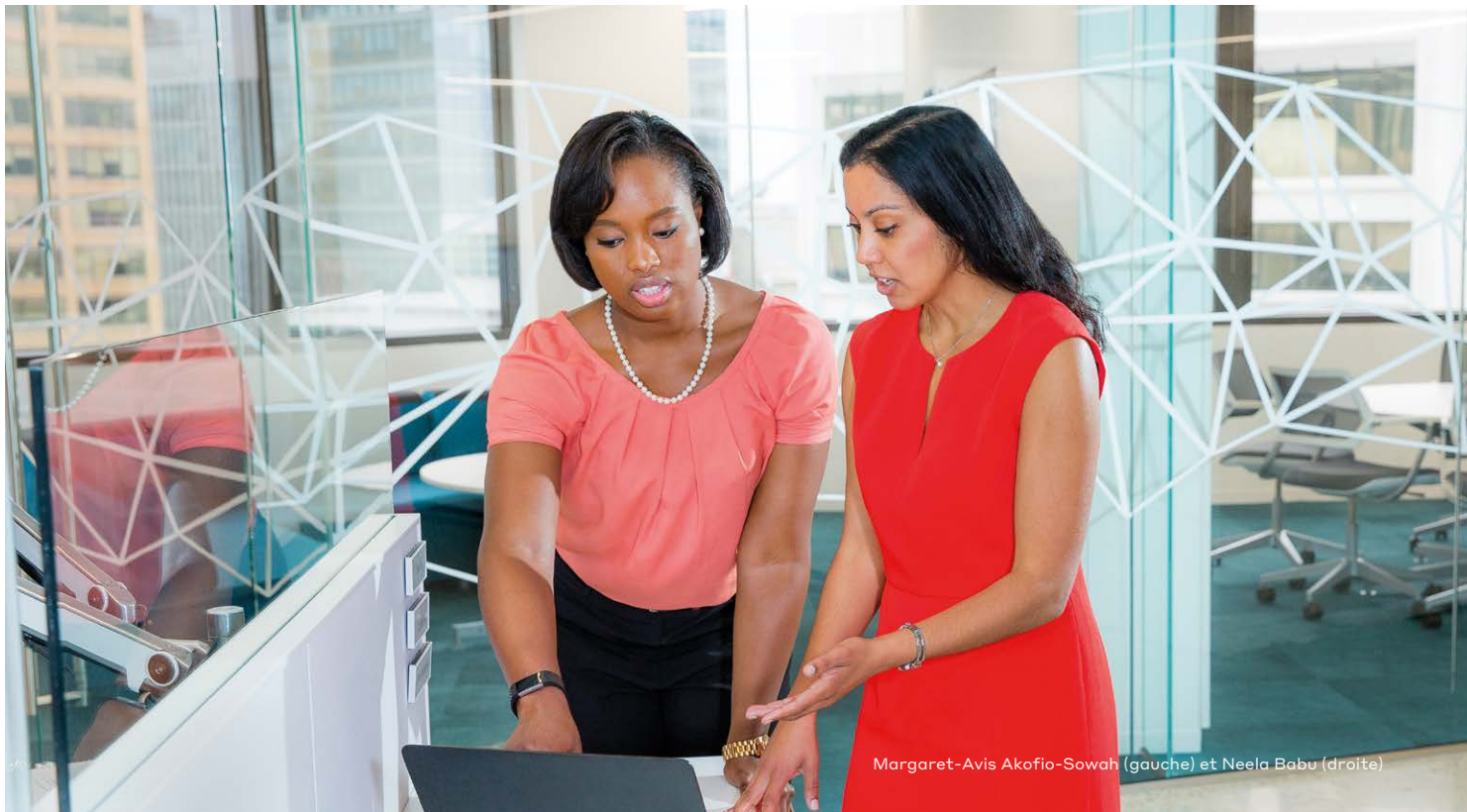
Les entreprises National Grid North Sea Link Limited et Statnett collaborent pour construire l'interconnecteur sous-marin le plus long au monde. WSP a été engagée par National Grid North Sea Link Limited pour assurer la qualité de fabrication des câbles utilisés et fournir des services d'inspection. Une fois construit, l'interconnecteur sous-marin sera composé d'environ 720 kilomètres de

câbles à courant continu à haute tension (CCHT). Grâce à une capacité prévue de 1 400 MW, l'interconnecteur générera suffisamment d'électricité pour alimenter près de 750 000 foyers aidant ainsi les deux pays à combler leurs besoins nationaux en énergie. L'interconnecteur, qui devrait entrer en service en 2021, reliera les villes de Kviteseid, en Norvège, et de Blyth, au Royaume-Uni.

« Il s'agit d'un projet d'énergie renouvelable d'une importance cruciale pour l'ensemble du Royaume-Uni. Nous sommes impatients de démontrer la valeur que nous pouvons apporter à notre client. »

MICHAEL CARR
GESTIONNAIRE DE PROJET ADJOINT
SERVICES DE QUALITÉ





Margaret-Avis Akofio-Sowah (gauche) et Neela Babu (droite)

Neela Babu et Margaret-Avis Akofio-Sowah

CONSULTANTES, GESTION DES ACTIFS ET SERVICE-CONSEIL AUX ENTREPRISES

WASHINGTON, D.C., ÉTATS-UNIS

Neela et Margaret sont des spécialistes qui travaillent pour les services consultatifs de WSP aux États-Unis. Elles assistent les clients du secteur du transport à développer des stratégies en gestion d'actifs pour s'assurer que leurs infrastructures demeurent en bon état tout au long de leur durée de vie. Neela et Margaret possèdent un doctorat en ingénierie et accompagnent les clients à appréhender leur méthode de gestion d'actifs, définir des processus opérationnels et évaluer l'état du matériel. Elles rédigent les politiques de gestion d'actifs, forment le personnel, coordonnent les inventaires et conseillent les clients sur la priorisation des investissements et la gestion stratégique de biens matériels. La démarche distinctive de WSP allie des compétences en gestion, une expertise en ingénierie et une approche axée sur l'industrie du transport.

« J'aime l'idée de travailler pour une entreprise qui remet en cause le statu quo et qui génère des solutions audacieuses et novatrices pour le futur. »

MARGARET-AVIS AKOFIO-SOWAH

« Nous comprenons les obstacles et les sources de tension pour nos clients concernant la gestion d'actifs et nous nous appuyons sur les conseils des experts mondiaux dans nos domaines pour répondre à leurs attentes. »

NEELA BABU

10 ans
RELATION D'AFFAIRES
AVEC LE CLIENT

13 200 m²
SUPERFICIE TOTALE



Salles de peinture pour avions gros-porteurs

BLAGNAC, FRANCE

Nous attachons une grande importance à nos relations avec nos clients et partenaires, et nous croyons que l'innovation est la clé du succès de tout projet. Notre travail avec STTS (Société Toulousaine de Traitement de Surfaces) pour concevoir des salles de peinture destinées aux avions gros-porteurs en est un excellent exemple. WSP lors de sa première mission il y a 10 ans, a conçu un modèle optimisant les frais d'exploitation d'une salle de peinture.

Nous avons réalisé plusieurs modélisations de flux d'air afin de déterminer la conception idéale en tenant

compte des défis techniques. Par exemple, la vitesse de l'air devait être inférieure à 0,8 m/s pour éviter les brouillards de peinture entre le pistolet et la surface à peindre, et supérieure à 0,3 m/s pour répondre aux normes des autorités sanitaires françaises. Au fil des ans, WSP et STTS ont amélioré leurs systèmes de diffusion d'air induit dans le but de réduire davantage les débits d'air traités. Le travail de nos employés est devenu une référence pour les salles de peinture, ce qui a contribué à l'expansion des activités mondiales de WSP dans ce domaine.





Programme de restauration des Everglades de Martin County

FLORIDE, ÉTATS-UNIS

Le projet de construction environnemental le plus important de l'histoire de la Floride exercera une influence majeure sur la restauration des habitats naturels des Everglades et améliorera également la qualité de l'eau de la région. Le réservoir C-44/Zone de traitement des eaux pluviales (Stormwater Treatment Area), qui devrait être achevé à l'été 2018, est un projet couvrant près de

« Faire partie d'un projet de cette envergure nous pousse à sortir des sentiers battus afin d'exercer une influence positive sur l'environnement. »

CAMILLE DOMINGUEZ
GESTIONNAIRE DE PROJET

4 000 hectares au sud de la Floride. Pour la phase actuelle, WSP agit à titre de gestionnaire de construction pour le compte de South Florida Water Management District (SFWMD). WSP assiste SFWMD en s'assurant que la zone de traitement des eaux pluviales est construite conformément aux documents de conception afin de répondre aux objectifs fixés sur la qualité de l'eau.

Rapport de **gestion**

01

Rapport de gestion

Le rapport de gestion qui suit, qui se veut une analyse de la situation financière consolidée et des résultats d'exploitation consolidés de Groupe WSP Global Inc. (la « Société » ou « WSP »), est daté du 14 mars 2018 et a été préparé en vue d'aider les lecteurs à comprendre le contexte d'affaires, les stratégies et le rendement de la Société, ainsi que les facteurs de risque auxquels celle-ci est exposée. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes annexes de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 ont été préparés en conformité avec les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), telles qu'elles sont énoncées dans le Manuel de CPA Canada. Tous les montants présentés dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Le présent rapport de gestion porte sur les résultats de la Société pour l'ensemble de l'exercice 2017 ainsi que pour le quatrième trimestre, qui couvre la période allant du 1^{er} octobre 2017 au 31 décembre 2017. Les deuxième et troisième trimestres de la Société comptent toujours 13 semaines. Toutefois, le nombre de semaines des premier et quatrième trimestres varie d'un exercice à l'autre, puisque l'exercice de la Société se termine obligatoirement le 31 décembre chaque année.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « Société », « nous », « notre », « nos », « WSP » ou « WSP Global » font référence à Groupe WSP Global Inc. Selon le contexte, ce terme peut également inclure les filiales et les entreprises associées.

02

Mesures non conformes aux IFRS

La Société présente ses résultats financiers conformément aux IFRS. Toutefois, dans le présent rapport de gestion, elle a eu recours à des mesures non conformes aux IFRS, soit les suivantes : les produits des activités ordinaires nets; le BAIIA; le BAIIA ajusté; la marge du BAIIA ajusté; le BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social; la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social; le résultat net ajusté; le résultat net ajusté par action; le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises; le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises par action; les coûts d'acquisition et d'intégration; le carnet de commandes; les fonds provenant des activités d'exploitation; les fonds provenant des activités d'exploitation par action; les flux de trésorerie disponibles; les flux de trésorerie disponibles par action; le délai moyen de recouvrement des créances clients (le « délai de recouvrement »); et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion, dans la rubrique « Glossaire ». Des rapprochements avec des mesures conformes aux IFRS sont présentés aux rubriques 8 et 9 du présent rapport de gestion.

La direction de la Société (la « direction ») estime que ces mesures non conformes aux IFRS fournissent des renseignements utiles aux investisseurs au sujet de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Société, puisqu'elles constituent

des indicateurs clés de son rendement. Ces mesures non conformes aux IFRS ne sont pas comptabilisées en vertu des IFRS, n'ont aucune signification normalisée prescrite par les IFRS, peuvent différer des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs et pourraient donc ne pas être comparables à celles-ci. Ces mesures ne doivent pas être considérées comme un substitut aux informations financières correspondantes établies conformément aux IFRS.

03

Survol de la société

L'une des plus grandes firmes de services professionnels au monde dans son secteur d'activité, la Société offre des compétences techniques et des conseils stratégiques à des clients dans de nombreux secteurs : transport et infrastructures, immeubles et bâtiments, environnement, industrie, ressources (notamment mines et hydrocarbures), ainsi qu'électricité et énergie. La Société offre, en outre, des services hautement spécialisés d'exécution de projets et des services-conseils. Ses équipes d'experts regroupent des ingénieurs, des conseillers, des techniciens, des scientifiques, des architectes, des planificateurs, des arpenteurs-géomètres et des spécialistes de l'environnement ainsi que des spécialistes du design et de la gestion de programmes et de la construction. Avec plus de quelque 42 000 employés de talent travaillant dans 550 bureaux situés dans 40 pays, la Société occupe une place de choix pour réaliser des projets durables partout où ses clients ont besoin d'elle.

Le modèle d'affaires de la Société est centré sur le maintien d'une position de chef de file dans chaque région et chaque marché où elle évolue, grâce à un engagement solide envers les

collectivités et les clients locaux et nationaux, et à la prise en compte de leurs besoins. Un tel modèle d'affaires se traduit par l'implantation de bureaux régionaux offrant une gamme complète de services à toutes les étapes de l'exécution d'un projet. La Société a des capacités et des compétences assez vastes pour transformer les visions de ses clients en réalité durable, tant d'un point de vue commercial, technique et social qu'environnemental.

Sur le plan fonctionnel, les leaders des divers segments de marché travaillent en collaboration avec les leaders régionaux au développement et à la coordination des marchés desservis, jumelant les connaissances et les relations locales à une expertise reconnue à l'échelle nationale.

La Société offre une variété de services tout au long de l'exécution du projet, soit de la phase des études initiales de planification et de développement jusqu'aux phases de gestion, de conception, de gestion de la construction, de mise en service et d'entretien du projet ou du programme.

La Société a développé une approche d'équipe multidisciplinaire dans le cadre de laquelle les employés travaillent en étroite collaboration avec les clients à l'élaboration de solutions qui respectent les échéanciers et les budgets établis. Les segments de marché dans lesquels elle exerce ses activités sont décrits ci-dessous.

Transport et infrastructures

Les experts de la Société analysent, planifient, conçoivent et gèrent des projets d'infrastructures ferroviaires, maritimes et urbaines ainsi que des projets d'infrastructures d'aviation et d'autoroutes. Des clients des secteurs publics et privés, des entrepreneurs en construction ainsi que des partenaires de tous les coins du globe font appel à notre expertise pour élaborer des stratégies de transport et d'infrastructures à moyen et à long

terme, ainsi que pour les guider et les appuyer pendant tout le cycle de vie d'une vaste gamme de projets. Nous tirons une grande fierté de notre capacité à résoudre les problèmes les plus complexes de nos clients, à qui nous proposons des solutions complètes, innovatrices et rentables dans le respect des échéanciers et des budgets. Nous offrons une gamme complète de services locaux tout en possédant une longue feuille de route jalonnée de projets couronnés de succès à l'échelle internationale. De plus, nous aidons nos clients à relever les défis et à faire face aux nouveaux enjeux de mobilité, d'adaptation et de financement des infrastructures.

Immeubles et bâtiments

La Société est l'un des principaux fournisseurs mondiaux de services de gestion et de consultation technique, avec des antécédents éprouvés lorsqu'il s'agit de réaliser des bâtiments de la plus grande qualité qui soit. Nous participons à chacune des phases du cycle de vie d'un projet, depuis les toutes premières étapes de la planification jusqu'à la conception et la construction, en passant par la gestion de l'actif et de la remise en état. Nos experts techniques offrent des services réellement multidisciplinaires, y compris des services de génie structural et mécanique, électrique et de plomberie, auxquels s'ajoutent un large éventail de services spécialisés comme l'ingénierie de la sécurité incendie, la conception des éclairages, le transport vertical, l'acoustique, les systèmes de bâtiments intelligents, les systèmes audiovisuels, les technologies de l'information, la construction de façades et la conception d'immeubles écologiques.

Environnement

La Société compte des spécialistes qui travaillent avec des entreprises et des gouvernements et les conseillent sur

tous les principaux aspects du volet environnement. Ces experts offrent un large éventail de services relatifs à l'air, au sol, à l'eau et à la santé. Ils conseillent et travaillent avec des clients sur une multitude de questions environnementales autant au chapitre de la gestion du risque, de l'obtention de permis et d'autorisations et de la conformité réglementaire, que de la manipulation et de l'élimination de matières dangereuses, de la remise en état de terrains, de l'évaluation des incidences environnementales et sociales et de la santé et la sécurité des employés. Notre réputation repose sur l'aide que nous prodiguons à nos clients partout dans le monde afin d'atténuer le risque, de gérer et de réduire les incidences environnementales et de maximiser les occasions relatives à la santé et à la sécurité, au développement durable, aux changements climatiques, à l'énergie et à l'environnement.

Industrie

La Société travaille dans presque tous les secteurs d'activité, notamment ceux des aliments et des boissons, de la pharmaceutique et de la biotechnologie, de l'automobile et des produits chimiques. Nos experts offrent une combinaison hors pair de compétences grâce à leur connaissance approfondie des processus industriels et de production d'énergie, ainsi que l'expertise en ingénierie requise pour assurer la planification, la conception, la construction et l'exploitation d'une nouvelle usine, ou pour automatiser l'équipement d'installations industrielles existantes. Ils offrent une vaste gamme de services de consultation et d'ingénierie dans de nombreux champs d'activité couvrant toutes les étapes d'un projet, soit les études stratégiques, la conception et l'analyse de la productivité, jusqu'à jouer le rôle d'ingénieur auprès d'un propriétaire pour chacune des étapes d'un contrat de services d'ingénierie, d'approvisionnement, de construction et de gestion de projets.

Ressources (y compris les mines, le pétrole et le gaz)

La Société possède l'envergure et l'expertise nécessaires pour soutenir tous nos clients mondiaux du secteur des ressources. Dans le secteur minier, nos experts travaillent avec les clients tout au long du cycle de vie du projet, depuis la réalisation d'études conceptuelles et de faisabilité jusqu'à composer avec les problèmes d'acceptation sociale, et depuis les études techniques détaillées et les services d'ingénierie, d'approvisionnement, de construction et de gestion de projets jusqu'à la fermeture d'un site et sa restauration. Notre expertise s'étend jusqu'à la modélisation des ressources et des réserves, aux essais métallurgiques, à la conception géotechnique et minière ainsi qu'à l'ingénierie détaillée pour l'infrastructure minière. Dans le secteur pétrolier et gazier, nous aidons nos clients à relever quelques-uns des défis les plus exigeants auxquels ils font face du point de vue technique autant que logistique. Nos experts offrent des conseils sur la façon de planifier, de concevoir et de soutenir le développement de pipelines et de réseaux gaziers, ainsi que sur la manière d'assurer l'intégrité de leurs biens essentiels et d'obtenir les permis et consentements requis.

Électricité et énergie

La Société offre à ses clients du secteur de l'énergie des solutions complètes pour tous les aspects de leurs projets, qu'il s'agisse de centrales énergétiques de grande envergure, d'installations plus petites sur le site même ou de programmes de mise aux normes et d'efficacité. Elle les aide ainsi à réduire leur consommation d'énergie tout en leur proposant des solutions pour bâtir un avenir durable. Nos experts peuvent fournir des conseils et travailler à tous les stades d'un projet, depuis les études de préfaisabilité

jusqu'à la conception, en passant par l'exploitation, l'entretien et le déclassement. Ils offrent des services de soutien de gestion opérationnelle à long terme dès les premières études de faisabilité, donnent des conseils sur divers aspects de nature technique, financière et environnementale d'un projet, jusqu'à la conception technique et les simulations énergétiques pendant la phase de construction.

De plus, la Société offre des services d'exécution de projets et de programmes et des services-conseils hautement spécialisés:

Exécution de projets et de programmes

Les professionnels chevronnés de la Société évaluent et comprennent les objectifs des clients ainsi que les enjeux techniques, environnementaux et commerciaux auxquels ils font face et mettent à profit leur vaste expérience acquise pendant la réalisation de projets et de programmes à l'échelle mondiale. Cette approche globale leur permet de planifier et de mettre en œuvre leurs projets de façon efficace, en mettant l'accent sur les coûts, l'échéancier, la qualité et la sécurité. L'offre de services entièrement intégrée de la Société est personnalisée dans l'intérêt des clients tout au long des phases de planification, d'élaboration et de mise en service de leurs projets. Nous mobilisons l'équipe idéale pour réaliser des projets de n'importe quelle taille et de n'importe quel degré de complexité en toute efficacité et de façon rentable. Notre grande expérience nous permet de planifier et de gérer des projets en employant les meilleurs processus, techniques et outils de gestion de projets qui soient.

Services-conseils

La Société offre des services de consultation de première ligne en matière de pratiques de commerce et de gestion qui aident les clients à prendre des décisions éclairées tenant

compte de l'évolution des conditions économiques changeantes et des priorités des gouvernements ainsi que des technologies émergentes. Afin de demeurer concurrentielles et de gérer et aménager efficacement leurs infrastructures et leurs biens immobiliers, les organisations du secteur public et du secteur privé cherchent à avoir accès à des données plus précises et aux « leçons apprises » d'experts qui contribuent à mener les clients au succès partout dans le monde. En plus de son expertise à l'échelle locale, la Société offre des modèles de référence internationaux ainsi que des solutions fondées sur les pratiques exemplaires en tirant parti de sa vaste expérience. Notre équipe marie les compétences techniques de notre réseau mondial et un sens aigu des affaires axé sur les résultats.

04

Indicateurs de rendement

La Société recourt à un certain nombre d'indicateurs financiers sectoriels et consolidés afin d'évaluer son rendement. Le tableau ci-dessous dresse un sommaire des indicateurs de rendement clés les plus pertinents par catégorie. Les rubriques qui suivent présentent les résultats obtenus et une description de chaque indicateur.

Catégorie	Indicateur de rendement	Comparaison du 4 ^e trimestre de 2017 et du 4 ^e trimestre de 2016		Comparaison de l'exercice 2017 et de l'exercice 2016	
Croissance	Produits des activités ordinaires nets*	○		○	
	Croissance interne**	○		○	
	Carnet de commandes*	○		○	
Rentabilité	BAIIA ajusté*	○		○	
	Marge du BAIIA ajusté*	●		○	
	Résultat net ajusté*	●		○	
	Fonds provenant des activités d'exploitation*	●		○	
	Flux de trésorerie disponibles*	○		○	
Liquidités	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	○		○	
	Délai de recouvrement*	●		●	
	Dette nette sur le BAIIA ajusté*	●		●	

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».
Des rapprochements avec les mesures conformes aux IFRS sont présentés aux rubriques 8 et 9.

** La croissance interne est une mesure de la croissance des produits des activités ordinaires nets dans la monnaie locale. La Société estime utile d'ajuster les produits des activités ordinaires nets afin d'exclure l'incidence des produits des activités ordinaires nets liés aux acquisitions et des variations des cours du change, ce qui facilite la comparaison du rendement consolidé et du rendement des secteurs d'exploitation d'une période à l'autre.

○ Favorable ● Stable ● Non favorable

05

Faits saillants financiers du 4^e trimestre de 2017 et de l'exercice 2017

La Société est très satisfaite des résultats obtenus pour le quatrième trimestre de 2017 ainsi que pour l'exercice 2017. Grâce au montant record inscrit au chapitre des produits des activités ordinaires nets, du BAIIA ajusté, des flux de trésorerie disponibles et du carnet de commandes, ainsi qu'à un solide bilan financier, elle est en bonne voie de réaliser les objectifs énoncés dans son plan stratégique 2015-2018.

Deux événements majeurs ont marqué le quatrième trimestre de 2017 et, par le fait même, l'exercice 2017, tout en ayant eu une incidence importante sur les résultats financiers de la Société.

Les produits des activités ordinaires nets liés aux services d'inspection fournis à la Federal Emergency Management Agency («FEMA») dans le but d'effectuer une évaluation des catastrophes ont surpassé les attentes et propulsé la croissance interne des produits des activités ordinaires nets largement au-delà des attentes de la direction. Sur le plan du résultat net, l'adoption de la loi appelée *Tax Cuts and Jobs Act* aux États-Unis, en décembre 2017, s'est traduite par la comptabilisation d'une charge d'impôt hors trésorerie de 16,0 M\$ au quatrième trimestre de 2017. À compter de 2018 et par la suite, cette réforme fiscale aura une incidence positive sur le taux d'imposition et le

passif d'impôt exigible de la Société.

T4 2017

- Produits des activités ordinaires de 1 954,3 M\$ et produits des activités ordinaires nets de 1 478,6 M\$, en hausse de 8,7 % et de 11,4 %, respectivement, comparativement au quatrième trimestre de 2016.
- Croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets de 8,1 % pour le trimestre; après ajustement pour tenir compte de l'excédent des produits des activités ordinaires nets liés à la FEMA par rapport aux attentes, la croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets aurait été de 1,6%, ce qui est supérieur aux attentes de la direction.
- BAIIA ajusté de 140,0 M\$, en hausse de 4,7 M\$, ou de 3,5 %, bien que quatre jours facturables

de moins par rapport au quatrième trimestre de 2016.

- Marge du BAIIA ajusté de 9,5 %, comparativement à 10,2 % au quatrième trimestre de 2016; le fait que le trimestre 2017 a compté quatre jours facturables de moins que le trimestre correspondant de 2016 a eu une incidence défavorable.
- Résultat net ajusté et résultat net ajusté par actions de 39,4 M\$, ou 0,38 \$ par action pour le trimestre impactés négativement par plusieurs charges hors trésorerie, notamment la charge reliée à la réforme fiscale américaine mentionnée plus haut, ainsi que le fait que le trimestre compte quatre jours facturables de moins par rapport au quatrième trimestre de 2016.
- Le résultat net attribuable aux actionnaires de 30,3 M\$, ou 0,29 \$ par action pour le trimestre; compte tenu de l'incidence négative des mêmes facteurs qui ont entraîné la diminution des paramètres du résultat net ajusté qui sont mentionnés ci-dessus.
- Dividende trimestriel déclaré de 0,375 \$ par action et taux de participation au régime de réinvestissement des dividendes (« RRD ») de 49,7 %.

Exercice 2017

- Produits des activités ordinaires de 6 942,2 M\$ et produits des activités ordinaires nets de 5 356,6 M\$, en hausse respectivement de 8,8 % et de 9,4 % par rapport à 2016.
- Croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets de 6,2 % pour l'année fiscale; après ajustement pour tenir compte de l'excédent des produits des activités ordinaires nets liés à la FEMA par rapport aux attentes, la croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets aurait été de 4,4%, ce qui est supérieur aux perspectives de la direction pour 2017.
- BAIIA ajusté de 555,2 M\$,

en hausse de 56,2 M\$, ou de 11,3 %, par rapport à 2016.

- Marge du BAIIA ajusté de 10,4 %, comparativement à 10,2 % en 2016.
- Résultat net ajusté de 233,9 M\$, ou 2,28 \$ par action, en hausse respectivement de 4,6 % et de 2,7 % par rapport à 2016. En excluant la charge d'impôt hors trésorerie découlant de l'adoption de la réforme fiscale américaine au quatrième trimestre de 2017, le résultat net ajusté se serait chiffré à 249,9 M\$, ou 2,44 \$ par action, en hausse respectivement de 11,7% et 10,0% par rapport à 2016.
- Résultat net attribuable aux actionnaires de 213,3 M\$, ou 2,08 \$ par action, en hausse respectivement de 7,1 % et de 5,6 % par rapport à 2016. Compte tenu de l'incidence négative de la réforme fiscale américaine qui a été adoptée, les mesures du résultat net susmentionnées auraient été à 229,3 M\$, ou 2,24\$ par action en hausse respectivement de 15,2 %, ou 13,7 %.
- Carnet de commandes s'établissant à 6 361,6 M\$, représentant 10,1 mois de produits des activités ordinaires, en hausse de 397,7 M\$, ou de 6,7 %, par rapport au troisième trimestre de 2017 et en hausse de 692,8 M\$, ou de 12,2 %, par rapport au quatrième trimestre de 2016.
- Délai de recouvrement bien portant de 79 jours, stable par rapport à 2016.
- Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 395,4 M\$, en comparaison de 386,8 M\$ en 2016.
- Solide flux de trésorerie disponible de 296,1 M\$, représentant 138,8 % du résultat net.
- En incluant le BAIIA ajusté sur 12 mois complets pour tenir compte de toutes les acquisitions, le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté s'établit à 1,8 fois, ce qui est conforme à notre fourchette cible.
- Dividende déclaré pour l'exercice

complet de 1,50 \$ par action, ou 153,8 M\$, et dividende en trésorerie de 70,4 M\$, ou 45,8 %.

06

Faits saillants du 4^e trimestre de 2017

- Le 31 octobre 2017, WSP a élargi sa présence en Amérique latine en faisant l'acquisition de Consultoría Colombiana S.A. (« ConCol »), une firme de services professionnels comptant 1 000 employés basée en Colombie et ayant des bureaux au Pérou, au Chili, au Panama et au Mexique. ConCol est une firme multidisciplinaire axée sur la prestation de services-conseils qui détient une expertise reconnue dans les secteurs de l'énergie, du transport, du pétrole et gaz et de l'environnement, ainsi qu'en gestion de projets.
- Le 4 décembre 2017, WSP a conclu l'acquisition d'Opus International Consultants Limited (NZSE : OIC) (« Opus »). Le prix d'achat total, qui s'est élevé à 263,2 M\$ NZ (239,5 M\$ CA), a été financé au moyen de la trésorerie et des facilités de crédit disponibles. Opus est une firme multidisciplinaire d'experts-conseils spécialisée en infrastructures (transport et eau), en bâtiment et en développement/gestion d'actifs. Son effectif de plus de 3 000 ingénieurs, concepteurs, planificateurs, chercheurs et conseillers est réparti en Nouvelle-Zélande, en Australie, au Canada et au Royaume-Uni.
- Le 31 décembre 2017, WSP a fait l'acquisition d'ISS Proko Oy et de sa filiale entièrement détenue ISS Suunnittelupalvelut Oy (collectivement, « ISS Proko ») auprès d'ISS Palvelut Oy, filiale entièrement détenue d'ISS A/S (ISS : Copenhague), l'une des plus importantes sociétés de gestion des installations au monde. Établie

en Finlande, ISS Proko permettra à WSP d'élargir sa présence dans ce pays, d'accroître son expertise dans le secteur du bâtiment et d'étendre son influence nationale tout en lui offrant une occasion unique de devenir un des trois acteurs majeurs dans certains créneaux du secteur finlandais du bâtiment.

07 Revue de l'exercice 2017

La Société a dégagé des produits des activités ordinaires de 6 942,2 M\$ et des produits des activités ordinaires nets de 5 356,6 M\$ en 2017, en hausse respectivement de 8,8 % et de 9,4 % par rapport à 2016. La croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets, qui a été générée par tous les secteurs d'exploitation, s'est établie à 6,2 %.

La croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets a été nettement plus importante que celle qu'avait prévue la direction, en raison principalement des produits des activités ordinaires liés à la FEMA générés au quatrième trimestre par nos activités aux États-Unis, lesquels ont été supérieurs aux prévisions. Après ajustement pour tenir compte de ces produits des activités ordinaires nets liés à la FEMA, la Société aurait affiché une croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets de 4,4 % pour l'exercice.

Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté se sont chiffrés respectivement à 555,2 M\$ et à 10,4 %, ce qui, dans les deux cas, représente une hausse par rapport à 2016. L'amélioration de la marge du BAIIA ajusté est principalement attribuable aux activités de la Société au Canada et en Australie.

La valeur consolidée du carnet de commandes de la Société est passée de 5 668,8 M\$ au 31 décembre 2016 à

6 361,6 M\$ au 31 décembre 2017, ce qui représente une croissance interne de 5,3 % d'un exercice à l'autre. Au chapitre du renouvellement du carnet de commandes, le ratio nouveaux contrats/facturation de la Société s'est établi à 1,1 fois pour l'exercice 2017, ce qui est conforme aux attentes de la direction.

Les acquisitions stratégiques réalisées au cours de l'exercice, notamment celle d'Opus, en Nouvelle-Zélande, celle de POCH, au Chili, et celle de ConCol, en Colombie, ont consolidé la présence de WSP dans des régions géographiques clés. De plus, d'autres acquisitions réalisées dans plusieurs pays au cours de l'exercice sont venues procurer à la Société une expertise technique complémentaire. Dans l'ensemble, les acquisitions réalisées en 2016 et en 2017 ont généré un peu plus de 250,0 M\$, soit 5,4 % des produits des activités ordinaires nets consolidés de la Société pour 2017.

Même si l'adoption de la loi *Tax Cuts and Jobs Act* aux États-Unis en décembre 2017 aura une incidence positive sur le taux d'impôt effectif consolidé de la Société et les impôts en trésorerie de 2018 et des années suivantes, elle a toutefois eu une incidence négative de 16,0 M\$ sur le résultat net de la Société pour l'exercice 2017. Compte non tenu de cet ajustement hors trésorerie de 16,0 M\$, le résultat net attribuable aux actionnaires de l'exercice s'est tout de même chiffré à 213,3 M\$, ou 2,08 \$ par action, en hausse respective de 7,1 % et 5,6 %, comparativement à 2016. Compte non tenu de l'incidence négative de la réforme fiscale américaine, le résultat net attribuable aux actionnaires se serait chiffré à 229,3 M\$, ou 2,24 \$ par action, pour l'exercice.

Au chapitre des flux de trésorerie, 2017 a affiché de solides résultats. Les fonds provenant des activités d'exploitation ont totalisé 433,2 M\$ en 2017, en comparaison de 389,6 M\$ en 2016, ce qui représente une hausse de 11,2 %, et les flux de trésorerie disponibles se sont chiffrés à 296,1 M\$, soit 138,8 % du résultat net.

Sur le plan de la situation financière,

la Société demeure très solide. Toutes les acquisitions d'entreprises réalisées au cours de l'exercice ont été financées au moyen des fonds en caisse ou des facilités de crédit existantes, et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté de la Société, en incluant le BAIIA ajusté sur 12 mois complets pour tenir compte de toutes les acquisitions, s'est établi à 1,8 fois à la fin de 2017, ce qui est conforme à la fourchette cible de la Société, qui est de 1,5 fois à 2,0 fois.

Revue des activités

Pour l'exercice, les activités de la Société au Canada ont généré une croissance interne des produits des activités ordinaires nets de 2,1 % et une croissance interne du carnet de commandes de 10,9 %, ce qui, dans les deux cas, surpasse les attentes de la direction. La marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social s'est établie à 12,3 %, comparativement à 9,6 % en 2016, grâce à la hausse du taux d'utilisation et à l'amélioration de l'exécution des projets, et elle reflète la mise en œuvre du plan de réorganisation opérationnelle amorcée par la direction au cours du deuxième semestre de 2016.

Le carnet de commandes au Canada a atteint une valeur de plus de 1,0 G\$ grâce à l'obtention d'importants contrats, dont un contrat de gestion de la conception et de la mise en œuvre architecturale lié à la réfection de l'édifice du Centre sur la colline du Parlement, plusieurs projets du ministère des Transports de l'Ontario et le contrat du Metrolinx attribué à la coentreprise 4Transit, dont fait partie WSP, dans le cadre du programme de service ferroviaire régional express de Toronto.

Le secteur d'exploitation des Amériques de la Société, a affiché pour l'exercice une croissance interne des produits des activités ordinaires nets de 10,4 %, qui découle principalement des produits des activités ordinaires liés à la FEMA générés au quatrième trimestre par nos activités aux États-Unis, lesquels ont été supérieurs aux prévisions. Après

ajustement pour tenir compte de ces produits des activités ordinaires nets liés à la FEMA, le secteur d'exploitation des Amériques aurait affiché une croissance interne des produits des activités ordinaires nets de 4,6 %, ce qui est conforme aux prévisions de la direction pour l'exercice.

Le BAIIA ajusté du secteur d'exploitation des Amériques et la marge du BAIIA ajusté, dans les deux cas avant déduction des charges du siège social, qui se sont établis respectivement à 220,2 M\$ et à 13,3 %, représentent une fois de plus les plus élevés parmi ceux dégagés par les secteurs d'exploitation de la Société et sont conformes aux attentes.

Nos activités en Amérique latine ont dégagé des résultats conformes aux attentes de la direction, et les activités d'intégration de POCH et de ConCol, acquises au cours du deuxième semestre de 2017, se poursuivent comme prévu.

Après la clôture de l'exercice, la Giant Magellan Telescope Organization (la « GMTO ») a retenu les services de l'équipe Amérique latine de WSP dans le cadre de la création du télescope géant Magellan, le premier télescope géant au sol de nouvelle génération. À titre de gestionnaire de la construction, WSP supervisera, pour le compte de la GMTO, toutes les facettes des travaux, dont l'établissement du budget et du calendrier, l'estimation des coûts, le contrôle des modifications apportées et les essais d'acceptation sur site.

Notre secteur d'exploitation EMOIA a généré une croissance interne des produits des activités ordinaires nets de 4,6 %, ce qui est conforme aux attentes de la direction. Toutefois, la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social a été légèrement inférieure aux attentes de la direction, s'établissant à 9,9 %.

Nos activités dans les pays nordiques ont affiché d'excellents résultats pour l'exercice, enregistrant une croissance interne des produits des activités ordinaires nets d'environ 12 % en 2017. Les activités en Suède ont connu la croissance la plus forte de la région,

enregistrant un accroissement de l'effectif et du carnet de commandes dans la plupart des secteurs. La forte croissance interne des produits des activités ordinaires nets s'est traduite par un accroissement de l'effectif qui, à son tour, a donné lieu à une légère baisse des taux d'utilisation, laquelle a eu une incidence négative sur la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social dégagée pour la région.

Les activités au Royaume-Uni ont affiché une forte croissance interne des produits des activités ordinaires nets pour l'exercice, soit un peu plus de 4 %, en raison principalement de la solide performance dégagée par le secteur du transport et des infrastructures. Le calendrier d'exécution des projets a eu une incidence négative sur la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social, laquelle est attribuable principalement au secteur privé de la construction. Après l'exercice 2017, WSP UK a été mandatée pour diriger l'aménagement de deux nouvelles stations dans le cadre du projet de réseau ferroviaire High Speed 2 (« HS2 ») – un ajout au carnet de commandes et le reflet de notre compétence à l'échelle mondiale dans ce domaine.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Sud, la plupart des indicateurs de rendement ont fléchi en 2017 par rapport à 2016, comme l'avait anticipé la direction.

La croissance interne des produits des activités ordinaires nets du secteur d'exploitation Asie-Pacifique s'est établie à 7,1 %, ce qui est supérieur aux attentes de la direction. Nos activités en Australie ont affiché des résultats exceptionnels pour l'exercice, enregistrant une croissance interne importante des produits des activités ordinaires nets dans la plupart des secteurs, tandis que nos activités en Asie ont continué de se ressentir du ralentissement du secteur des immeubles et des bâtiments en Chine.

Le 4 décembre 2017, la Société a conclu l'acquisition d'Opus, une firme multidisciplinaire d'experts-conseils

spécialisée en infrastructures, en bâtiment et en développement/gestion d'actifs qui compte un effectif d'environ 3 000 ingénieurs, concepteurs, planificateurs, chercheurs et conseillers basés principalement en Nouvelle-Zélande. L'intégration des activités d'Opus se déroule comme prévu, et des synergies de coûts devraient être réalisées d'ici la fin de 2018.

La Société est très satisfaite des résultats dégagés et des acquisitions réalisées en 2017. Elle a atteint tous ses principaux objectifs financiers de 2017 et est d'avis qu'elle sera en mesure d'atteindre les principaux objectifs de son plan stratégique de 2015-2018.

08

Revue financière

8.1 Résultats comparativement aux prévisions pour 2017

Les fourchettes cibles pour 2017 présentées dans le tableau ci-dessous et à la rubrique « Perspectives » du rapport de gestion annuel 2016 ont été établies en supposant qu'aucune variation n'aurait lieu, durant l'exercice, dans les cours de change des régions dans lesquelles la Société exerce ses activités. De plus, aucune cession, fusion, acquisition d'entreprise, modification des taux d'impôt effectifs dans les pays où la Société exerce des activités ou autre transaction survenue après le 28 février 2017, date de publication, n'a été prise en considération.

Abstraction faite des événements survenus après le 28 février 2017, date de publication des prévisions pour 2017, la Société a atteint ou dépassé toutes ses cibles établies pour 2017.

Mesure	Fourchette cible pour 2017	Résultat
Produits des activités ordinaires nets*	Entre 5 000 M\$ et 5 300 M\$	●
Adjusted EBITDA*	Entre 510 M\$ et 560 M\$	●
Saisonnalité et fluctuations du BAIIA ajusté*	Entre 20 % et 30 %, le premier trimestre étant le plus bas et le troisième, le plus haut	●
Taux d'impôt	Entre 27 % et 29 %	●
Délai de recouvrement*	De 80 à 85 jours	○
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	Entre 65 M\$ et 75 M\$	○
Dépenses d'investissement	Entre 120 M\$ et 130 M\$	○
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté*	De 1,5 fois à 2,0 fois	●
Coûts d'acquisition et d'intégration*	Entre 15 M\$ et 25 M\$	●

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

○ Fourchette cible atteinte ● Fourchette cible dépassée

8.2 Résultats d'exploitation

	Quatrième trimestre		Exercice complet	
	2017	2016	2017	2016
(en millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les données par action)	Période allant du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	Période allant du 25 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Produits des activités ordinaires	1 954,3 \$	1 798,4 \$	6 942,2 \$	6 379,6 \$
Moins : sous-consultants et coûts directs	475,7 \$	470,7 \$	1 585,6 \$	1 484,5 \$
Produits des activités ordinaires nets*	1 478,6 \$	1 327,7 \$	5 356,6 \$	4 895,1 \$
Coûts liés au personnel	1 154,3 \$	987,4 \$	4 112,9 \$	3 704,4 \$
Charges locatives	56,3 \$	55,9 \$	227,8 \$	226,8 \$
Autres charges d'exploitation ⁽¹⁾	128,4 \$	148,9 \$	462,5 \$	466,9 \$
Quote-part du résultat des entreprises associées	(0,4) \$	0,2 \$	(1,8) \$	(2,0) \$
BAIIA ajusté*	140,0 \$	135,3 \$	555,2 \$	499,0 \$
Coûts d'acquisition et d'intégration*	12,3 \$	15,1 \$	28,4 \$	32,9 \$
BAIIA*	127,7 \$	120,2 \$	526,8 \$	466,1 \$
Dotation à l'amortissement des immobilisations incorporelles	27,9 \$	20,4 \$	89,2 \$	81,1 \$
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	22,3 \$	23,7 \$	79,6 \$	78,4 \$
Charges financières	14,5 \$	9,7 \$	41,1 \$	38,9 \$
Quote-part de la dotation à l'amortissement des entreprises associées	0,5 \$	0,8 \$	1,4 \$	1,9 \$
Résultat avant impôt	62,5 \$	65,6 \$	315,5 \$	265,8 \$
Charge d'impôt sur le résultat	32,2 \$	10,0 \$	102,1 \$	67,1 \$
Quote-part de l'impôt sur le résultat des entreprises associées	-\$	(0,4) \$	0,1 \$	-\$
Résultat net	30,3 \$	56,0 \$	213,3 \$	198,7 \$
Attribuable aux :				
– Actionnaires	30,3 \$	56,0 \$	213,3 \$	199,1 \$
– Participations ne donnant pas le contrôle	-\$	-\$	-\$	(0,4) \$
Résultat net de base par action	0,29 \$	0,55 \$	2,08 \$	1,97 \$
Résultat net dilué par action	0,29 \$	0,55 \$	2,08 \$	1,97 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions	103 084 862	101 257 040	102 448 943	100 883 512
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	103 267 305	101 309 305	102 576 410	100 919 789

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

(1) Les autres charges d'exploitation incluent les profits/pertes de change liés à l'exploitation et les produits d'intérêts.

Dans les rubriques 8.3 à 8.6, nous passons en revue les variations des résultats d'exploitation entre 2017 et 2016, en décrivant les facteurs qui ont eu une incidence sur les produits des activités ordinaires nets, le carnet de commandes, les charges, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social et la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social. Les charges financières, l'impôt sur le résultat, le résultat net, le résultat net ajusté, le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux

acquisitions, les fonds provenant des activités d'exploitation et les flux de trésorerie disponibles font également l'objet d'une revue sur une base consolidée aux rubriques 8.7 à 8.11.

8.3 Produits des activités ordinaires nets

La performance et les résultats financiers de la Société doivent être mesurés et analysés en tenant compte des produits des activités ordinaires générés par les honoraires, soit les produits des activités

ordinaires nets, puisque les coûts directs recouvrables peuvent varier sensiblement d'un contrat à l'autre et ne sont pas représentatifs des services d'experts-conseils.

Les secteurs d'exploitation de la Société sont les suivants : Canada, Amériques (États-Unis et Amérique latine), EMOIA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique) et Asie-Pacifique (comprenant l'Asie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande). Les tableaux qui suivent présentent un résumé des variations des produits des activités ordinaires nets et du nombre d'employés, par secteur d'exploitation et au total, d'un exercice à l'autre.

Quatrième trimestre

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets* 2017	250,2 \$	493,1 \$	530,8 \$	204,5 \$	1 478,6 \$
Produits des activités ordinaires nets* 2016	244,9 \$	400,4 \$	499,8 \$	182,6 \$	1 327,7 \$
Variation nette (%)	2,2 %	23,2 %	6,2 %	12,0 %	11,4 %
Croissance interne**	0,2 %	23,3 %	2,3 %	2,2 %	8,1 %
Croissance découlant d'acquisitions**	2,0 %	5,4 %	3,8 %	13,5 %	5,3 %
Incidence des variations des cours du change***	- %	(5,5) %	0,1 %	(3,7) %	(2,0) %
Variation nette (%)	2,2 %	23,2 %	6,2 %	12,0 %	11,4 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

** La croissance interne et la croissance découlant d'acquisitions sont calculées en fonction de la monnaie locale.

*** L'incidence des variations des cours du change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, du total des produits des activités ordinaires nets libellés dans la monnaie locale, déduction faite de la croissance interne et de la croissance découlant d'acquisitions.

Exercice complet

(en millions de dollars, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets* 2017	977,4 \$	1 650,5 \$	1 984,7 \$	744,0 \$	5 356,6 \$
Produits des activités ordinaires nets* 2016	952,0 \$	1 482,4 \$	1 785,0 \$	675,7 \$	4 895,1 \$
Variation nette (%)	2,7 %	11,3 %	11,2 %	10,1 %	9,4 %
Croissance interne**	2,1 %	10,4 %	4,6 %	7,1 %	6,2 %
Croissance découlant d'acquisitions**	0,6 %	3,4 %	10,6 %	4,0 %	5,4 %
Incidence des variations des cours du change***	- %	(2,5) %	(4,0) %	(1,0) %	(2,2) %
Variation nette (%)	2,7 %	11,3 %	11,2 %	10,1 %	9,4 %
Nombre approximatif d'employés – 2017	8 000	9 500	16 500	8 000	42 000
Nombre approximatif d'employés – 2016	7 500	7 800	15 000	5 700	36 000
Variation nette (%)	6,7 %	21,8 %	10,0 %	40,4 %	16,7 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

** La croissance interne et la croissance découlant d'acquisitions sont calculées en fonction de la monnaie locale.

*** L'incidence des variations des cours du change représente l'effet de la conversion, en dollars canadiens, du total des produits des activités ordinaires nets libellés dans la monnaie locale, déduction faite de la croissance interne et de la croissance découlant d'acquisitions

À la clôture du quatrième trimestre de 2017, les produits des activités ordinaires nets de la Société s'établissaient à 1 478,6 M\$, en hausse de 150,9 M\$, ou 11,4 %, comparativement au quatrième trimestre de 2016. Pour l'exercice complet, les produits des activités ordinaires nets se sont accrus de 461,5 M\$, ou 9,4 %.

La hausse des produits des activités ordinaires nets pour le trimestre et l'exercice complet est attribuable à la croissance interne ainsi qu'à la croissance découlant d'acquisitions. La croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets s'est établie respectivement à 8,1 % et à 6,2 % pour le trimestre et l'exercice complet, et la croissance découlant d'acquisitions consolidée a respectivement atteint 5,3 % et 5,4 %. Les cours du change ont eu une incidence négative consolidée pour le

trimestre et l'exercice complet, ce qui est attribuable aux fluctuations des devises.

8.3.1 Canada

Les produits des activités ordinaires nets générés par nos activités au Canada se sont chiffrés à 250,2 M\$ au quatrième trimestre de 2017, en hausse de 5,3 M\$, ou 2,2 %, par rapport à la période correspondante de 2016, en raison principalement de la croissance découlant d'acquisitions.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2017, les produits des activités ordinaires nets générés par nos activités au Canada se sont chiffrés à 977,4 M\$, en hausse de 25,4 M\$, ou 2,7 %, par rapport à la période correspondante de 2016, en raison principalement d'une intensification des activités dans le secteur du transport. Le secteur du transport et des infrastructures et

celui des immeubles et des bâtiments ont généré environ 66 % des produits des activités ordinaires nets.

8.3.2 Amériques

Les produits des activités ordinaires nets générés par le secteur d'exploitation des Amériques se sont élevés à 493,1 M\$ au quatrième trimestre de 2017, soit une hausse de 92,7 M\$, ou 23,2 %, par rapport à la période correspondante de 2016, qui provient surtout de nos activités aux États-Unis. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes, s'est établie à 23,3 % et découle principalement des produits des activités ordinaires liés à la FEMA, qui ont été supérieurs aux prévisions. Les cours du change ont eu une incidence négative en raison principalement de l'appréciation du

dollar canadien par rapport au dollar américain au quatrième trimestre de 2017 comparativement à la période correspondante de 2016. Le secteur du transport et des infrastructures et celui des immeubles et des bâtiments ont généré environ 64 % des produits des activités ordinaires nets, tandis que le secteur de l'environnement a généré 34 % des produits des activités ordinaires nets, en raison des produits liés à la FEMA plus élevés que prévu dont il est question plus haut.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2017, les produits des activités ordinaires nets générés par le secteur d'exploitation des Amériques se sont établis à 1 650,5 M\$, en hausse de 168,1 M\$, ou 11,3 %, par rapport à la période correspondante de 2017, en raison essentiellement de la vigueur continue de nos activités aux États-Unis. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes, s'est établie à 10,4 % et découle principalement des produits liés à la FEMA comptabilisés au quatrième trimestre, qui ont été supérieurs aux attentes. L'incidence des cours du change a été légèrement négative. Le secteur du transport et des infrastructures et celui des immeubles et des bâtiments ont généré environ 81 % des produits des activités ordinaires nets.

8.3.3 EMOIA

Les produits des activités ordinaires nets du secteur d'exploitation EMOIA se sont élevés à 530,8 M\$ pour le

quatrième trimestre de 2017, soit une hausse de 31,0 M\$, ou 6,2 %, par rapport au quatrième trimestre de 2016. La croissance découlant d'acquisitions et la croissance interne des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes, se sont chiffrées respectivement à 3,8 % et à 2,3 %, ce qui, dans les deux cas, est conforme aux prévisions.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2017, les produits des activités ordinaires nets du secteur d'exploitation EMOIA ont totalisé 1 984,7 M\$, en hausse de 199,7 M\$, ou 11,2 %, par rapport à la période correspondante de 2016. La croissance découlant d'acquisitions et la croissance interne des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes se sont établies respectivement à 10,6 % et à 4,6 %, ce qui est conforme à nos attentes. Les cours du change ont eu une incidence négative en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport à la plupart des monnaies européennes. Le secteur du transport et des infrastructures et celui des immeubles et des bâtiments ont généré environ 82 % des produits des activités ordinaires nets.

8.3.4 Asie-Pacifique

Les produits des activités ordinaires nets du secteur d'exploitation Asie-Pacifique se sont élevés à 204,5 M\$ au quatrième trimestre de 2017, en hausse de 21,9 M\$, ou 12,0 %, par rapport à la période correspondante de 2016. La croissance découlant d'acquisitions

et la croissance interne des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes dans les deux cas, se sont établies respectivement à 13,5 % et à 2,2 %. La croissance découlant d'acquisitions est attribuable principalement à l'acquisition par la Société, au quatrième trimestre de 2017, d'Opus, dont la majeure partie des produits des activités ordinaires nets ont été générés par les activités de celle-ci en Nouvelle-Zélande. Nos activités en Australie ont généré une forte croissance interne des produits des activités ordinaires nets grâce à de solides gains dans la plupart des secteurs. Nos activités en Asie ont continué de se ressentir du ralentissement du secteur des bâtiments en Chine, annulant en partie le solide rendement dégagé par nos activités en Australie. Les cours du change ont eu une incidence négative.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2017, les produits des activités ordinaires nets du secteur d'exploitation Asie-Pacifique se sont élevés à 744,0 M\$, en hausse de 68,3 M\$, ou 10,1 %, par rapport à la période correspondante de 2016, hausse qui est essentiellement attribuable à la croissance interne des produits des activités ordinaires nets générés par nos activités en Australie. Les cours du change ont eu une incidence légèrement négative. Le secteur du transport et des infrastructures et celui des immeubles et des bâtiments ont généré environ 87 % des produits des activités ordinaires nets.

8.4 Carnet de commandes

Quatrième trimestre de 2017

(en millions de dollars)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Carnet de commandes*	1 064,6 \$	2 120,7 \$	1 966,1 \$	1 210,2 \$	6 361,6 \$
Ententes-cadres de prestations de services	334,0 \$	1 327,9 \$	67,2 \$	141,8 \$	1 870,9 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Troisième trimestre de 2017

(en millions de dollars)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Carnet de commandes*	1 010,3 \$	2 114,8 \$	1 881,3 \$	957,5 \$	5 963,9 \$
Ententes-cadres de prestations de services	376,9 \$	1 472,2 \$	180,0 \$	147,9 \$	2 177,0 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Quatrième trimestre de 2016

(en millions de dollars)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Carnet de commandes*	914,5 \$	1 858,8 \$	1 971,5 \$	924,0 \$	5 668,8 \$
Ententes-cadres de prestations de services	509,0 \$	1 122,3 \$	238,8 \$	158,0 \$	2 028,1 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Au 31 décembre 2017, le carnet de commandes s'établissait à 6 361,6 M\$, ce qui représentait 10,1 mois de produits des activités ordinaires, soit une hausse de 397,7 M\$, ou 6,7 %, par rapport au troisième trimestre de 2017 et une hausse de 692,8 M\$, ou 12,2 %, par rapport au quatrième trimestre de 2016. En devises constantes, la croissance interne du carnet de commandes de la Société est demeurée stable par rapport au troisième trimestre de 2017 et a augmenté de 5,3 % par rapport au quatrième trimestre de 2016. Le calendrier d'attribution des contrats peut avoir une incidence importante

sur cet indicateur de rendement.

En outre, la Société était partie à des ententes-cadres de prestations de services de 1 870,9 M\$ à la clôture du quatrième trimestre de 2017. Ces ententes-cadres visent des contrats que les clients ont l'intention de nous attribuer, ainsi qu'ils nous en ont avisés en bonne et due forme, pour lesquels le montant des travaux à effectuer n'a pas été précisé, ou pour lesquels le financement n'a pas encore été désigné.

Compte tenu de l'ampleur de certains contrats et des délais requis pour les mener à bien, il se peut que

d'importantes fluctuations de cet indicateur de rendement soient observées d'un trimestre à l'autre. La direction est d'avis que les variations du carnet de commandes doivent être examinées d'un exercice à l'autre, particulièrement au moment d'évaluer la croissance interne en fonction de cours du change constant.

8.5 Charges

Le tableau qui suit résume les résultats d'exploitation de la Société exprimés en pourcentage des produits des activités ordinaires nets.

	Quatrième trimestre		Exercice complet	
	2017	2016	2017	2016
(pourcentage des produits des activités ordinaires nets)	Période allant du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	Période allant du 25 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Produits des activités ordinaires nets*	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Coûts liés au personnel	78,0 %	74,4 %	76,8 %	75,7 %
Charges locatives	3,8 %	4,2 %	4,2 %	4,6 %
Autres charges d'exploitation ⁽¹⁾	8,7 %	11,2 %	8,6 %	9,5 %
Quote-part du résultat des entreprises associées	- %	- %	- %	- %
BALIA ajusté*	9,5 %	10,2 %	10,4 %	10,2 %
Coûts d'acquisition et d'intégration*	0,8 %	1,1 %	0,5 %	0,7 %
Dotation à l'amortissement des immobilisations incorporelles	1,9 %	1,5 %	1,7 %	1,7 %
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	1,5 %	1,8 %	1,5 %	1,6 %
Charges financières	1,0 %	0,7 %	0,8 %	0,8 %
Quote-part de la dotation à l'amortissement des entreprises associées	- %	0,1 %	- %	- %
Charge d'impôt sur le résultat	2,2 %	0,8 %	1,9 %	1,4 %
Résultat net	2,1 %	4,2 %	4,0 %	4,0 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

(1) Les autres charges d'exploitation incluent les profits et pertes de change et les produits d'intérêts.

Les charges se composent de trois principaux éléments, à savoir les coûts liés au personnel, les charges locatives et les autres charges d'exploitation. Les coûts liés au personnel comprennent les charges salariales de tous les employés s'occupant de la prestation de services de consultation et de l'exécution de projets, ainsi que les coûts liés au personnel administratif et à celui du siège social. Les coûts d'occupation comprennent les charges locatives et les autres coûts connexes se rapportant aux espaces à bureaux qu'occupe la Société partout dans le monde. Les autres charges d'exploitation incluent des coûts fixes tels que les coûts non recouvrables liés à la prestation de services aux clients, les coûts liés à la technologie, les frais liés aux assurances

professionnelles, le profit ou la perte de change et les produits d'intérêts.

Pour le trimestre, les coûts liés au personnel, en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, ont été plus élevés, en raison principalement du fait que le quatrième trimestre de 2017 comptait quatre jours facturables de moins que le quatrième trimestre de 2016, ainsi qu'en raison des travaux à marge d'exploitation moins élevée exécutés pour la FEMA aux États-Unis. Pour l'exercice, les coûts liés au personnel, en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, ont été plus élevés, en raison de la diminution des taux d'utilisation en Suède (en raison d'une importante croissance interne) et des travaux à

marge d'exploitation moins élevée exécutés pour la FEMA aux États-Unis.

La diminution des charges locatives, en pourcentage des produits des activités ordinaires nets, enregistrée à la fois pour le trimestre et l'exercice complet par rapport à 2016 découlait principalement de la consolidation des bureaux qui a résulté de l'intégration d'entreprises relativement à des acquisitions antérieures et actuelles. L'optimisation continue de la consolidation des bureaux de la Société se rapportant aux activités courantes a également eu une incidence favorable sur cet indicateur de rendement.

La diminution des autres charges d'exploitation, en pourcentage des produits des activités ordinaires nets,

enregistrée à la fois pour le trimestre et l'exercice complet par rapport à 2016 est principalement attribuable aux mesures de compression des coûts continues et aux synergies liées aux acquisitions.

Les coûts d'acquisition et d'intégration sont des composantes de la performance financière de la Société qui, à son avis, ne devraient pas être prises en compte lors de l'évaluation de la performance opérationnelle et financière sous-jacente, du fait qu'ils peuvent varier considérablement d'une période à l'autre. La Société a engagé des coûts

d'acquisition et d'intégration de 28,4 M\$ pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2017. Ces coûts sont liés essentiellement à la consolidation des bureaux qui a découlé de l'acquisition de MMM Group Limited (« MMM ») réalisée au quatrième trimestre de 2015 ainsi qu'à l'intégration en cours de Mouchel Limited (« Mouchel ») acquise au quatrième trimestre de 2016. Les coûts d'acquisition et d'intégration liés à l'acquisition d'Opus réalisée au quatrième trimestre de 2017 ont totalisé environ 6,1 M\$.

Enfin, la Société inscrit également des charges telles que la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles. Le moment où les acquisitions d'entreprises sont réalisées et le moment où les dépenses d'investissement sont engagées au cours de l'exercice influent sur la comparaison de ces éléments d'un trimestre à l'autre. Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2017, ces charges sont demeurées stables par rapport à la période de 12 mois correspondante de 2016.

8.6 BAIIA ajusté par secteur d'exploitation

Quatrième trimestre de 2017

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets*	250,2 \$	493,1 \$	530,8 \$	204,5 \$	1 478,6 \$
BAIIA ajusté*					140,0 \$
Charges du siège social					16,0 \$
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	34,8 \$	47,7 \$	51,8 \$	21,7 \$	156,0 \$
Marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	13,9 %	9,7 %	9,8 %	10,6 %	10,6 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Quatrième trimestre de 2016

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets*	244,9 \$	400,4 \$	499,8 \$	182,6 \$	1 327,7 \$
BAIIA ajusté*					135,3 \$
Charges du siège social					11,8 \$
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	23,4 \$	39,9 \$	61,5 \$	22,3 \$	147,1 \$
Marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	9,6 %	10,0 %	12,3 %	12,2 %	11,1 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Exercice 2017

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets*	977,4 \$	1 650,5 \$	1 984,7 \$	744,0 \$	5 356,6 \$
BAIIA ajusté*					555,2 \$
Charges du siège social					59,0 \$
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	120,6 \$	220,2 \$	197,0 \$	76,4 \$	614,2 \$
Marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	12,3 %	13,3 %	9,9 %	10,3 %	11,5 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Exercice 2016

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires nets*	952,0 \$	1 482,4 \$	1 785,0 \$	675,7 \$	4 895,1 \$
BAIIA ajusté*					499,0 \$
Charges du siège social					50,5 \$
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	91,3 \$	201,9 \$	190,3 \$	66,0 \$	549,5 \$
Marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social*	9,6 %	13,6 %	10,7 %	9,8 %	11,2 %

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

L'augmentation du BAIIA ajusté consolidé avant déduction des charges du siège social, en dollars, pour le trimestre et l'exercice complet par rapport à 2016 est attribuable surtout à la hausse des produits des activités ordinaires nets dans tous les secteurs d'exploitation et à la croissance découlant d'acquisitions.

La diminution de la marge du BAIIA ajusté consolidée avant déduction des charges du siège social enregistrée pour le trimestre est principalement attribuable au fait que le quatrième trimestre de 2017 comptait quatre jours facturables de moins que le quatrième trimestre de 2016.

L'augmentation de la marge du BAIIA ajusté consolidée avant déduction des charges du siège social enregistrée pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2017 est principalement attribuable à l'excellente performance de nos activités au Canada et en Australie.

L'augmentation, tant pour le trimestre que pour l'exercice complet, du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social et de la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social de nos activités au Canada par rapport à 2016, bien qu'elle était attendue, a été légèrement supérieure aux attentes de la direction. La croissance interne des produits

des activités ordinaires nets et les activités de rationalisation de ce secteur, entreprises au deuxième trimestre de 2016, sont les principaux facteurs expliquant l'excellent rendement dégagé pour les deux périodes.

L'augmentation, tant pour le trimestre que l'exercice complet, du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social enregistrée par notre secteur d'exploitation des Amériques par rapport à 2016 s'explique surtout par la croissance interne des produits des activités ordinaires nets.

La diminution, tant pour le trimestre que l'exercice complet, de la marge du BAIIA ajusté avant déduction des

charges du siège social enregistrée par le secteur des Amériques par rapport à 2016 est principalement attribuable à une importante hausse des produits des activités ordinaires nets liés à la FEMA qui génèrent une marge du BAIIA ajusté plus faible, conjuguée au ralentissement observé dans le secteur privé des bâtiments aux États-Unis au quatrième trimestre de 2017.

Le recul du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social de notre secteur EMOIA enregistré pour le trimestre par rapport à 2016 est principalement attribuable au fait que le quatrième trimestre de 2017 comptait un nombre moins élevé d'heures facturables que le quatrième trimestre de 2016, une situation qui a surtout touché les pays nordiques, dont les produits des activités ordinaires nets sont tributaires du temps et de la disponibilité des matériaux. Les projets de construction démarrés en retard dans le secteur privé au Royaume-Uni, soit en 2018 plutôt qu'au quatrième trimestre de 2017, ont également eu une incidence défavorable, tout comme la baisse anticipée des produits des activités ordinaires nets provenant des régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Sud.

La diminution de la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social affichée par notre secteur EMOIA pour le trimestre par rapport à la période correspondante de 2016 est principalement attribuable à la baisse des taux d'utilisation enregistrée par nos activités en Suède par suite d'une forte croissance interne, des projets de construction commencés en retard dans le secteur privé au Royaume-Uni, soit en 2018 plutôt qu'au quatrième trimestre de 2017, et des travaux à plus faible marge exécutés au Moyen-Orient et en Afrique du Sud.

La hausse du BAIIA ajusté de notre secteur EMOIA enregistrée en

2017 par rapport à 2016 s'explique principalement par la hausse des produits des activités ordinaires due à la croissance interne et à la croissance découlant d'acquisitions. La diminution de la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social enregistrée par notre secteur EMOIA en 2017 par rapport à 2016 est attribuable aux mêmes facteurs qui expliquent la diminution enregistrée pour le trimestre, à l'exception de l'incidence du nombre d'heures facturables.

La diminution du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social observée dans la région Asie-Pacifique au quatrième trimestre de 2017 est principalement attribuable au fait que le quatrième trimestre de 2017 comptait quatre jours facturables de moins que le quatrième trimestre de 2016. La hausse du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social enregistrée en 2017 par rapport à 2016 s'explique par la hausse des produits des activités ordinaires due à la croissance interne et à la croissance découlant d'acquisitions.

Le recul de la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social observé dans la région Asie-Pacifique au quatrième trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016 est principalement attribuable aux faibles marges d'exploitation qui, comme prévu, ont été générées en décembre par les activités d'Opus acquises par la Société. Le calendrier d'exécution des projets a également eu une incidence.

L'augmentation de la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social enregistrée pour l'exercice 2017 par rapport à l'exercice 2016 s'explique surtout par l'obtention de contrats et par la hausse des taux d'utilisation affichée pour nos activités en Australie.

Pour le trimestre et l'exercice complet,

les charges du siège social, bien qu'elles aient été supérieures à celles des périodes correspondantes de 2016, sont conformes aux prévisions des charges du siège social de la Société pour 2017.

Plusieurs facteurs influent sur la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social, tels que la saisonnalité, la nature des projets, les prix, l'environnement concurrentiel, l'exécution des projets, les hausses de coûts, les cours du change et la productivité des employés. Par conséquent, la marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social devrait être considérée comme une mesure de la performance d'un exercice à l'autre, et non d'un trimestre à l'autre.

8.7 Charges financières

Les charges financières de la Société se rapportent principalement aux charges d'intérêts liées aux facilités de crédit, aux charges financières nettes liées aux obligations au titre des régimes de retraite, aux profits ou pertes de change sur les actifs et les passifs en monnaies étrangères, aux profits ou pertes découlant de la cession d'actifs disponibles à la vente et aux écarts de conversion latents liés aux instruments financiers. La Société recourt à ses facilités de crédit pour gérer son fonds de roulement et pour financer ses dépenses d'investissement et ses acquisitions d'entreprises.

Les charges financières exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires nets inscrites pour le trimestre ont été plus élevées qu'au quatrième trimestre de 2016, en raison principalement des pertes de change sur les actifs et les passifs en monnaies étrangères. Les charges financières inscrites pour l'ensemble de l'exercice sont demeurées stables par rapport à 2016.

8.8 Impôt sur le résultat

Au quatrième trimestre de 2017, une charge d'impôt sur le résultat de 32,2 M\$ a été comptabilisée sur un résultat avant impôt de 62,5 M\$, soit un taux d'impôt effectif de 51,5 %. Lorsqu'on le compare avec le taux d'impôt canadien prévu par la loi de 26,8 %, le taux d'impôt effectif plus élevé reflète principalement l'incidence de la réforme fiscale adoptée aux États-Unis au quatrième trimestre de 2017, par suite de laquelle la Société a dû réduire la valeur de ses actifs et passifs d'impôt différé liés à ses activités aux États-Unis pour tenir compte de la réduction du taux d'impôt fédéral des sociétés appliqué aux États-Unis, qui est passé de 35,0 % à 21,0 %, en date du 1^{er} janvier 2018. Compte non tenu de l'incidence hors trésorerie, de l'ordre de 16,0 M\$, de la réforme fiscale américaine, le taux d'impôt effectif de la Société pour le trimestre aurait été de 25,9 %, soit un taux inférieur aux prévisions, en raison essentiellement d'ajustements favorables liés à des exercices précédents.

Au quatrième trimestre de 2016, une charge d'impôt sur le résultat de 10,0 M\$ avait été comptabilisée sur un résultat avant impôt de 66,0 M\$, soit un taux d'impôt effectif de 15,2 %. Lorsqu'on le compare avec le taux d'impôt canadien prévu par la loi de 26,9 %, le taux d'impôt effectif moins élevé reflétait l'incidence des écarts de taux avec les taux d'impôt étrangers et d'ajustements favorables liés à des exercices précédents.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2017, une charge d'impôt sur le résultat de 102,1 M\$ a été comptabilisée sur un résultat avant impôt de 315,4 M\$, soit un taux d'impôt effectif de 32,4 %. Lorsqu'on le compare avec le taux d'impôt canadien prévu par la loi de 26,8 %, le taux d'impôt

effectif plus élevé reflète principalement l'incidence des mêmes facteurs qui ont influé sur le taux d'impôt effectif du trimestre et dont il est fait mention ci-dessus. Compte non tenu de l'incidence hors trésorerie de la réforme fiscale américaine dont il est question ci-dessus, le taux d'impôt effectif de la Société pour 2017 aurait été de 27,3 %, soit un taux conforme aux prévisions pour 2017 publiées précédemment. La réduction du taux d'impôt fédéral des sociétés appliqué aux États-Unis aura pour effet de réduire le taux d'impôt effectif consolidé de la Société pour l'exercice 2018 et les exercices subséquents (se reporter à la rubrique 19, « Perspectives »).

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2016, une charge d'impôt sur le résultat de 67,1 M\$ a été comptabilisée sur un résultat avant impôt de 265,8 M\$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 25,2 %.

8.9 Résultat net et résultat net par action

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société pour le quatrième trimestre de 2017 s'est élevé à 30,3 M\$, ou 0,29 \$ par action sur une base diluée, comparativement à 56,0 M\$, ou 0,55 \$ par action sur une base diluée, pour la période correspondante de 2016. La diminution du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société et du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société par action est principalement attribuable au fait que le quatrième trimestre de 2017 comptait quatre jours facturables de moins que le quatrième trimestre de 2016 ainsi qu'à l'incidence de l'adoption de la réforme fiscale américaine, qui a entraîné pour le trimestre la comptabilisation d'une importante charge d'impôt sur le résultat sans effet sur la trésorerie.

Pour la période de 12 mois close

le 31 décembre 2017, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'est établi à 213,3 M\$, ou 2,08 \$ par action sur une base diluée, comparativement à 199,1 M\$, ou 1,97 \$ par action sur une base diluée, pour la période correspondante de 2016. L'augmentation du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société et du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société par action s'explique d'abord et avant tout par la croissance interne des produits des activités ordinaires nets et par la hausse de la marge du BAIIA ajusté. La comptabilisation d'une importante charge d'impôt sur le résultat sans effet sur la trésorerie au quatrième trimestre de 2017 par suite de l'adoption de la réforme fiscale américaine a eu une incidence négative sur ces indicateurs de rendement.

Le résultat net par action est une mesure couramment utilisée pour mesurer le rendement d'une société. Toutefois, la direction estime que, dans le cas des sociétés procédant à de multiples acquisitions ou à des regroupements, notamment dans le domaine de l'ingénierie et de la construction, le résultat net ajusté par action, le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions par action (en raison de la diversité des méthodes comptables relatives à la répartition du coût d'achat au goodwill et aux immobilisations incorporelles), les fonds provenant des activités d'exploitation par action et les flux de trésorerie disponibles par action sont des mesures plus efficaces pour évaluer le rendement d'une société par rapport à ses concurrents. Ces mesures sont présentées aux rubriques 8.10 et 8.11.

8.10 Rapprochement de résultat net, du résultat net ajusté et du résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises

	Quatrième trimestre		Exercice complet	
	2017	2016	2017	2016
(en millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les données par action)	Période allant du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	Période allant du 25 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Résultat net attribuable aux actionnaires	30,3 \$	56,0 \$	213,3 \$	199,1 \$
Coûts d'acquisition et d'intégration*	12,3\$	15,1\$	28,4\$	32,9\$
Impôt sur le résultat relatif aux coûts d'acquisition et d'intégration	(3,2)\$	(2,3)\$	(7,8)\$	(8,3)\$
Résultat net ajusté*	39,4 \$	68,8 \$	233,9 \$	223,7 \$
Résultat net ajusté par action*	0,38 \$	0,68 \$	2,28 \$	2,22 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	18,8\$	15,2\$	63,6\$	63,2\$
Impôt sur le résultat relatif à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	(4,9)\$	(2,3)\$	(17,4)\$	(15,9)\$
Résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions*	53,3 \$	81,7 \$	280,1 \$	271,0 \$
Résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions par action*	0,52 \$	0,81 \$	2,73 \$	2,69 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions	103 084 862	101 257 040	102 448 943	100 883 512

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Le résultat net ajusté s'est établi à 39,4 M\$, ou 0,38 \$ par action, au quatrième trimestre de 2017, comparativement à 68,8 M\$, ou 0,68 \$ par action, au quatrième trimestre de 2016. Le recul de ces indicateurs de rendement est principalement attribuable au fait que le quatrième trimestre de 2017 comptait quatre jours facturables de moins que le quatrième trimestre de 2016 ainsi qu'à l'importante charge d'impôt sur le résultat sans effet sur la trésorerie qui a été comptabilisée par suite de l'adoption de la réforme fiscale américaine.

Le résultat net ajusté de la période de 12 mois close le 31 décembre 2017 s'est établi à 233,9 M\$, ou 2,28 \$

par action, comparativement à 223,7 M\$, ou 2,22 \$ par action, pour la période correspondante de 2016. La hausse du résultat net ajusté et du résultat net ajusté par action découle essentiellement de l'augmentation des produits des activités ordinaires nets et de l'amélioration des marges du BAIIA ajusté. L'ajustement hors trésorerie comptabilisé au quatrième trimestre de 2017 par suite de l'adoption de la réforme fiscale américaine a eu une incidence défavorable.

Le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions s'est établi à 53,3 M\$, ou 0,52 \$ par action, au quatrième trimestre de 2017 et à

280,1 M\$, ou 2,73 \$ par action, pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2017, en comparaison de 81,7 M\$, ou 0,81 \$ par action, et de 271,0 M\$, ou 2,69 \$ par action, respectivement, pour les périodes correspondantes de 2016.

Les baisses, pour le trimestre, et les hausses, pour l'exercice complet, du résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et du résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions par action sont attribuables aux mêmes facteurs qui ont influé sur le résultat net ajusté et le résultat net ajusté par action.

8.11 Fonds provenant des activités d'exploitation et flux de trésorerie disponibles

	Quatrième trimestre		Exercice complet	
	2017	2016	2017	2016
(en millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les données par action)	Période allant du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	Période allant du 25 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	330,4 \$	303,9 \$	395,4 \$	386,8 \$
Excluant :				
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	219,0 \$	190,6 \$	(37,8) \$	(2,8) \$
Fonds provenant des activités d'exploitation*	111,4 \$	113,3 \$	433,2 \$	389,6 \$
Fonds provenant des activités d'exploitation par action*	1,08 \$	1,12 \$	4,23 \$	3,86 \$
Y compris :				
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	219,0 \$	190,6 \$	(37,8) \$	(2,8) \$
Moins :				
Dépenses d'investissement, montant net	31,8 \$	50,1 \$	99,3 \$	141,9 \$
Flux de trésorerie disponibles*	298,6 \$	253,8 \$	296,1 \$	244,9 \$
Flux de trésorerie disponibles par action*	2,90 \$	2,51 \$	2,89 \$	2,43 \$
Nombre moyen pondéré de base d'actions	103 084 862	101 257 040	102 448 943	100 883 512

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

8.11.1 Fonds provenant des activités d'exploitation

Les fonds provenant des activités d'exploitation constituent une mesure utilisée par la Société pour fournir à la direction et aux investisseurs un indicateur des fonds générés par les activités d'exploitation avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Pour le quatrième trimestre de 2017, la Société a inscrit des fonds provenant des activités d'exploitation de 111,4 M\$, ou 1,08 \$ par action, stables par rapport à ceux de 113,3 M\$, ou 1,12 \$ par action, inscrits pour le quatrième trimestre de 2016.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2017, la Société a généré

des fonds provenant des activités d'exploitation de 433,2 M\$, ou 4,23 \$ par action, comparativement à 389,6 M\$, ou 3,86 \$ par action, pour la période correspondante de 2016. L'augmentation des fonds provenant des activités d'exploitation s'explique principalement par l'augmentation du résultat net qui a résulté de la hausse des produits des activités ordinaires nets due à la croissance interne et à la croissance découlant d'acquisitions et de l'amélioration de la marge du BAIIA ajusté.

8.11.2 Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles fournissent une indication de la capacité

de la Société de continuer de générer des liquidités discrétionnaires grâce à l'exercice de ses activités d'exploitation et autres activités. Les flux de trésorerie disponibles correspondent aux flux de trésorerie de la période qui sont disponibles pour les fournisseurs de capitaux, c'est-à-dire les créanciers et les actionnaires de la Société.

Pour le quatrième trimestre de 2017, la Société a généré des flux de trésorerie disponibles de 298,6 M\$, ou 2,90 \$ par action, comparativement à 253,8 M\$, ou 2,51 \$ par action, au quatrième trimestre de 2016. L'augmentation des flux de trésorerie disponibles est attribuable à la variation positive des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et à la diminution des dépenses d'investissement nettes

engagées en 2017 comparativement à celles engagées en 2016.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2017, les flux de trésorerie disponibles de la Société se sont élevés à 296,1 M\$, ou 2,89 \$ par

action, comparativement à 244,9 M\$, ou 2,43 \$ par action, pour la période correspondante de 2016. La hausse des flux de trésorerie disponibles s'explique principalement par l'augmentation du résultat net qui a résulté de la hausse des produits des activités ordinaires

nets due à la croissance interne et à la croissance découlant d'acquisitions et de l'amélioration de la marge du BAIIA ajusté, de même que par la diminution des dépenses d'investissement nettes engagées en 2017 par rapport à 2016.

09

Situation de trésorerie

	Quatrième trimestre		Exercice complet	
	2017	2016	2017	2016
	Période allant du 1 ^{er} octobre au 31 décembre	Période allant du 25 septembre au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	Période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
(en millions de dollars)				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	330,4 \$	303,9 \$	395,4 \$	386,8 \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(76,3) \$	(41,7) \$	(52,6) \$	(26,5) \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(260,3) \$	(192,0) \$	(394,5) \$	(309,1) \$
Effet des variations des cours du change sur la trésorerie	5,0 \$	(15,7) \$	(0,2) \$	(22,9) \$
Variation nette de la trésorerie	(1,2) \$	54,5 \$	(51,9) \$	28,3 \$
Dividendes versés	18,2 \$	16,3 \$	70,4 \$	68,0 \$
Dépenses d'investissement nettes	31,8 \$	50,1 \$	99,3 \$	141,9 \$

9.1 Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont établis à 330,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2017, comparativement à 303,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2016. Cette augmentation des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation est principalement attribuable à une variation positive des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2017, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont établis à 395,4 M\$, comparativement à 386,8 M\$ pour la période correspondante de 2016. Cette augmentation des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation est principalement attribuable à la hausse du résultat net.

9.2 Activités de financement

Les activités de financement du quatrième trimestre de 2017 ont donné lieu à des sorties de trésorerie de 76,3 M\$, comparativement à 41,7 M\$ pour le quatrième trimestre de 2016. Au cours du trimestre, la Société a remboursé un montant de 33,4 M\$ lié à sa facilité de crédit, émis 0,3 M\$

d'actions, remboursé divers passifs, y compris des charges d'intérêts, d'un montant de 25,0 M\$ et versé aux actionnaires des dividendes totalisant 18,2 M\$. Au quatrième trimestre de 2016, la Société avait remboursé un montant de 11,7 M\$ lié à sa facilité de crédit, remboursé divers passifs, y compris des charges d'intérêts et des frais financiers, d'un montant de 13,7 M\$, et versé des dividendes aux actionnaires totalisant 16,3 M\$.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2017, les activités de financement ont donné lieu à des sorties de trésorerie de 52,6 M\$, comparativement à 26,5 M\$ pour la période correspondante de 2016. Au cours de la période de 12 mois close le 31 décembre 2017, la Société a prélevé un montant de 66,8 M\$ sur sa facilité de crédit, émis 2,6 M\$ d'actions, remboursé divers passifs, y compris des charges d'intérêts, d'un montant de 51,6 M\$ et versé des dividendes aux actionnaires de 70,4 M\$. Pour la période correspondante de 2016, la Société avait prélevé un montant de 81,4 M\$ sur sa facilité de crédit, remboursé divers passifs, y compris des charges d'intérêts et des frais financiers, d'un montant de 38,6 M\$ et versé des dividendes aux actionnaires et à un détenteur d'une participation ne donnant pas le contrôle totalisant 69,3 M\$.

9.3 Activités d'investissement

Les activités d'investissement du quatrième trimestre de 2017 se sont soldées par des sorties de trésorerie de 260,3 M\$, contre 192,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2016. La Société a effectué des sorties de fonds liées à des acquisitions d'entreprises passées et courantes d'un montant de 227,8 M\$ et a fait l'acquisition de matériel et d'immobilisations incorporelles totalisant 34,4 M\$ au quatrième trimestre de 2017, comparativement à 143,1 M\$ et à 50,6 M\$, respectivement, pour la période correspondante de 2016.

Pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2017, les activités d'investissement se sont soldées par des sorties de trésorerie de 394,5 M\$, comparativement à 309,1 M\$ pour la période correspondante de 2016. Au cours de la période de 12 mois close le 31 décembre 2017, la Société a effectué des sorties de fonds liées à des acquisitions d'entreprises passées et courantes d'un montant de 291,9 M\$ et a fait l'acquisition de matériel et d'immobilisations incorporelles totalisant 104,1 M\$, comparativement à 166,9 M\$ et à 144,4 M\$, respectivement, pour la période correspondante de 2016.

9.4 Dette nette

	2017	2016
(en millions de dollars)	Au 31 décembre	Au 31 décembre
Passifs financiers ⁽¹⁾	1 229,9 \$	1 082,1 \$
Moins : trésorerie	(185,1) \$	(230,8) \$
Dette nette*	1 044,8 \$	851,3 \$
BAIIA ajusté sur 12 mois continus*	555,2 \$	499,0 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

(1) Les passifs financiers sont constitués de la dette à long terme et des autres passifs financiers, incluant leur partie courante.

Au 31 décembre 2017, l'état de la situation financière de la Société était sain et comportait un bon équilibre entre les dettes et les capitaux propres. La dette nette de la Société s'est établie à 1 044,8 M\$ et son ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté sur 12 mois continus, à 1,9 fois. En incluant le BAIIA ajusté sur 12 mois complets pour tenir compte de toutes les acquisitions, le ratio est de 1,8 fois.

9.5 Dividendes

Le 16 octobre 2017, la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,375 \$ par action ordinaire, à payer aux porteurs d'actions ordinaires inscrits le 31 décembre 2017. Ce dividende a été versé le 15 janvier 2018. Au 31 décembre 2017, 103 160 592 actions étaient émises et en circulation, en comparaison de 101 371 137 au 31

décembre 2016. Au quatrième trimestre de 2017, une partie du dividende payé au troisième trimestre a été réinvestie dans 399 010 actions ordinaires dans le cadre du RRD. Les dividendes déclarés au quatrième trimestre de 2017 ont totalisé 38,7 M\$, contre 38,5 M\$ au troisième trimestre de 2017. Les porteurs de 51 268 010 actions, représentant 49,7 % du total des actions en circulation en date du 31 décembre 2017, ont choisi de participer au RRD. De ce fait, du total des dividendes payés le 15 janvier 2018, 19,2 M\$ ont été réinvestis en actions de la Société. La sortie nette de trésorerie, le 15 janvier 2018, a été de 19,5 M\$ pour le paiement du dividende du quatrième trimestre.

Le conseil d'administration de la Société (le « conseil ») a déterminé que le niveau actuel du dividende trimestriel est approprié compte tenu du résultat actuel de la Société et de ses besoins

financiers actuels en fonction de ses activités. Il est prévu que le dividende demeurera à ce niveau, sous réserve de l'évaluation continue par le conseil des besoins futurs, de la performance financière, des liquidités, et d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents. Le montant réel de tout dividende de même que chaque date de déclaration, date de clôture des registres et date de paiement sont déterminés par le conseil, à sa discrétion. Certains renseignements contenus dans la présente section représentent des énoncés prospectifs. Veuillez vous reporter à la rubrique « Énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion.

9.6 Options sur actions

Au 14 mars 2018, 729 328 options sur actions étaient en cours, à un prix d'exercice variant de 35,12 \$ à 59,75 \$.

9.7 Sources de financement

	2017	2016
(en millions de dollars)	Au 31 décembre	Au 31 décembre
Trésorerie	185,1 \$	230,8 \$
Facilité de crédit consortiale disponible	584,7 \$	495,8 \$
Autres facilités de crédit	80,2 \$	19,4 \$
Sources de financement à court terme disponibles	850,0 \$	746,0 \$

La Société estime que ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et ses sources de financement à court terme disponibles lui permettront de soutenir sa stratégie de croissance, ses besoins en matière de fonds de roulement et ses dépenses d'investissement prévues et d'offrir à ses actionnaires un rendement sur leurs investissements.

9.8 Facilité de crédit

Au 31 décembre 2017, la Société disposait d'une facilité de crédit d'un montant maximal de 1 400,0 M\$ US consentie par un consortium d'institutions financières. La facilité de crédit peut être utilisée pour i) financer les frais généraux de la Société, son fonds de roulement et ses dépenses d'investissement et ii) financer ses futures acquisitions d'entreprises. Aux termes de cette facilité de crédit,

la Société est dans l'obligation, entre autres conditions, de respecter certaines clauses restrictives sur une base consolidée. Les principales clauses se rapportent aux ratios de la dette nette consolidée sur le BAIIA ajusté consolidé et de la couverture des charges fixes. La direction s'assure trimestriellement de la conformité de la Société aux clauses restrictives dans le cadre des exigences de dépôt prévues en vertu de sa facilité de crédit. Toutes les clauses étaient respectées au 31 décembre 2017.

10

Sommaire des huit derniers trimestres

	2017				2016				
	Total	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
(en millions de dollars, sauf les données par action)	Sur 12 mois	Période allant du 1 ^{er} octobre au 31 déc.	Période allant du 2 juillet au 30 sept.	Période allant du 2 avril au 1 ^{er} juillet	Période allant du 1 ^{er} janvier au 1 ^{er} avril	Période allant du 25 septembre au 31 déc.	Période allant du 26 juin au 24 sept.	Période allant du 27 mars au 25 juin	Période allant du 1 ^{er} janvier au 26 mars
Résultats d'exploitation									
Produits des activités ordinaires	6 942,2 \$	1 954,3 \$	1 636,8 \$	1 717,2 \$	1 633,9 \$	1 798,4 \$	1 552,5 \$	1 545,7 \$	1 483,0 \$
Produits des activités ordinaires nets*	5 356,6 \$	1 478,6 \$	1 286,2 \$	1 315,9 \$	1 275,9 \$	1 327,7 \$	1 189,8 \$	1 215,5 \$	1 162,1 \$
BAIIA ajusté*	555,2 \$	140,0 \$	160,4 \$	140,3 \$	114,5 \$	135,3 \$	147,2 \$	125,0 \$	91,5 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires	213,3 \$	30,3 \$	72,6 \$	62,8 \$	47,6 \$	56,0 \$	63,3 \$	52,2 \$	27,6 \$
Résultat net de base par action		0,29 \$	0,71 \$	0,61 \$	0,47 \$	0,55 \$	0,63 \$	0,52 \$	0,28 \$
Résultat net dilué par action		0,29 \$	0,71 \$	0,61 \$	0,47 \$	0,55 \$	0,63 \$	0,52 \$	0,28 \$
Carnet de commandes*		6 361,6 \$	5 963,9 \$	5 864,6 \$	5 985,3 \$	5 668,8 \$	5 371,2 \$	5 667,4 \$	5 529,7 \$
Dividendes									
Dividendes déclarés	153,8 \$	38,7 \$	38,5 \$	38,4 \$	38,2 \$	38,0 \$	37,8 \$	37,6 \$	37,4 \$
Dividendes déclarés, par action	1,50 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$	0,375 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

Au cours de chacun des huit derniers trimestres, la Société a déclaré des dividendes de 0,375 \$ par action.

11

Analyse des principales données financières annuelles

	2017	2016	2015
(en millions de dollars, sauf les données par action et le nombre d'actions)			
Produits des activités ordinaires	6 942,2 \$	6 379,6 \$	6 064,0 \$
Produits des activités ordinaires nets*	5 356,6 \$	4 895,1 \$	4 486,8 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires	213,3 \$	199,1 \$	188,8 \$
Résultat net par action attribuable aux actionnaires			
De base	2,08 \$	1,97 \$	2,05 \$
Dilué	2,08 \$	1,97 \$	2,05 \$
Total de l'actif	6 523,6 \$	6 128,7 \$	6 167,1 \$
Passifs financiers ⁽¹⁾	1 229,9 \$	1 082,1 \$	1 012,9 \$
Dividendes déclarés aux actionnaires	153,8 \$	150,8 \$	141,2 \$

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

(1) Les passifs financiers sont constitués de la dette à long terme et des autres passifs financiers, incluant leur partie courante.

Les produits des activités ordinaires et les produits des activités ordinaires nets ont augmenté en raison de la croissance interne et des acquisitions réalisées en 2015, en 2016 et en 2017. Toutes les acquisitions ont une incidence directe, non seulement sur les produits des activités ordinaires, mais aussi sur le total de l'actif, puisque les actifs acquis, y compris les immobilisations incorporelles et le goodwill, sont comptabilisés après chaque acquisition.

Les coûts d'acquisition et d'intégration engagés au cours de chacun des trois exercices, de même que le moment où ont été émis les titres de capitaux propres, directement liés aux acquisitions ont eu une incidence sur le résultat net par action attribuable aux actionnaires.

Les passifs financiers ont augmenté entre 2015 et 2017, du fait que la Société a financé ses acquisitions en partie au moyen de sa facilité de crédit.

En 2015, en 2016 et en 2017, la Société

a déclaré et payé à ses actionnaires des dividendes trimestriels totalisant 1,50 \$ par action ordinaire annuellement.

12 Gouvernance

12.1 Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (les « CPCI ») et ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur est communiquée,

particulièrement durant la période de préparation des rapports annuels;

- l'information qui doit être présentée dans les rapports annuels, les rapports intermédiaires ou les autres rapports que la Société dépose ou soumet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont évalué ou fait évaluer sous leur supervision l'efficacité des CPCI et, à la lumière de leur évaluation, ont conclu que la conception et le fonctionnement des CPCI de la Société étaient efficaces au 31 décembre 2017.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision un contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») pour fournir l'assurance raisonnable

que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

À la lumière de leur évaluation de l'efficacité des CIIF de la Société, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que la conception et le fonctionnement des CIIF étaient efficaces au 31 décembre 2017, d'après le cadre intégré de contrôle interne reconnu qui a été conçu par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (le « cadre de 2013 du COSO »).

En raison des limites inhérentes des CPCI et du CIIF, la direction ne s'attend pas à ce que les CPCI et le CIIF permettent de prévenir ou de détecter toutes les erreurs ou les anomalies intentionnelles résultant d'actes frauduleux.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont restreint l'étendue des travaux de conception des CPCI et du CIIF afin d'exclure les contrôles, méthodes et procédures liés aux acquisitions de POCH, de ConCol et d'Opus, conclues respectivement le 15 juillet 2017, le 31 octobre 2017 et le 4 décembre 2017, comme il est permis en vertu du Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, lequel autorise ce genre de traitement pour les 365 jours suivant une acquisition.

Il n'est survenu, au cours de la période allant du 1^{er} octobre 2017 au 31 décembre 2017, aucun changement touchant le CIIF de la Société qui a eu, ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'il aura, une incidence significative sur le CIIF de la Société. Les contrôles continueront d'être analysés périodiquement afin d'assurer une amélioration continue.

12.2 Responsabilités du conseil d'administration

Le conseil a un rôle de surveillance à l'égard de l'information financière communiquée au public. De ce fait, le comité d'audit et le conseil de WSP ont revu et approuvé les états financiers consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 ainsi que le présent rapport de gestion avant leur publication.

13

Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables adoptées par la Société sont décrites aux notes 2 et 3 de ses états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

La préparation des états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des jugements ayant une incidence sur les montants présentés des actifs, des passifs et des capitaux propres et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, de même que sur les montants présentés des produits des activités ordinaires et des charges pour la période de présentation de l'information financière.

Les estimations et les jugements sont passés en revue continuellement. Ils se fondent sur les tendances antérieures et sur d'autres facteurs, notamment les attentes quant aux événements futurs dont on estime la matérialisation probable dans des circonstances raisonnables. Les paragraphes qui suivent décrivent :

- les estimations et les hypothèses comptables les plus critiques formulées par la direction lors de l'établissement de la valeur des actifs et des passifs;
- les jugements les plus critiques posés par la direction lors de l'application des méthodes comptables.

Estimations et hypothèses comptables critiques

La Société formule des estimations et pose des hypothèses concernant l'avenir. Par définition, les estimations comptables qui en découlent correspondent rarement aux résultats réels. Les estimations et les hypothèses qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours du prochain exercice sont présentées ci-dessous.

Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation

La Société évalue l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation en fonction du temps et des frais de matériel portés au compte de chaque projet. L'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation pour chaque projet est examiné mensuellement pour déterminer si le montant reflète fidèlement le montant qui sera facturé pour le projet. Lorsque l'examen révèle que la valeur de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation est supérieure au montant qui pourra être facturé, des ajustements sont apportés à l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation. L'évaluation de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation suppose l'estimation de l'ampleur du travail requis pour terminer le projet. Toute

variation de ces estimations pourrait entraîner une sous-évaluation ou une surévaluation de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation.

Immobilisations incorporelles identifiables et goodwill

Au 31 décembre 2017, les immobilisations incorporelles identifiables et le goodwill, exclusion faite des logiciels et des accords de non-concurrence, représentaient 3 267,0 M\$ (3 076,9 M\$ au 31 décembre 2016) du total de l'actif inscrit à l'état consolidé de la situation financière. Ces actifs résultent des acquisitions d'entreprises, et la Société a eu recours à la méthode de l'acquisition pour comptabiliser ces transactions. Lors de l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris ainsi que de leur durée d'utilité estimative, la direction s'est fondée sur des estimations et des hypothèses importantes concernant les projections des flux de trésorerie, le risque économique et le coût moyen pondéré du capital.

Ces estimations et ces hypothèses permettent d'établir le montant qui doit être attribué aux autres immobilisations incorporelles identifiables et au goodwill, ainsi que la période d'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée. Si les résultats réels différaient de ces estimations, la Société pourrait voir augmenter sa dotation à l'amortissement ou ses pertes de valeur.

Provision pour litiges

Dans le cours normal de ses activités, la Société fait l'objet de poursuites pour des travaux effectués dans le cadre de projets. Elle souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle pour gérer les risques liés à de telles poursuites. La direction détermine le montant des provisions pour litiges

de la Société à la lumière des conseils et des renseignements fournis par ses conseillers juridiques et de son expérience passée en matière de règlement de poursuites semblables. Les règlements finaux pourraient avoir une incidence sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

Obligations au titre des prestations de retraite

La valeur actuelle des obligations est calculée selon une méthode actuarielle qui repose sur un certain nombre d'hypothèses concernant l'avenir. Ces hypothèses clés sont revues périodiquement à la lumière des conditions de marché et des données dont dispose la direction.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie aux lois et règlements fiscaux dans plusieurs juridictions. Elle doit donc formuler des estimations pour déterminer sa charge d'impôt exigible à l'échelle mondiale. Pour plusieurs transactions et calculs, il est difficile de déterminer avec certitude le montant de l'impôt à payer. La Société comptabilise des passifs en prévision de certaines questions susceptibles de faire l'objet de vérifications par les autorités fiscales, en estimant les impôts additionnels qu'elle pourrait devoir verser par suite de ces vérifications. Si le montant de la charge d'impôt relative à ces questions diffère des montants comptabilisés initialement, ces différences auront une incidence sur les actifs et passifs d'impôt exigible et différé de la période au cours de laquelle cette détermination est faite. La direction revoit périodiquement les positions prises dans les déclarations de revenus à l'égard des situations pour lesquelles les règlements fiscaux prêtent à interprétation. Au besoin, des provisions sont inscrites au titre des montants que la Société s'attend à devoir verser aux autorités fiscales.

Jugements critiques dans l'application des méthodes comptables de la société

Actifs d'impôt différé

La détermination de la probabilité que la Société génère un bénéfice imposable suffisant à l'égard duquel les actifs d'impôt différé puissent être utilisés repose sur les plus récentes prévisions budgétaires approuvées de la Société, après ajustement pour tenir compte des éléments importants qui ne sont ni imposables ni déductibles et des limites spécifiques d'utilisation des crédits ou pertes d'impôts non utilisés. Les règles fiscales des nombreuses juridictions dans lesquelles la Société exerce ses activités sont aussi prises en considération. La comptabilisation des actifs d'impôt différés soumis à certaines limites légales ou économiques ou à des incertitudes est évaluée individuellement par la direction en fonction des faits ou circonstances spécifiques.

14 Normes comptables futures

Les normes suivantes ont été publiées, mais n'étaient pas encore en vigueur au 31 décembre 2017 :

IFRS 9 – Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9 Instruments financiers qui porte sur le classement et l'évaluation, la dépréciation et la comptabilité de couverture et qui remplacera IAS 39 Instruments financiers : Comptabilisation et

évaluation. IFRS 9 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, l'adoption anticipée étant toutefois autorisée. La Société a analysé l'incidence de l'adoption d'IFRS 9 sur l'état consolidé de la situation financière, les états consolidés du résultat net et du résultat global ainsi que le tableau consolidé des flux de trésorerie. L'adoption de cette norme ne devrait pas avoir d'incidence significative.

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec des clients. IFRS 15 remplace toutes les normes précédentes sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires, y compris IAS 18 Produits des activités ordinaires. En septembre 2015, l'IASB a reporté la date d'entrée en vigueur d'IFRS 15, qui était jusqu'alors le 1^{er} janvier 2017, de manière à ce qu'elle s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, l'adoption anticipée étant toutefois autorisée. La Société a analysé l'incidence de l'adoption d'IFRS 15 sur l'état consolidé de la situation financière et les états consolidés du résultat net et du résultat global. L'adoption de cette norme ne devrait pas avoir d'incidence.

IFRS 16 – Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 Contrats de location, qui remplace IAS 17 Contrats de location. Selon les exigences de la nouvelle norme, les preneurs doivent comptabiliser, à l'état de la situation financière, une obligation locative représentant les paiements futurs au titre de la location et un actif au titre du droit d'utilisation pour la quasi-totalité des contrats de location, à l'exception de ceux pour lesquels la norme prévoit des exceptions limitées. Comme la Société a des obligations

contractuelles importantes sous la forme de contrats de location simple (note 26) aux termes d'IAS 17, l'adoption d'IFRS 16 entraînera une augmentation significative des actifs et des passifs, ainsi que des changements importants en ce qui a trait au moment de la comptabilisation des charges liées aux contrats de location. La nouvelle norme entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

La Société n'a pas encore quantifié l'incidence de cette norme et n'a pas l'intention, pour le moment, de l'adopter avant la date d'entrée en vigueur obligatoire.

Les interprétations en comptabilité suivantes de l'International Financial Reporting Interpretation Committee (« IFRIC ») entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2018 et le 1^{er} janvier 2019, respectivement.

IFRIC 22 – Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée (en vigueur le 1^{er} janvier 2018)

En décembre 2016, l'IASB a publié l'interprétation IFRIC 22 qui précise comment doit être établie la date de la transaction lors de l'application de la norme sur les transactions en monnaies étrangères, soit IAS 1. L'interprétation s'applique lorsqu'une entité paie ou reçoit une contrepartie anticipée au titre de contrats libellés en monnaies étrangères. La date de la transaction détermine le taux de change à utiliser lors de la comptabilisation initiale de l'actif, de la charge ou du produit connexe. Cette interprétation prévoit des directives tant pour les situations où il n'y a qu'un seul paiement ou encaissement que pour celles où il y en a plusieurs, afin de réduire le foisonnement des pratiques. L'adoption de cette interprétation en comptabilité ne devrait pas avoir d'incidence importante.

IFRIC 23 – Incertitude relative aux traitements fiscaux (en vigueur le 1^{er} janvier 2019)

En juin 2017, l'IFRS Interpretations Committee a publié l'IFRIC 23, qui précise comment s'appliquent les exigences de comptabilisation et d'évaluation prescrites par IAS 12 *Impôts sur le résultat*, lorsqu'il existe de l'incertitude relativement aux traitements fiscaux.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette interprétation en comptabilité sur ses états financiers.

Aucune autre interprétation des IFRS (ou IFRIC) qui n'est pas encore en vigueur ne devrait avoir d'incidence importante sur la Société.

15 Instruments financiers

Risque de change

La Société exerce des activités à l'échelle internationale, ce qui accroît considérablement son exposition au risque de change en raison des transactions qu'elle conclut en dollars américains, en livres sterling, en couronnes suédoises et en euros, et en raison des actifs nets qu'elle détient dans des établissements à l'étranger. Ces risques sont atténués par les achats et les dépenses d'exploitation qu'elle fait dans ces monnaies. Le risque de change représente le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs liés à un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours de change et lorsqu'une variation des cours de change aurait une incidence

directe sur le résultat net de la Société.

La Société a recours à certains instruments financiers pour gérer son exposition aux fluctuations des cours de change. Elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de négociation. Les profits et pertes de change sur les investissements nets ainsi que la partie efficace des profits et pertes sur les instruments qui servent de couverture des investissements nets sont comptabilisés à l'état consolidé du résultat global.

Afin de réduire le risque lié aux fluctuations des cours de change, la Société a désigné la dette à long terme libellée en dollars américains et en livres sterling comme instrument de couverture de l'investissement net en dollars américains et en livres sterling.

Risque de crédit

Le risque de crédit de la Société découle principalement des créances clients. Les montants figurant à l'état de la situation financière sont présentés déduction faite d'une provision pour créances douteuses, estimée par la direction en fonction notamment de l'âge des créances clients et de la probabilité actuelle et future de recouvrement. En général, la Société n'exige pas de garantie ni d'autre sûreté des clients à l'égard de leurs créances; cependant, elle ne leur accorde de crédit qu'après avoir procédé à une évaluation de leur solvabilité. De plus, la Société réévalue régulièrement la qualité du crédit de tous ses clients et établit une provision pour créances douteuses lorsque la probabilité de recouvrement d'une créance a diminué de façon significative. La Société estime que le risque de crédit auquel l'exposent les créances clients est limité. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, le montant comptabilisé au titre des créances irrécouvrables a été adéquat.

La Société réduit son risque de crédit

en offrant ses services à une diversité de clients, dans divers pays, segments de marché et secteurs de l'économie.

16 Transactions entre parties liées

La Société détient le contrôle sur ses filiales, lesquelles sont consolidées dans les états financiers consolidés. Certains accords ont été mis en place avec des entités structurées qui fournissent différents services, principalement dans le secteur de l'architecture. Ces accords de gestion permettent à la Société d'exercer un contrôle sur la gestion et les activités de ces entités. La Société reçoit également des honoraires de gestion et a des obligations à l'égard des passifs et des pertes de ces entités. Compte tenu de ces faits et circonstances, la direction a conclu que ces entités sont contrôlées par la Société et, par conséquent, elle les a intégrées dans ses états financiers consolidés.

Les transactions entre les filiales et les entités structurées sont conclues dans le cours normal des activités, dans des conditions de concurrence normale. La totalité des transactions et des soldes intragroupe ont été éliminés.

La Société réalise certaines activités de concert avec d'autres parties dans le cadre de partenariats classés à titre d'entreprises communes. Pour comptabiliser les partenariats considérés comme des entreprises communes, la Société inscrit sa quote-part des actifs, des passifs, des produits des activités ordinaires, des charges et des flux de trésorerie, en utilisant les plus récents états financiers disponibles de ces partenariats.

Les transactions avec des filiales, des

entités structurées, des entreprises associées ou des partenariats sont décrites plus en détail dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Les principaux dirigeants ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, de diriger et de contrôler les activités de la Société. On compte parmi ceux-ci les membres du conseil d'administration, le président et chef de la direction, le chef de la direction financière et les membres de l'équipe de direction mondiale. La rémunération totale des principaux dirigeants s'est élevée à 23,5 M\$ en 2017.

17 Arrangements hors bilan

La Société n'a aucun arrangement hors bilan, à l'exception de certains contrats de location simple relatifs à des locaux à bureaux, à du matériel informatique, à des véhicules et à des lettres de crédit. Conformément aux IFRS, aucune obligation en vertu de contrats de location ni aucun actif sous jacent n'ont été comptabilisés à l'état de la situation financière, puisque les modalités de ces contrats de location ne répondaient pas aux critères permettant de les inscrire à l'actif.

18

Engagements contractuels

Les tableaux qui suivent présentent sommairement les engagements contractuels à long terme de la Société (incluant les intérêts) :

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Plus de 5 ans	Total
(en millions de dollars)							
Dettes à long terme*	287,8 \$	28,9 \$	941,1 \$	- \$	- \$	- \$	1 257,8 \$
Autres passifs financiers non courants*	45,8 \$	18,2 \$	9,0 \$	- \$	- \$	- \$	73,0 \$

* Incluant la partie courante.

	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Plus de 5 ans	Total
(en millions de dollars)							
Obligations en vertu de contrats de location simple	187,0 \$	168,7 \$	152,6 \$	132,0 \$	260,5 \$	242,0 \$	1 142,8 \$

La Société a conclu des engagements contractuels comportant des dates d'échéance différentes, principalement pour la location de locaux à bureaux et de matériel informatique.

La Société génère des flux de trésorerie de ses activités d'exploitation et dispose des facilités de crédit nécessaires pour honorer tous ses engagements contractuels futurs.

19

Perspectives

Les perspectives ci-après sont datées du 14 mars 2018 et font partie du rapport de gestion 2017 portant sur les résultats financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2017. Elles sont fournies afin d'aider les analystes et les actionnaires à forger leurs opinions respectives en ce qui concerne 2018, et leur utilisation

à toute autre fin risque de ne pas convenir aux besoins du lecteur. Les mesures présentées sont susceptibles de changer. Les renseignements contenus dans la présente section représentent des énoncés prospectifs. Veuillez vous reporter à la rubrique « Énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des fourchettes cibles, établies en date du 14 mars 2018, relativement aux diverses mesures qui seront utilisées pour l'exercice 2018 :

	Fourchette cible pour 2018
Produits des activités ordinaires nets*	Entre 5 700 M\$ et 5 900 M\$
BAlIA ajusté*	Entre 610 M\$ et 660 M\$
Saisonnalité et fluctuations du BAlIA ajusté*	T1 : Entre 18 % et 21 % T2 : Entre 25 % et 28 % T3 : Entre 26 % et 29 % T4 : Entre 24 % et 27 %
Taux d'imposition	Entre 23 % et 25 %
Délai de recouvrement*	De 80 à 85 jours
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	Entre 60 M\$ et 70 M\$
Dépenses d'investissement	Entre 115 M\$ et 125 M\$
Dette nette sur le BAlIA ajusté*	De 1,5 fois à 2,0 fois
Coûts d'acquisition et d'intégration*	Entre 40 M\$ et 50 M\$ ⁽¹⁾

* Les mesures non conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Glossaire ».

(1) En raison principalement des coûts liés au personnel et des coûts d'intégration liés à l'immobilier se rapportant à l'acquisition d'Opus conclue au quatrième trimestre de 2017 et des coûts d'intégration liés à l'immobilier se rapportant à l'acquisition de Mouchel conclue au quatrième trimestre de 2016.

Les fourchettes cibles présentées dans le tableau ci-dessus ont été établies en supposant qu'aucune variation n'aura lieu dans les cours du change sur les marchés où la Société exerce ses activités. Aux fins de l'établissement de ses prévisions pour 2018, la Société a pris en considération plusieurs hypothèses relatives à l'économie et au marché concernant la concurrence, l'environnement politique et la performance économique de chaque région dans laquelle elle exerce des activités. Elle a aussi présumé que les facteurs économiques et la concurrence demeureraient stables dans les régions où elle exerce ses activités.

Les prévisions ont été préparées en utilisant les taux d'imposition en vigueur au 31 décembre 2017 dans les pays où la Société mène des activités et en supposant qu'aucun changement ne sera apporté à la législation fiscale applicable dans ces pays. Dans les prévisions pour 2018, la Société n'a pas tenu compte des

éventuels regroupements d'entreprises, cessions, fusions ou autres transactions susceptibles de se produire après la publication du rapport de gestion daté du 14 mars 2018. La Société tient à préciser que les hypothèses utilisées pour établir les prévisions de 2018 pourraient se révéler incorrectes ou inexactes. Par conséquent, les résultats réels de la Société pourraient différer fortement des estimations formulées dans le présent rapport de gestion.

Les produits des activités ordinaires liés à la FEMA qui ont été générés au cours de l'exercice 2017, particulièrement au quatrième trimestre de 2017, ont eu une incidence importante sur la croissance interne des produits des activités ordinaires nets affichée par la Société en 2017. En raison de leur nature même, il est impossible d'établir des prévisions précises des produits des activités ordinaires liés à la FEMA. Par conséquent, compte tenu des produits des activités ordinaires nets liés à la FEMA générés en 2017, qui

ont été supérieurs aux attentes de la direction et qui ne seront probablement pas comptabilisés de nouveau en 2018, la Société prévoit afficher en 2018 une croissance interne consolidée des produits des activités ordinaires nets, en devises constantes, de l'ordre de 1 % à 4 %, qui sera générée par tous les secteurs d'exploitation.

Les charges du siège social devraient totaliser entre 75 M\$ et 80 M\$ en 2018. La hausse des charges du siège social par rapport à 2017 s'explique principalement par les coûts plus élevés que la Société s'attend à engager pour bonifier ses programmes existants de rétention du personnel clé, particulièrement ses programmes liés au RILT, afin qu'ils demeurent concurrentiels.

En outre, la Société a prévu mettre en œuvre plusieurs initiatives de groupe qui devraient améliorer les marges d'exploitation des régions, ce qui accroîtra le total des charges du siège social en 2018.

Perspectives des secteurs d'exploitation

Canada

Nous nous attendons à ce que le secteur d'exploitation du Canada tire parti de ses excellents résultats pour 2017 et améliore ses marges d'exploitation dans la plupart des segments. Compte tenu de son carnet de commandes d'une valeur de plus de 1 G\$ à la fin de 2017 et des perspectives favorables qui se dessinent pour 2018, la Société prévoit une croissance interne stable des produits des activités ordinaires nets tout au long de l'exercice, se situant entre l'extrémité inférieure et le milieu de l'intervalle de croissance à un chiffre.

Amériques

La Société prévoit un autre exercice florissant pour le secteur d'exploitation des Amériques en 2018. Les dépenses d'infrastructure devraient demeurer élevées aux États-Unis, tandis que les synergies issues de l'intégration de POCH et de ConCol devraient occasionner une hausse des marges d'exploitation. En ce qui concerne la croissance interne des produits des activités ordinaires nets, celle-ci devrait se situer entre le milieu et l'extrémité supérieure de l'intervalle de croissance à un chiffre pendant les trois premiers trimestres de l'exercice, puis évoluer en territoire fortement négatif au quatrième trimestre de 2018, vu le montant élevé des produits des activités ordinaires nets liés à la FEMA qui a été inscrit pour le quatrième trimestre de 2017 et qui ne sera peut-être pas comptabilisé de nouveau en 2018.

La Société prévoit une croissance interne des produits des activités ordinaires générés par son secteur d'exploitation des Amériques se situant à l'extrémité inférieure de l'intervalle de croissance à un chiffre.

EMOIA

Nos activités dans les pays nordiques devraient générer à nouveau de solides résultats en 2018. La croissance interne des produits des activités ordinaires nets devrait se situer entre le milieu et l'extrémité supérieure de l'intervalle de croissance à un chiffre. Les marges d'exploitation devraient également progresser du fait du net accroissement de l'effectif en 2017, qui devrait se traduire par une hausse des taux d'utilisation en 2018.

Nos perspectives de croissance au Royaume-Uni pour 2018 dépendent d'importants contrats dans le secteur public. Bien que les préoccupations liées au Brexit persistent toujours, la Société anticipe une légère croissance interne des produits des activités ordinaires nets, se situant dans l'extrémité inférieure de l'intervalle de croissance à un chiffre, dont la majeure partie sera comptabilisée au cours des deuxième et troisième trimestres de 2018.

Les perspectives de croissance liées à nos activités au Moyen-Orient et en Afrique du Sud demeurent modestes pour 2018. Nos activités dans ces deux régions devraient afficher une croissance interne négative des produits des activités ordinaires nets, car nous prévoyons le maintien d'une conjoncture économique difficile dans ces régions en 2018. Nos activités au Moyen-Orient et en Afrique du Sud ont généré moins de 6,0 % des produits des activités ordinaires de la Société pour 2017.

Dans son ensemble, le secteur d'exploitation EMOIA devrait afficher une croissance interne des produits des activités ordinaires nets se situant à l'extrémité inférieure de l'intervalle de croissance à un chiffre.

Asie-Pacifique

La Société prévoit un autre solide exercice pour ses activités en Australie, qui devraient générer une croissance interne des produits des activités

ordinaires nets se situant entre le milieu et l'extrémité supérieure de l'intervalle de croissance à un chiffre, le secteur des infrastructures présentant les meilleures perspectives de croissance pour 2018.

Du côté de l'Asie, le ralentissement persistant du marché du bâtiment devrait se traduire par une croissance interne négative des produits des activités ordinaires nets pour l'exercice. Des mesures de compression des coûts seront mises en œuvre pour limiter la détérioration des marges d'exploitation, tandis que d'autres plans d'action ont été mis en place afin de remédier à la situation dans le futur.

L'intégration d'Opus, acquise au quatrième trimestre de 2017, progresse bien. Même si l'apport de celle-ci en 2018 se traduira principalement par une croissance des produits des activités ordinaires nets découlant d'acquisitions, la Société s'attend à ce que le BAIIA ajusté connexe, ajouté aux synergies de coûts, contribue à rehausser fortement le bénéfice net de la Société pour l'exercice.

Dans son ensemble, le secteur d'exploitation Asie-Pacifique devrait afficher, en 2018, une croissance interne des produits des activités ordinaires nets se situant à l'extrémité inférieure de l'intervalle de croissance à un chiffre.

20 Énoncés prospectifs

En plus de communiquer des données historiques, la Société formule ou présente, dans le présent rapport de gestion, des énoncés ou de l'information qui ne sont pas fondés sur des faits passés et peuvent être considérés comme étant de l'information prospective ou des énoncés prospectifs en vertu des lois canadiennes sur les valeurs mobilières. Ces énoncés ont

trait à des événements futurs ou à un rendement futur et reflètent les attentes de la direction quant à la croissance, aux résultats d'exploitation, au rendement et aux perspectives d'affaires de même qu'aux débouchés de la Société ou de son secteur de l'industrie.

Ce rapport de gestion contient des énoncés prospectifs, incluant les perspectives discutées à la rubrique 19. On reconnaît habituellement les énoncés prospectifs à l'emploi de termes ou d'expressions comme « pouvoir », « devoir », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer » ou d'autres termes semblables, employés au présent, au futur ou au conditionnel, y compris à la forme négative. Ces énoncés prospectifs traduisent les opinions actuelles de la direction et sont fondés sur certaines hypothèses et certains facteurs présentés dans le présent rapport de gestion, hypothèses et facteurs qui, par leur nature, sont assujettis à des incertitudes et à des risques inhérents. Bien que la Société considère que ces hypothèses et ces facteurs sont raisonnables en fonction des renseignements disponibles au 14 mars 2018, les événements ou les résultats pourraient différer fortement des résultats, des prévisions ou des conclusions prévus de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

Pour évaluer les énoncés prospectifs, les investisseurs devraient spécifiquement prendre en compte divers facteurs, notamment, mais sans s'y limiter, les facteurs de risque décrits aux sections suivantes de la rubrique 21 du rapport de gestion de 2017 : « activités internationales », « non-conformité aux lois et aux règlements », « défaillance, interruption ou atteinte à la sécurité des systèmes, des réseaux et des données informatiques », « modifications du carnet de commandes », « produits provenant de contrats avec des instances gouvernementales », « risques pour la santé, la sécurité et l'environnement », « mécanismes de

contrôles et divulgation », « risque de poursuites », « intégration et gestion des acquisitions », « défis associés à la taille », « risques associés à des contrats pour services professionnels », « partenariats », « conjoncture économique », « dépendance de la Société envers des fournisseurs et des sous-traitants », « dépendance envers les clients », « disponibilité et rétention de personnel professionnel qualifié », « utilisation adéquate de la main-d'œuvre », « arrêt de travail et conflits de travail », « plafonds d'assurance », « conditions météorologiques extrêmes et impact de catastrophes naturelles ou autres », « risque lié à la réputation », « concurrence dans le secteur », « modifications de la réglementation », « sensibilisation accrue face aux facteurs environnementaux », « détérioration de la situation financière ou de la position nette de trésorerie », « besoins en fonds de roulement », « créances », « hausse de l'endettement », « dépréciation du goodwill », « exposition aux monnaies étrangères », « impôt sur le résultat », « obligations relatives à des régimes de retraite à prestations définies sous-financés ». Les investisseurs devraient également prendre en considération les autres risques dont il est fait mention dans les rapports que la Société dépose de temps à autre auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières, qui pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats indiqués de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

Les énoncés prospectifs de la Société sont fondés sur des postulats que cette dernière considérerait comme étant raisonnables au 14 mars 2018, comme des postulats à propos de ce qui suit : la conjoncture économique et politique, l'état de l'économie mondiale et de l'économie dans les régions où la Société exerce des activités, l'état des marchés de capitaux et de crédit mondiaux et locaux et l'accès à ces marchés, les taux d'intérêt, les besoins en fonds de roulement, le recouvrement de créances,

l'obtention de nouveaux contrats par la Société, le type de contrats conclus par la Société, les marges anticipées relativement aux nouveaux contrats obtenus, l'utilisation de sa main-d'œuvre par la Société, la capacité de la Société d'attirer de nouveaux clients, la capacité de la Société de retenir ses clients, les changements dans l'exécution des contrats, la réalisation des projets, la concurrence, la capacité de la Société de réussir l'intégration des entreprises acquises, l'acquisition et l'intégration futures d'entreprises, la capacité de la Société de gérer la croissance, les facteurs externes qui touchent les activités internationales de la Société, l'état du carnet de commandes de la Société, les ententes de partenariats en cours ou celles que la Société conclura, les immobilisations par les secteurs public et privé, les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants, les relations avec la direction, les professionnels clés et les autres employés de la Société, le maintien en vigueur d'assurances suffisantes, la gestion du risque environnemental et des risques en matière de santé et de sécurité, le caractère suffisant des systèmes d'information, de la technologie de communication et des autres éléments technologiques actuels et planifiés de la Société, la conformité aux lois et aux règlements, les poursuites judiciaires futures, le caractère adéquat des mécanismes internes de contrôle et d'information, le cadre réglementaire, la dépréciation du goodwill, la fluctuation des devises étrangères, les lois et les règlements en matière de fiscalité auxquels la Société est assujettie, et l'état des régimes d'avantages sociaux de la Société. Le présent rapport de gestion fait état d'autres postulats (particulièrement sous la rubrique « Perspectives »). Si ces postulats ne se révèlent pas exacts, les résultats réels de la Société pourraient différer fortement de ceux qui sont décrits de manière explicite ou implicite dans les énoncés prospectifs.

Les résultats et les événements

pourraient différer sensiblement des attentes actuelles en raison des risques associés au secteur d'exploitation de la Société, à l'industrie et à l'économie mondiale, de même qu'en raison des postulats avancés relativement à ces risques. De ce fait, rien ne garantit que les résultats réels seront conformes à ceux formulés dans les énoncés prospectifs. La Société ne met pas à jour ni ne révisé nécessairement les énoncés prospectifs, même si de nouvelles informations deviennent disponibles, à moins que la loi ne l'exige. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

21

Facteurs de risque

Les résultats d'exploitation, les perspectives d'affaires, la situation financière et la réalisation du plan stratégique de la Société sont assujettis à divers risques et incertitudes et subissent l'influence d'un certain nombre de facteurs qui pourraient avoir d'importantes répercussions négatives sur ses activités, sa situation financière et ses perspectives. Ces risques devraient être pris en considération pour évaluer un investissement dans la Société et pourraient, entre autres, entraîner une baisse du cours des actions de la Société et compromettre sa capacité à déclarer des dividendes sur ces dernières.

Cette section donne une description des risques que la Société considère comme étant les plus importants pour ses activités. Ce n'est toutefois pas une liste exhaustive des risques potentiels auxquels elle fait, ou pourrait faire face. D'autres risques et incertitudes dont la Société n'a actuellement pas connaissance ou qu'elle ne considère pas comme importants à l'heure actuelle pourraient survenir et nuire à ses activités.

Risques liés aux activités

Activités internationales

Nos activités sont tributaires du succès et de la croissance de nos opérations dans chacune de nos régions. Les activités que mène la Société à l'échelle internationale l'exposent actuellement et l'exposeront de plus en plus à divers risques, notamment :

- les risques liés à la conjoncture et à l'instabilité sociales, politiques et économiques générales dans chacun de nos marchés régionaux et globalement, notamment des récessions, des changements ou des troubles politiques et d'autres crises économiques dans un ou plusieurs des marchés où elle mène des activités;
- les risques liés à l'obligation de respecter un large éventail de lois locales, nationales et internationales et aux modifications aux lois, aux cadres et aux pratiques réglementaires qui pourraient avoir des effets négatifs;
- les risques liés à la difficulté ou aux frais pour faire respecter les droits contractuels à cause de l'absence de système judiciaire ou d'autres facteurs dans certains territoires;
- les difficultés et les coûts de la dotation en personnel et de la gestion d'établissements situés dans de nombreux pays et les changements de conditions de travail;
- les difficultés, les retards et les frais subis ou encourus relativement aux mouvements de personnel et aux contacts des employés avec les autorités des douanes et de l'immigration de divers pays;
- un risque accru de créances irrécouvrables et de cycles de recouvrement plus longs;
- les fluctuations des taux de change;
- les structures fiscales multiples qui peuvent même se chevaucher;
- un contrôle des changes, d'autres réductions en matière de financement et des limites ou restrictions sur la capacité de la Société de rapatrier des espèces, des fonds ou des capitaux investis ou détenus dans certaines juridictions;
- les hostilités et le terrorisme à l'échelle internationale;
- des défis d'ordre culturel, logistique et communicationnel.

Non-conformité aux lois et aux règlements

La Société fait face à des risques liés au non-respect des lois, notamment des mesures anticorruption, des restrictions commerciales, des lois sur les valeurs mobilières, des lois antitrust, des lois entourant la confidentialité des données et des lois régissant les relations de travail, ainsi qu'à des risques liés à la corruption dans ses activités, à des agissements anticoncurrentiels, à des contributions politiques illicites et à des manquements à l'éthique, ainsi qu'à leur effet nuisible possible sur ses résultats. Même si la Société a adopté des mesures de contrôle et mis en place des politiques visant à atténuer ces risques, ces mesures de contrôle et ces politiques ont des limites ou des restrictions inhérentes : elles sont notamment susceptibles à l'erreur humaine, elles peuvent être contournées intentionnellement ou devenir inadéquates si les conditions changent. Les mesures de contrôle mises en place par la Société pourraient ne pas être suffisamment efficaces pour la protéger contre les conséquences de tels agissements par ses dirigeants, ses employés, ses mandataires et ses partenaires ou contre la corruption touchant ses activités et des questions d'éthique. Par conséquent, des actes frauduleux, le versement de pots-de-vin ou d'autres actes imprudents ou criminels pourraient être commis

et demeurer non détectés, ce qui occasionnerait une perte d'actifs ou une inexactitude dans les états financiers de la Société et ses documents d'information. En outre, une inconduite, une contribution politique illicite, la non-conformité aux lois et règlements déjà en vigueur ou proposés, des agissements anticoncurrentiels ou la commission d'une infraction criminelle par les dirigeants, employés, anciens employés ou mandataires de la Société pourraient la rendre passible d'amendes et de pénalités, de sanctions civiles, criminelles et administratives et l'exposer à une incapacité à soumissionner pour des contrats gouvernementaux ou privés, ou à obtenir de tels contrats, ce qui pourrait réduire ses produits des activités ordinaires et ses profits et porter atteinte à sa réputation et avoir un impact sur le cours des actions de la Société. L'imposition d'une sanction formelle par les autorités gouvernementales dans l'une ou l'autre de ces circonstances pourrait nécessiter la comptabilisation immédiate d'une charge en résultat et avoir une incidence négative sur les actifs, les passifs, les produits des activités ordinaires ou le goodwill de la Société.

Dans le cadre des relations d'affaires qu'elle entretient avec des organisations, des entreprises et des agences gouvernementales dans chacun des pays où elle mène des activités, WSP doit se conformer à une multitude de lois et de règlements complexes qui régissent les marchés publics et visent à faire en sorte que les organisations du secteur public octroient des contrats de manière transparente, compétitive, efficiente et non discriminatoire. Ces règles peuvent également imposer des mécanismes de vérification et des obligations de déclaration. WSP peut aussi être dans l'obligation, dans certains pays, d'obtenir des autorisations ou des attestations afin de conclure des contrats avec des organisations, des entreprises et des agences gouvernementales,

autorisations et attestations qui peuvent être révoquées dans diverses circonstances, entre autres au gré d'une autorité gouvernementale ou si la Société ou ses entreprises affiliées, ses administrateurs ou ses dirigeants sont trouvés coupables d'une infraction. Le non-respect de ces lois et règlements par la Société ou la commission par la Société, ses dirigeants, employés ou mandataires d'une infraction ou d'une inconduite prévue par ces règles pourraient rendre la Société passible d'une déclaration d'incapacité à passer des contrats avec un organisme public ou dans certains pays, obligatoire ou discrétionnaire, permanente ou temporaire, et l'exposer à d'autres pénalités et sanctions. Advenant une déclaration de culpabilité à l'égard d'une infraction, la Société pourrait se voir refuser le droit de participer aux contrats avec des organisations, des entreprises et des agences gouvernementales pour de longues périodes. Une telle déclaration de culpabilité pourrait également porter atteinte à sa réputation. L'inadmissibilité de la Société à conclure des contrats avec les organismes publics, une condamnation à la suite de certaines infractions ou l'imposition d'amendes formelles à l'égard de telles infractions dans l'un ou l'autre des pays où elle exploite une entreprise ou exerce ses activités pourraient empêcher de présenter des soumissions relatives à des contrats publics ou en sous-traitance dans ce territoire ou ailleurs.

La Société est en outre assujettie, dans certains pays où elle mène des activités, à des lois qui accordent aux autorités gouvernementales le pouvoir d'établir des mesures exceptionnelles afin que des sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de l'adjudication, de l'attribution ou de la gestion de contrats publics puissent être récupérées. En lien avec un remboursement ou un règlement en vertu de telles mesures

législatives, diverses conditions peuvent être imposées à la Société, et elle pourrait être tenue d'apporter certains changements à ses pratiques opérationnelles ce qui pourrait entraîner des coûts additionnels, en plus de compromettre sa capacité à saisir des occasions d'affaires.

Défaillance, interruption ou atteinte à la sécurité des systèmes, des réseaux et des données informatiques

La Société compte beaucoup sur les systèmes d'information, la technologie de communication, les logiciels de design, les applications d'entreprise et d'autres applications et systèmes technologiques, notamment les réseaux mondiaux et régionaux, l'infrastructure des serveurs et des systèmes d'exploitation pour assurer son fonctionnement adéquat, la prestation de ses services et la réalisation des produits de ses activités ordinaires. Si elle était incapable d'entretenir, de faire évoluer et d'augmenter continuellement les logiciels et le matériel informatique, de mettre à niveau ses systèmes et son infrastructure de réseau, de retenir son personnel clé en technologie de l'information et de prendre d'autres mesures pour améliorer l'efficacité de ses systèmes et les protéger, ses activités pourraient être interrompues ou retardées.

De plus, les systèmes informatiques et les systèmes de communication de la Société pourraient être endommagés ou leur fonctionnement pourrait être interrompu en raison de catastrophes naturelles, de pannes de télécommunication, d'actes de guerre ou de terrorisme, de virus informatiques, d'atteintes à la sécurité physique ou électronique ou d'événements ou de perturbations similaires. De plus, la Société fait face à des menaces d'accès non autorisés aux systèmes, de piratage informatique, de programmes

malveillants et de cyberattaques organisées. La Société consacre d'importantes ressources à la sécurité de ses systèmes informatiques en procédant à des investissements et à des améliorations en ce qui a trait à ses politiques, procédures et mesures de contrôle en matière de protection, de détection et d'atténuation des menaces informatiques. Cependant, étant donné l'évolution extrêmement rapide et la fréquence accrue des cybermenaces et des autres formes de menaces ou d'interruptions compromettant la sécurité des systèmes, les mesures mises en place pour assurer leur protection contre tous les risques liés à l'infrastructure informatique pourraient, dans certaines circonstances, se révéler insuffisantes pour éviter la communication inappropriée, la perte, le vol, le détournement ou la destruction d'information ainsi que l'accès non autorisé à certains renseignements ou encore les interruptions de services. Quiconque parviendrait à contourner les mesures de sécurité mises en place pourrait détourner des renseignements exclusifs ou confidentiels sur les activités de la Société ou des renseignements personnels sur les employés ou provoquer des pannes ou des défaillances des systèmes. Selon l'évolution dans le domaine de la cybersécurité, la Société pourrait être tenue d'engager des ressources importantes afin de se prémunir contre la menace d'une perturbation des systèmes et d'une atteinte à la sécurité ou afin d'atténuer les problèmes engendrés par une telle perturbation ou atteinte à la sécurité. L'un ou l'autre de ces événements pourraient causer des interruptions ou des retards de fonctionnement ainsi que la perte de données critiques, retarder ou empêcher l'exécution d'activités, entraîner des poursuites judiciaires contre la Société et porter préjudice à ses clients, à ses employés et à sa réputation.

Modifications du carnet de commandes

La Société ne peut pas garantir que les produits des activités ordinaires qui sont censés découler de son carnet de commandes seront bel et bien générés ou, s'ils le sont, qu'ils engendreront un bénéfice. Les projets peuvent demeurer dans le carnet de commandes pendant une longue période. En outre, les retards dans la réalisation de projets, les suspensions, les résiliations, les annulations, les réductions de portée de projets surviennent à l'occasion dans l'industrie de la Société pour des motifs hors de son contrôle et peuvent avoir des incidences importantes sur la valeur du carnet de commandes de la Société et des incidences négatives correspondantes sur les produits de ses activités ordinaires et sa rentabilité futurs. Une réduction du carnet de commandes pourrait entraîner une baisse des produits des activités ordinaires véritablement touchés par la Société. Les annulations de projets et les ajustements de portée possibles peuvent venir réduire encore davantage le montant en dollars du carnet de commandes ainsi que les produits que la Société touche véritablement.

De plus, la plupart des contrats de la Société renferment des dispositions prévoyant la « résiliation pour motifs de commodité » ou la résiliation à bref préavis qui autorisent le client à résilier ou à annuler le contrat à sa convenance, en donnant à la Société un préavis d'une durée déterminée ou en lui versant une indemnisation équitable, ou les deux, selon les modalités spécifiques du contrat. Si un nombre élevé de clients de la Société devaient se prévaloir de telles dispositions de résiliation pour motifs de commodité, ou si un ou plusieurs contrats étaient résiliés pour les mêmes motifs, le carnet de commandes de la Société serait touché négativement et des incidences négatives similaires toucheraient les produits de ses activités ordinaires et sa rentabilité futurs.

Une diminution importante du carnet

de commandes pourrait engendrer des coûts liés à la réduction du personnel, ce qui aurait pour effet de réduire le résultat net de la Société.

Produits provenant de contrats avec des instances gouvernementales

La demande pour les services de la Société est liée au niveau de financement gouvernemental affecté à la reconstruction, à l'amélioration et à l'expansion des systèmes d'infrastructure. La Société tire une partie importante de ses produits des activités ordinaires de projets gouvernementaux ou financés par les gouvernements, et elle prévoit continuer de le faire. Des changements importants sur le plan du financement gouvernemental (notamment les contraintes liées au financement traditionnel), l'incidence à long terme de la récente crise économique (y compris les futures contraintes budgétaires et les inquiétudes suscitées par les déficits), les priorités politiques changeantes, les changements de gouvernement ou le report de projets causés par les processus électoraux peuvent avoir des retombées négatives sur les activités, les perspectives, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Le succès et l'expansion des activités de la Société sont en partie tributaires du financement continu des programmes gouvernementaux et de la capacité de la Société à participer à ces programmes. Toutefois, les gouvernements pourraient ne pas disposer de ressources suffisantes pour financer ces programmes ou décider de ne pas les financer même s'ils disposent des ressources nécessaires. Certains contrats gouvernementaux sont assujettis à une reconduction ou un renouvellement annuels et, en conséquence, la Société ne peut être sûre qu'elle continuera à fournir des services aux termes de ces contrats

au cours des périodes à venir. Les organismes gouvernementaux peuvent généralement mettre fin à ces contrats à leur gré ou rendre la Société inadmissible à conclure des contrats avec eux. La Société pourrait devoir engager des frais relativement à la résiliation de ces contrats en plus de subir la perte de projets. Dans certains marchés, les contrats avec les instances gouvernementales sont parfois assujettis à des règlements stricts et à la vérification des frais réels engagés. Ces vérifications peuvent mener à la détermination qu'un règlement a été enfreint ou que des ajustements doivent être apportés au montant des coûts contractuels remboursables par les instances et au montant des frais généraux alloués par celles-ci. Par conséquent, les produits des activités ordinaires de la Société pourraient être ajustés à la baisse si les coûts qui ont été comptabilisés étaient supérieurs aux coûts récupérables autorisés.

Risques pour la santé, la sécurité et l'environnement

Les systèmes de la Société en matière de santé, de sécurité et d'environnement visent à réduire les risques pour les personnes, l'environnement et ses activités. Beaucoup d'employés sont cependant exposés à des risques pour la santé et la sécurité ainsi qu'à des risques environnementaux dans le cadre de leur emploi. Un certain nombre de ces risques pourraient causer des blessures, des décès ou des dommages à l'environnement ou aux biens de la Société ou de tiers. Il pourrait aussi arriver que la responsabilité civile ou légale de la Société envers des employés soit engagée à la suite de blessures ou de décès qui surviendraient parce que les politiques et les pratiques en matière de santé et de sécurité seraient inadéquates. La Société ne peut se protéger entièrement contre tous ces risques, et tous les risques ne sont pas par ailleurs assurables. La Société

pourrait être déclarée responsable de dommages découlant d'événements pour lesquels elle ne peut obtenir d'assurance ou pour lesquels elle pourrait avoir choisi de ne pas s'assurer en raison de primes trop élevées ou pour d'autres motifs. De plus, la Société risque de devoir engager des coûts additionnels à l'égard de projets dans le cadre desquels se sont produits des dommages à l'environnement ou des incidents concernant la santé et la sécurité, parce qu'il faudra plus de temps pour les réaliser ou parce que des blessures entraîneront des pertes de temps.

Mécanismes de contrôle et divulgation

Des limites ou des restrictions inhérentes aux mécanismes internes de contrôle et de divulgation de la Société pourraient occasionner des inexactitudes importantes dans les informations financières. La Société maintient des systèmes comptables et des contrôles internes à l'égard de ses procédures de communication de l'information financière. Les mécanismes de contrôle ont des limites ou des restrictions inhérentes, les contrôles peuvent être déjoués par des individus posant des actes intentionnels ou non, à la suite de collusion entre deux ou plusieurs personnes, d'erreurs de jugement ou de pannes résultant d'une erreur humaine, ou ils peuvent être outrepassés par la direction. Il n'existe aucun système ni aucun contrôle qui peuvent constituer une assurance absolue que les fraudes, les erreurs, les contournements ou l'omission de divulgation peuvent être et seront prévenus ou détectés. Si des fraudes, des erreurs, le contournement ou l'omission de divulgation se produisaient, cela pourrait occasionner des inexactitudes importantes dans les informations financières. En outre, les prévisions quant à l'évaluation de l'efficacité des contrôles pour les périodes futures sont sujettes au risque que les contrôles deviennent

inadéquats à cause des changements de conditions, ou au risque que le degré de conformité aux politiques ou aux procédures se détériore. Des contrôles inadéquats pourraient aussi occasionner de la fraude et la prise de décisions inappropriées fondées sur des données financières internes erronées. Des mécanismes internes de contrôle ou de divulgation inadéquats peuvent aussi avoir des incidences négatives importantes sur l'actif, le passif, les produits des activités ordinaires et les charges de la Société.

Risque de poursuites

La Société est occasionnellement menacée de poursuites ou peut faire l'objet, dans le cours normal de ses activités, de diverses poursuites, notamment de poursuites fondées sur des erreurs et des omissions professionnelles, de poursuites liées aux activités antérieures menées à titre d'entrepreneur général par ses prédécesseurs et de poursuites liées au non-respect des lois et règlements par un employé ou un ancien employé. Conformément aux lois, aux règlements et aux normes professionnelles applicables, la Société produit, à l'intention de ses clients, des rapports et des avis fondés sur son expertise professionnelle en ingénierie, de même que sur ses autres compétences professionnelles. Elle pourrait cependant être responsable face à des tiers qui utilisent ses rapports ou avis, ou qui s'y fient, et ce, même si elle n'est pas liée à eux par contrat. L'obligation d'assurer une défense contre des poursuites de cette nature relativement à l'un des services fournis par la Société pourrait nécessiter une attention substantielle de la part de sa direction, exiger des ressources financières considérables, entraîner des frais juridiques élevés ou des dommages-intérêts ou amendes et sanctions pour lesquels la Société n'est peut-être pas entièrement assurée, ce qui pourrait nuire à sa réputation et compromettre

sa capacité à obtenir de nouveaux projets et à recruter des employés qualifiés. De plus, l'introduction d'une instance à l'endroit de la Société pourrait nécessiter la comptabilisation immédiate d'une provision en résultat et avoir une incidence négative sur ses actifs, ses passifs, ses produits des activités ordinaires ou son goodwill.

Intégration et gestion des acquisitions

La direction est d'avis que la croissance par acquisitions peut procurer certains avantages à la Société. La réalisation de ces avantages dépend en partie de l'aboutissement des efforts déployés afin de regrouper les fonctions et d'intégrer et mettre à profit les activités d'exploitation, les procédures et les ressources humaines de façon diligente et efficace. Elle dépend aussi de la capacité de la Société à assurer le transfert des connaissances et à dégager des produits, à réaliser des synergies et à concrétiser d'autres occasions de croissance pouvant découler du regroupement des divisions et des activités des entreprises acquises avec celles de WSP. L'incapacité de la Société d'intégrer adéquatement les entreprises acquises pourrait entraîner l'incapacité de réaliser les avantages prévus d'une ou de plusieurs acquisitions. L'intégration à même les activités de WSP des entreprises acquises par elle prévoit notamment le regroupement des systèmes et du personnel. L'intégration réussie d'une entreprise acquise et, par conséquent, le succès des activités de la Société pourraient également être compromis par l'absence de collaboration entre le personnel et les professionnels de l'entreprise acquise et ceux de la Société. En particulier, la Société pourrait exiger comme condition à ses acquisitions que les principaux collaborateurs et professionnels concluent des contrats de travail valables pour des périodes déterminées à la suite de l'acquisition ou qu'ils signent des contrats de non-concurrence. Or il existe un risque

que ces engagements ne soient pas respectés ou que les collaborateurs et les professionnels qui y sont soumis, ou d'autres collaborateurs et professionnels, ne réussissent pas à bien s'intégrer et à contribuer aux activités et au succès de la Société.

L'intégration requiert une somme considérable d'efforts, de temps et de ressources, ce qui pourrait détourner l'attention et les ressources de la direction d'autres occasions stratégiques et de questions liées à l'exploitation pendant la durée du processus. Le processus d'intégration pourrait aussi perturber les activités courantes de la Société, ses relations avec les clients et les employés ainsi que ses autres relations, ce qui pourrait compromettre sa capacité à réaliser les avantages qu'elle prévoit tirer d'une acquisition, y compris sa capacité à réaliser les synergies devant découler de l'intégration de l'entreprise dans WSP. Plus particulièrement, des clients importants des entreprises acquises pourraient ne pas être conservés après l'acquisition de ces entreprises.

Divers facteurs peuvent également compromettre les avantages attendus d'une acquisition ou empêcher qu'ils se matérialisent ou soient réalisés à l'intérieur de la période prévue par la Société. Des différences culturelles entre les divers pays où la Société a acquis des entreprises pourraient nuire au plan d'intégration des acquisitions conclues par la Société. L'intégration réussie d'une entreprise acquise est tributaire de la volonté de cette dernière à adhérer aux valeurs et à la culture de la Société. Les entreprises récemment acquises pourraient manifester une résistance au changement et rester fidèles aux valeurs et à la culture du passé, ce qui pourrait compromettre les plans d'intégration de la Société.

De plus, l'intégration d'entreprises pourrait être ponctuée d'imprévus pouvant entraîner des problèmes d'ordre opérationnel, notamment des problèmes touchant les systèmes d'exploitation

et de gestion et le système financier de la Société, lesquels pourraient être incompatibles avec ceux des entreprises acquises ou inadéquats pour réussir leur intégration.

Rien ne garantit que la Société sera en mesure de réussir l'intégration d'acquisitions déjà conclues. Chaque année, la Société engage des frais liés aux acquisitions et à l'intégration, frais qui peuvent être considérables.

Il pourrait exister des passifs et des éventualités liés aux acquisitions que la Société aurait omis de déceler ou n'était pas en mesure de quantifier dans le cadre du contrôle préalable effectué avant la clôture d'une acquisition et qui pourraient avoir une incidence négative importante sur ses activités, sa situation financière ou ses perspectives.

Défis associés à la taille

Au cours des dernières années, la Société a crû considérablement, elle compte aujourd'hui approximativement 42 000 employés dans 40 pays, et elle entend poursuivre sa stratégie de croissance. La Société doit communiquer et gérer efficacement sa culture, ses valeurs, ses normes, ses contrôles internes et ses politiques à l'échelle de cette organisation élargie. La communication et la gestion efficaces de la culture, des valeurs, des normes et des contrôles à l'échelle d'une grande organisation mondiale sont à la fois difficiles et laborieuses pour la direction et pour les employés concernés. La Société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses objectifs stratégiques si elle ne parvenait pas à surmonter les défis liés à la diversité culturelle et aux particularités des marchés locaux. Les différences culturelles entre divers pays peuvent en outre présenter des obstacles à l'introduction de nouvelles idées ou à l'adoption de la vision et de la stratégie de WSP dans l'ensemble de l'organisation. Si la Société ne réussit pas à surmonter ces obstacles, elle pourrait être incapable d'atteindre ses objectifs de croissance et de rentabilité.

Risques associés à des contrats pour services professionnels

Une partie des produits des activités ordinaires de la Société est tirée de contrats négociés à prix fixe. En vertu de ces contrats, la Société convient d'exécuter la totalité ou une partie précise des travaux faisant l'objet du contrat moyennant une rémunération fixe. Les contrats négociés à prix fixe exposent la Société à un certain nombre de risques non inhérents aux contrats rémunérés sur une base horaire, notamment une sous-estimation des honoraires, des ambiguïtés dans les spécifications, des difficultés imprévues, des problèmes liés aux nouvelles technologies, l'incapacité de clients d'honorer leurs obligations en temps opportun, des retards hors de son contrôle, des fluctuations économiques ou d'autres changements pouvant survenir pendant la période contractuelle, et des pertes. Une augmentation du nombre de contrats négociés à prix fixe ou de l'envergure de ces contrats ferait en sorte d'accroître l'exposition de la Société à ces risques.

La Société a habituellement des demandes de paiement en suspens présentées à ses clients pour des travaux qui ont été exécutés en surplus des contrats originaux et pour lesquels les produits des activités ordinaires ont déjà été comptabilisés. En règle générale, la Société ne peut garantir que ces demandes seront approuvées par ses clients, même en partie. Si ces demandes ne sont pas approuvées, les produits des activités ordinaires de la Société pourraient être réduits au cours de périodes ultérieures. Dans certains cas, la Société pourrait garantir à un client que son projet sera terminé au plus tard à une certaine date. Dans pareil cas, la Société pourrait devoir engager des coûts supplémentaires advenant le cas où le projet ne serait pas géré efficacement ou terminé à la date prévue pour quelque raison que ce soit. Tout projet qui n'est pas

terminé à temps réduit d'autant sa rentabilité : le personnel qui doit continuer à travailler plus longtemps que prévu sur le projet en question ne peut se consacrer à la recherche ni à la réalisation de nouveaux projets. En outre, les dépassements de coûts ou les retards risquent d'engendrer de l'insatisfaction de la part du client. Les produits tirés d'un projet pourraient aussi être réduits si la Société devait payer des dommages-intérêts en vertu de dispositions prévoyant le versement d'une indemnité. Ces dommages-intérêts pourraient être considérables et être calculés sur une base journalière.

Dans certaines circonstances, la capacité de la Société à négocier certaines modalités et conditions contractuelles pourrait être limitée. Une telle situation peut se présenter dans le cadre de contrats gouvernementaux ou de projets de très grande envergure dans lesquels la Société n'a pas un grand rôle à jouer. Ces types de contrats pourraient exposer la Société à des risques ou à des coûts supplémentaires qui pourraient à leur tour affecter la rentabilité de ses projets.

De plus, il arrive à l'occasion que la Société mène des projets d'ingénierie-approvisionnement-construction (« IAC ») en partenariat avec des entrepreneurs en construction. Dans le cadre de ces projets, la Société assume tous les risques liés à l'ingénierie, à l'approvisionnement relié à la construction, hormis certains risques qui pourraient être assumés par le client aux termes du contrat. Toute perte subie dans le cadre des projets d'IAC pourrait avoir une incidence négative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Partenariats

Dans le cadre de sa stratégie d'exploitation, la Société peut conclure certaines ententes comme des contrats de partenariat ou des alliances stratégiques. Le succès des partenariats de la Société repose

sur le respect, par les partenaires de la Société, de leurs obligations s'y rattachant. Les différences de points de vue des participants à un partenariat pourraient entraîner des tergiversations, des conflits ou le non-respect des obligations du partenariat. L'omission ou le refus de la part de ses partenaires de s'acquitter de leurs obligations pourrait alourdir les obligations financières et les engagements d'exécution de la Société, ce qui pourrait accroître ses coûts et porter atteinte à sa réputation. Si une telle situation se produisait, la Société pourrait avoir à payer des sanctions pécuniaires ou des dommages-intérêts, à offrir des services additionnels, ou à faire des investissements additionnels pour assurer la prestation adéquate des services prévus au contrat. En vertu d'ententes prévoyant des responsabilités conjointes, la Société pourrait être tenue responsable de ses obligations et de celles de ses partenaires.

Dans certains cas, la Société pourrait n'avoir qu'un contrôle limité sur les mesures ou les décisions prises par le partenariat. Ces partenariats pourraient ne pas être assujettis aux mêmes exigences en matière de contrôles internes et de contrôles internes à l'égard de l'information financière que celles auxquelles la Société se conforme, ce qui pourrait avoir des incidences négatives sur les activités et les résultats d'exploitation de la Société.

Le non-respect par une entité membre d'un partenariat des lois, règles ou règlements applicables ou des exigences des clients pourrait avoir des répercussions négatives sur les activités de la Société et, dans le cas de contrats gouvernementaux, rendre la Société passible d'amendes, de pénalités, d'une suspension ou même d'exclusion, ce qui pourrait avoir des incidences négatives sur la réputation, les activités, la situation financière et les résultats des activités ordinaires de la Société.

Conjoncture économique

Les marchés mondiaux et locaux de capitaux et de crédit et les économies à l'échelle mondiale et locale peuvent traverser des périodes de grande incertitude caractérisées par la faillite, l'échec, l'effondrement ou la vente d'un ou de plusieurs secteurs, notamment d'institutions financières, et exiger une intervention massive de gouvernements et d'organisations internationales. Les conditions économiques dans l'un ou l'autre des marchés où la Société mène des activités peuvent faiblir et rester moroses ou s'aggraver. Même si la croissance économique reprenait dans certaines régions du monde, de nombreux marchés pourraient demeurer fragiles et connaître d'autres périodes de croissance économique négative. En outre, de nombreux gouvernements ont eu recours, ou continuent d'avoir recours à d'importantes mesures de relance budgétaire en vue d'éviter les récessions, et ils sont maintenant aux prises avec d'énormes dettes et déficits qui continuent de s'aggraver et qui pourraient les obliger notamment à comprimer les dépenses et à augmenter les impôts et les taxes. Ces conditions pourraient influencer sur la demande des entités publiques et privées pour les services de la Société. La demande pour les services de la Société pourrait aussi être vulnérable aux réductions de dépenses dans le secteur privé résultant d'un ralentissement économique soudain ou de changements dans le prix des marchandises, par exemple le pétrole, le gaz naturel ou les métaux, ce qui inciterait les clients à reporter, à réduire ou à annuler leurs projets en cours ou planifiés. L'une ou l'autre de ces situations pourrait nuire à la demande pour les services de la Société, ce qui risquerait d'avoir des incidences négatives sur la Société, ses activités commerciales, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

En outre, les fluctuations des taux d'intérêt, la volatilité des marchés financiers ou les perturbations du

marché du crédit pourraient limiter l'accès de la Société aux capitaux et nuire à la capacité de ses clients de financer leurs activités à des conditions acceptables. Si le rendement opérationnel et financier des clients de la Société devait se détériorer, ou si ceux-ci se trouvaient incapables de respecter leurs échéanciers de paiements ou d'obtenir du crédit, ils pourraient être dans l'impossibilité de payer la Société. Le défaut de paiement de clients de la Société pourrait avoir une incidence défavorable sur son carnet de commandes, ses résultats et ses flux de trésorerie.

Enfin, la hausse de l'inflation, des taux d'intérêt et des coûts de construction pourrait réduire la demande pour les services de la Société dans les marchés où elle exerce ou exercera ultérieurement des activités. La Société est également exposée au risque d'inflation croissante relativement aux contrats négociés à prix fixe. Du fait qu'elle tire une partie importante de ses revenus de contrats prévoyant le remboursement des coûts, les effets de l'inflation sur sa situation financière et ses résultats des activités ordinaires au cours des dernières années ont été peu importants. Toutefois, si elle venait à étendre ses activités dans des marchés ou des secteurs géographiques où les contrats négociés à prix fixe sont plus prévalents, l'inflation pourrait avoir des répercussions plus marquées sur ses résultats d'exploitation.

Dépendance de la Société envers des fournisseurs et des sous-traitants

La Société fait affaire avec un grand nombre de fournisseurs et de sous-traitants. La réalisation rentable de certains contrats est tributaire, en grande partie, de l'exécution satisfaisante des travaux par les sous-traitants chargés des différents éléments des travaux. Si ces sous-traitants ne respectent pas les normes acceptées, la Société pourrait être

obligée d'embaucher d'autres sous-traitants pour effectuer ces tâches, ce qui pourrait augmenter les coûts liés à un contrat et avoir une incidence sur la rentabilité d'un projet particulier et, dans certaines circonstances, entraîner des pertes importantes. Le non respect par un fournisseur ou un sous-traitant de ses engagements contractuels pourrait avoir un effet défavorable important sur les activités, les perspectives, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Dépendance envers les clients

La demande en matière de services professionnels, tels que ceux fournis par la Société, est assujettie à des fluctuations découlant de divers facteurs liés aux clients de la Société, notamment la conjoncture économique. Bien que les produits des activités ordinaires de la Société ne dépendent pas substantiellement d'un client en particulier, les contrats de service sont résiliables par les clients sous réserve d'un court préavis, et rien ne garantit que la Société aura la capacité de préserver ses relations avec ses plus importants clients.

Disponibilité et rétention de personnel professionnel qualifié

Le succès de la Société est en partie tributaire de sa capacité à recruter et à maintenir en poste des ingénieurs qualifiés et d'autres professionnels compétents dans des secteurs particuliers. Au fil des ans, une importante pénurie d'ingénieurs s'est installée dans certains marchés, ce qui a fait en sorte d'exercer une pression continue à la hausse sur les programmes de rémunération des ingénieurs. Rien ne garantit que la Société saura intéresser, embaucher et retenir un nombre suffisant d'ingénieurs et de professionnels qualifiés pour continuer à maintenir et à faire croître son entreprise. L'incapacité d'intéresser,

d'embaucher et de maintenir en poste un nombre suffisant d'ingénieurs et d'autres professionnels qualifiés pourrait restreindre la capacité de la Société à soutenir et à augmenter les produits de ses activités ordinaires.

Utilisation adéquate de la main-d'œuvre

Les coûts de prestation de services, notamment en ce qui a trait au degré d'utilisation de la main-d'œuvre, ont une incidence sur la rentabilité de la Société. La proportion dans laquelle la Société emploie sa main-d'œuvre dépend d'un certain nombre de facteurs, dont les suivants :

- sa capacité à affecter des employés en fin de projet à de nouveaux mandats et à recruter et à former de nouveaux employés;
- sa capacité à anticiper la demande pour ses services et à maintenir des effectifs adéquats dans chacune des régions où elle est présente;
- sa capacité à gérer les départs naturels;
- la nécessité de consacrer du temps et des ressources à la formation du personnel, à la recherche de clients, au perfectionnement professionnel et aux autres activités non facturables;
- sa capacité à appairer les compétences des employés aux besoins du marché.

Si la Société fait un suremploi de main-d'œuvre, ses employés risquent de se démotiver, ce qui pourrait influencer sur l'érosion des effectifs. Si la Société sous-emploie sa main-d'œuvre, sa marge bénéficiaire et sa rentabilité risquent d'en souffrir.

Arrêts de travail et conflits de travail

Au 31 décembre 2017, les employés en Suède et en Finlande, représentant approximativement 11 % de l'effectif

de la Société, et la grande majorité des employés syndiqués de la Société étaient couverts par des conventions collectives renouvelables chaque année. Bien que la Société estime entretenir de bonnes relations avec ses employés, elle a, par le passé, connu des conflits de travail avec ceux-ci. Une grève ou un arrêt de travail prolongé causé par des employés syndiqués ou non syndiqués, en lien avec l'un ou l'autre des projets de la Société, pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société.

Plafonds d'assurance

La Société estime que son assurance en cas d'erreur et d'omission, son assurance de responsabilité civile des entreprises et son assurance responsabilité des administrateurs et dirigeants couvrent tous les risques assurables importants, offrent une couverture comparable à celle que souscrirait un exploitant prudent dans un secteur d'activité semblable à celui de la Société et sont assujetties aux franchises, aux limites et aux exclusions usuelles ou raisonnables quant au coût de l'obtention d'assurances et aux conditions actuelles d'exploitation. Cependant, il n'est pas possible de garantir que ces assurances continueront d'être offertes à des conditions économiquement réalisables, que tous les événements qui pourraient causer une perte ou engager la responsabilité sont assurables ou que les couvertures d'assurance seront suffisantes pour couvrir chaque perte ou chaque réclamation pouvant mettre en cause les actifs ou les activités de la Société.

Conditions météorologiques extrêmes et impact de catastrophes naturelles ou autres

Les activités de la Société sur les chantiers se déroulent habituellement en plein air et comprennent des services d'arpentage professionnel,

d'ingénierie, de collecte et d'examen de données sur le terrain, d'archéologie, de reconnaissance géotechnique et de forage exploratoire, de supervision et d'inspection de travaux de construction, de mise en service, d'essais et d'exploitation d'usines. Des conditions météorologiques extrêmes, des catastrophes naturelles ou autres (tremblements de terre, incendies, inondations, épidémies, pandémies et autres événements similaires) pourraient entraîner le report du démarrage ou retarder l'achèvement des travaux de la Société sur les chantiers et empêcher ses employés de se rendre au travail, ce qui pourrait occasionner des délais ou une réduction des produits comptabilisés, tandis que les coûts continueraient de s'accumuler. Des conditions météorologiques extrêmes ou des désastres peuvent aussi retarder le début ou l'achèvement de diverses phases de travaux liés à d'autres services devant être réalisés simultanément ou ultérieurement aux travaux sur les chantiers, ou même en forcer l'annulation. Un retard dans la prestation des services de la Société pourrait l'obliger à engager des coûts additionnels non remboursables, notamment pour payer les heures supplémentaires nécessaires pour respecter les échéanciers des clients. En raison de divers facteurs, un retard dans le commencement ou l'achèvement d'un projet peut également entraîner des pénalités, des sanctions ou même l'annulation de contrats.

Risque lié à la réputation

Pour rester compétitive, la Société dépend dans une large mesure de ses relations avec ses clients et de sa réputation pour la prestation de services professionnels de grande qualité et en tant que firme de services professionnels qui respecte les plus hautes normes d'éthique. Le défaut de la Société de répondre aux attentes de ses clients dans le cadre d'un projet, y compris la possibilité d'une défaillance ou d'un incident

grave ayant des répercussions sur un projet, pourrait avoir une incidence négative sur la façon dont elle est perçue dans le marché. La Société a déjà fourni des informations précises au sujet d'enquêtes, d'allégations et de constatations de conduite inappropriée visant certaines de ses activités ou certains de ses administrateurs, dirigeants et employés. En outre, le non-respect par la Société des lois et des règlements applicables ou des lignes directrices généralement reconnues en matière de responsabilités d'entreprise, environnementales, sociales ou de gouvernance, des inconduites, des contributions politiques illégales, des pratiques anticoncurrentielles ou des actes criminels commis par ses dirigeants, ses employés, ses mandataires ou ses partenaires ou d'autres actes ou omissions sur le plan éthique pourraient avoir des incidences négatives sur sa réputation et influencer sur sa capacité à obtenir des mandats.

Risques liés à l'industrie

Concurrence dans le secteur

La Société évolue dans des marchés hautement concurrentiels et a de nombreux concurrents pour chacun de ses services. La taille et les spécificités des concurrents varient grandement en fonction du type de services qu'ils offrent. Certains des concurrents de la Société sont en exploitation depuis plus longtemps qu'elle, leur nom jouit d'une plus grande notoriété, leur clientèle est plus importante, et ils ont atteint une pénétration de marché considérablement plus large dans certains des domaines où la Société leur livre concurrence. En outre, certains concurrents de la Société disposent de ressources financières ou d'une souplesse financière et de ressources en marketing beaucoup plus importantes que les siennes. De plus, devant l'extrême rapidité du développement

technologique, la Société doit continuer d'anticiper les changements qui ne manqueront pas de survenir dans les besoins de sa clientèle et, pour ce faire, elle doit adapter ses services de manière à maintenir et à améliorer son avantage concurrentiel. Si la Société cessait d'innover et de tirer profit des avancées technologiques, sa capacité à retenir ses clients existants de même qu'à en attirer de nouveaux pourrait être compromise. Cette vive concurrence pourrait avoir d'importantes répercussions négatives sur les activités de la Société, sur sa situation financière et sur ses résultats d'exploitation si elle devait réduire sa part actuelle des segments de marchés dans lesquels elle évolue.

Modifications de la réglementation

Une partie des services professionnels qu'offre la Société est directement ou indirectement liée à des lois et à des règlements. Des modifications à ces règlements pourraient avoir des répercussions plus importantes sur les activités de la Société que sur celles d'autres firmes de services professionnels. Par conséquent, des changements au nombre ou à la portée de ces lois et règlements pourraient réduire considérablement la taille de sa part de ce marché.

Sensibilité accrue face aux facteurs environnementaux

Étant donné la sensibilité accrue face au changement climatique mondial, certains spécialistes ont avancé que les entreprises actives dans des industries dont les projets risquent d'avoir des incidences sur l'environnement pourraient faire l'objet de poursuites par des gouvernements, des actionnaires ou des défenseurs de l'environnement. L'annulation de grands projets confiés à la Société en raison de préoccupations environnementales ou des poursuites d'envergure liées à l'environnement qui toucheraient

des clients clés de la Société pourraient avoir des répercussions importantes sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Risques liés aux liquidités, aux sources de financement et à la situation financière de la Société

Détérioration de la situation financière ou de la position nette de trésorerie

Une dégradation ou un affaiblissement de la situation financière de la Société, y compris de sa position de trésorerie nette, pourrait avoir une incidence défavorable significative sur ses activités et ses résultats d'exploitation. La Société compte à la fois sur sa position de trésorerie et sur les marchés du crédit et les marchés financiers pour combler une partie de ses besoins en capital. De plus, dans certains cas, elle doit obtenir des garanties bancaires à l'appui de ses diverses obligations contractuelles. Une instabilité ou des bouleversements importants sur les marchés financiers, y compris les marchés du crédit, ou une dégradation ou un affaiblissement de sa situation financière, y compris sa position de trésorerie nette, en raison de facteurs internes ou externes, pourraient limiter ou empêcher l'accès de la Société à une ou plus d'une source de financement, ou accroître considérablement le coût des sources de financement, y compris les facilités de crédit, l'émission de titres d'emprunt à long terme, ou la disponibilité des lettres de crédit nécessaires pour garantir ses obligations contractuelles ou autres obligations relatives aux projets.

Rien ne garantit que la Société maintiendra une position de trésorerie nette appropriée et que les flux de trésorerie provenant de

ses activités d'exploitation seront suffisants pour financer ses activités et ses besoins en matière de liquidités, assurer le service de sa dette ou maintenir sa capacité à obtenir et à conserver des garanties bancaires.

Le prélèvement d'un montant sur les lettres de crédit ou les garanties bancaires par un ou plus d'un tiers pourrait notamment réduire de façon importante la position de trésorerie de la Société et avoir une incidence défavorable grave sur ses activités et ses résultats d'exploitation.

Besoins en fonds de roulement

La Société pourrait avoir des besoins importants en fonds de roulement qui, s'ils ne sont pas financés, pourraient avoir des répercussions défavorables sur ses activités, sa situation financière et ses flux de trésorerie. À l'occasion, la Société peut avoir besoin d'un fonds de roulement important pour financer l'exécution de travaux d'ingénierie ou d'autres travaux réalisés dans le cadre de projets avant de recevoir le paiement des clients. Dans certains cas, la Société a l'obligation contractuelle envers ses clients de financer les besoins en fonds de roulement relatifs aux projets. Une augmentation des besoins en fonds de roulement pourrait avoir une incidence défavorable sur les activités, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

Par ailleurs, la Société pourrait temporairement manquer de liquidités si elle n'était pas en mesure d'utiliser ses soldes de trésorerie et ses placements à court terme pour financer ses besoins en fonds de roulement. Les soldes de trésorerie et les placements à court terme de la Société sont détenus dans des comptes auprès de banques et d'institutions financières, et certains dépôts de la Société excèdent la couverture d'assurance disponible. Il existe un risque que ces banques et institutions financières puissent éventuellement faire faillite ou être

mises sous séquestre, ou faire l'objet d'une saisie par les gouvernements, ce qui pourrait faire en sorte que la Société manque temporairement de liquidités ou soit dans l'incapacité de recouvrer ses dépôts en excédent de la couverture d'assurance disponible.

Si les conditions des marchés du crédit et la conjoncture économique à l'échelle mondiale continuaient de s'aggraver de façon importante, la Société pourrait avoir de la difficulté à maintenir une répartition diversifiée de son actif auprès d'institutions financières solvables.

En outre, la Société peut investir une partie de sa trésorerie dans des occasions d'investissement à long terme, y compris l'acquisition d'autres entités ou activités, la réduction de certains passifs tels que des passifs non capitalisés au titre des prestations ou les rachats d'actions en circulation de la Société. Dans la mesure où la Société utiliserait la trésorerie à de telles fins, le montant des liquidités disponibles pour les besoins du fonds de roulement dont il est question plus haut pourrait être réduit.

Créances clients

Comme cela est courant dans le secteur des services professionnels, la Société affiche un niveau élevé de créances clients à son état de la situation financière. Cette valeur est répartie entre de nombreux contrats et clients. Bien que la Société procède à des examens réguliers des créances clients afin d'identifier les clients ayant des retards de paiements ou des comptes en souffrance et de résoudre les problèmes causant ces retards, rien ne garantit que les créances clients impayées seront acquittées en temps voulu, ou même qu'elles le seront. Le non-paiement des créances clients pourrait avoir des incidences négatives sur la situation financière et la rentabilité de la Société.

Hausse de l'endettement

Le 31 décembre 2017, la facilité de crédit était utilisée à hauteur de 1094,0 M\$. Ce niveau d'endettement pourrait obliger la Société à consacrer une partie considérable de ses flux de trésorerie au paiement des intérêts et au remboursement du capital, ce qui risquerait d'avoir d'importantes répercussions pour les investisseurs, en particulier les suivantes :

- l'endettement pourrait limiter la capacité de la Société à faire des investissements importants pour sa croissance et sa stratégie ou à obtenir du financement supplémentaire pour son fonds de roulement, ses dépenses d'investissement, ses obligations au titre du service de la dette, ses acquisitions et ses besoins d'exploitation généraux ou autres;
- certains emprunts de la Société comportent des taux d'intérêt variables, ce qui l'expose au risque d'augmentation des taux d'intérêt;
- l'endettement pourrait limiter la capacité de la Société à s'ajuster à l'évolution de la conjoncture des marchés et la désavantager par rapport à ses concurrents moins endettés;
- la Société pourrait être incapable de verser des dividendes sur ses actions;
- la Société pourrait être vulnérable face à un ralentissement économique.

Aux termes de la facilité de crédit, la Société est autorisée à contracter des dettes supplémentaires dans certaines circonstances. Toutefois, ce faisant, elle augmenterait les risques décrits ci-dessus. La facilité de crédit oblige WSP à respecter, entre autres, certaines clauses restrictives sur une base consolidée. Les principales clauses portent sur le ratio de la dette nette consolidée sur le résultat consolidé avant le BAIIA ajusté ainsi que sur le ratio de couverture des intérêts, qui

sont des mesures non conformes aux IFRS. La direction passe en revue trimestriellement la conformité de la Société aux clauses restrictives dans le cadre des exigences de dépôt prévues aux termes de sa facilité de crédit. Toutes les clauses restrictives étaient respectées au 31 décembre 2017.

Dans l'éventualité où la Société serait incapable d'obtenir, à des conditions acceptables, des capitaux additionnels pour financer sa stratégie de croissance, elle pourrait se voir obligée de réduire la portée prévue de son expansion, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa stratégie de croissance, sa compétitivité future et ses résultats d'exploitation. Si elle devait utiliser des liquidités générées en interne ou contracter des dettes pour réaliser des acquisitions, sa marge de manœuvre opérationnelle et financière serait considérablement réduite. La mesure dans laquelle la Société pourra ou voudra utiliser ses actions pour faire des acquisitions sera fonction du cours de ses actions et dépendra de la volonté des vendeurs potentiels de les accepter en guise de paiement total ou partiel. La Société pourrait en outre être dans l'obligation de contracter des dettes additionnelles si elle faisait l'acquisition d'une autre entreprise, ce qui augmenterait ses obligations de remboursement et pourrait avoir un effet négatif sur ses liquidités et sa rentabilité futures.

La Société pourrait également se trouver dans l'obligation de mobiliser des capitaux additionnels sur le marché public pour poursuivre sa stratégie. La disponibilité de financement sera fonction de l'état des marchés à ce moment, de même que du caractère acceptable des modalités de financement offertes. Rien ne garantit que la Société pourra obtenir du financement, ou qu'elle pourra en obtenir suffisamment et à des conditions acceptables, pour financer ses besoins, surtout en période de ralentissement économique.

Dépréciation du goodwill

Comme la croissance de la Société découle en partie des acquisitions, le goodwill et les immobilisations incorporelles représentent une partie considérable de son actif. Au 31 décembre 2017, la Société avait un goodwill de 2 979,0 M\$, soit 45,7 % de son actif total de 6 523,6 M\$. Pour se conformer aux IFRS, la Société doit procéder chaque année à un test de dépréciation du goodwill comptabilisé dans ses états consolidés de la situation financière; la Société a recours à la méthode de la juste valeur. La Société a choisi de procéder au test annuel de dépréciation du goodwill le premier jour du quatrième trimestre de son exercice. La Société doit aussi procéder à un test de dépréciation du goodwill entre les tests annuels lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la survenance d'un événement ou d'une situation a pour effet de faire baisser la juste valeur d'une UGT au-dessous de sa valeur comptable, ce qui signifierait que la valeur des actifs acquis est descendue sous le prix payé par la Société. Ces événements ou situations peuvent comprendre un changement défavorable important dans le climat économique, notamment une baisse importante et soutenue de la valeur d'une UGT, des facteurs juridiques, des indicateurs du rendement d'exploitation, la concurrence, la vente ou la cession d'une partie importante des activités de la Société, des interventions gouvernementales potentielles relatives à ses installations et d'autres facteurs. Si la valeur recouvrable d'une UGT était inférieure à sa valeur comptable, la Société pourrait être obligée de comptabiliser une perte de valeur. Le montant de toute réduction de valeur pourrait être considérable et avoir des répercussions négatives importantes sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société pour la période en question.

Exposition aux monnaies étrangères

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs relatifs à un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours de change. Une partie importante du résultat net et de l'actif net de la Société est libellée en diverses monnaies étrangères, notamment en dollars américains, en livres sterling, en euros, en couronnes suédoises et en renminbi chinois. Par conséquent, les fluctuations du cours de change entre le dollar canadien et ces monnaies pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats et la situation financière de la Société. Il est impossible de prévoir les événements futurs qui pourraient entraîner une augmentation ou une baisse importante des risques de variation de change par rapport à ces monnaies.

Les distributions ou les paiements futurs payables en monnaie étrangère présentent un risque de dépréciation de la monnaie étrangère avant la réception et la conversion du paiement dans la monnaie fonctionnelle de la Société. Lorsque les produits et les dépenses sont libellés en monnaies étrangères, la Société conclut parfois des contrats de change afin de limiter son exposition aux fluctuations du cours de change. Même si la Société n'a actuellement aucune politique liée au risque de change susceptible d'avoir une incidence importante sur ses résultats d'exploitation, elle demeure exposée au risque de change.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt dans différents territoires étrangers. Les lois et les règlements fiscaux ainsi que l'interprétation qui s'appliquent aux activités de la Société changent continuellement. De plus, les avantages et les passifs fiscaux futurs dépendent de facteurs intrinsèquement incertains et sujets à modification, par exemple les résultats futurs, les taux d'imposition

futurs et le portefeuille d'activités prévues dans les divers pays où la Société exerce des activités. La détermination de la charge d'impôt exigible requiert une grande part de jugement. La direction utilise des principes comptables et des principes fiscaux pour déterminer l'impôt sur le revenu qu'elle croit susceptible d'être exigé par les administrations fiscales compétentes. Toutefois, rien ne garantit que les avantages fiscaux ou l'impôt à payer ne différeront pas sensiblement des estimations ou des attentes de la Société. Pour plusieurs transactions et calculs, il est difficile de déterminer avec certitude le montant de l'impôt à payer. La Société fait régulièrement l'objet de vérifications par les autorités fiscales. Ce sont ces autorités qui font la détermination finale des montants d'impôt à payer ou à recevoir, des avantages et passifs fiscaux ou de la charge d'impôts que la Société pourra reconnaître au bout du compte. Bien que la direction estime que les positions fiscales et les estimations relatives aux impôts sont raisonnables, celles-ci pourraient changer en raison de plusieurs facteurs, notamment l'issue des vérifications fiscales et des litiges connexes, l'introduction de nouvelles normes comptables relatives aux impôts et de nouvelles lois fiscales et interprétations connexes, la composition des territoires ayant généré le résultat net de la Société, la possibilité de réalisation des actifs d'impôt différé et les modifications des positions fiscales incertaines. L'un ou l'autre des facteurs ci-dessus pourrait avoir une incidence défavorable importante sur le bénéfice net ou les flux de trésorerie de la Société parce qu'il toucherait ses activités et sa rentabilité, la disponibilité des crédits fiscaux, le coût des services qu'elle offre et la disponibilité de déductions pour pertes d'exploitation pendant la croissance de la Société. Une augmentation ou une diminution du taux d'impôt effectif de la Société pourrait aussi avoir une incidence négative importante sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Obligations relatives à des régimes de retraite à prestations définies sous-financés

La Société pourrait devoir verser des fonds additionnels pour remplir des obligations relatives à des régimes de retraite à prestations définies gérés par elle pour des employés qui prennent leur retraite et des employés déjà à la retraite, si ces régimes sont sous-financés. Les cotisations sont habituellement établies en calculant les obligations du régime au titre des prestations projetées, moins la juste valeur des actifs du régime. Les obligations de la Société relatives au régime pourraient augmenter ou diminuer en fonction de divers facteurs, notamment l'évolution de l'espérance de vie et les hausses ou les baisses des taux d'intérêt et du rendement du capital. Si la Société devait cotiser un montant considérable pour couvrir le déficit des régimes sous-financés, ses flux de trésorerie pourraient s'en ressentir grandement.

L'évolution de la conjoncture économique et un changement du profil démographique pourraient entraîner de fortes augmentations des obligations de financement de la Société, ce qui réduirait d'autant la disponibilité de ces fonds pour d'autres fins et pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

22

Information additionnelle

De l'information additionnelle au sujet de la Société est disponible sur son site Web à l'adresse www.wsp.com et sur celui de SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La notice annuelle de la Société

pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 sera disponible sur ces sites au plus tard à la fin du mois de mars 2018.

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto, sous le symbole « WSP ». Au 31 décembre 2017, la Société avait 103 160 592 actions ordinaires en circulation. Au 14 mars 2018, elle avait 103 488 952 actions ordinaires en circulation en raison de l'émission d'actions réalisée dans le cadre du RRD après le paiement, en janvier 2018, du dividende du quatrième trimestre.

La Société n'a pas d'autres actions en circulation.

23

Glossaire

Produits des activités ordinaires nets

Les produits des activités ordinaires nets sont définis comme étant les produits des activités ordinaires moins les coûts directs liés aux sous-consultants et autres coûts directs recouvrables directement auprès des clients. Les produits des activités ordinaires nets ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Par conséquent, les produits des activités ordinaires nets pourraient ne pas être comparables aux mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les investisseurs sont avertis que les produits des activités ordinaires nets ne devraient pas être interprétés comme une mesure de remplacement des produits des activités ordinaires de la période (tels qu'ils sont établis conformément aux IFRS) à titre d'indicateur du rendement de la Société.

BAIIA

Le BAIIA renvoie au résultat avant les charges financières, la charge d'impôt sur le résultat et la dotation aux amortissements. Le BAIIA ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Les investisseurs sont avertis que le BAIIA ne devrait pas être interprété comme une mesure de remplacement du résultat net de la période (tel qu'il est établi conformément aux IFRS) à titre d'indicateur du rendement de la Société, ni comme un substitut des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, des activités de financement et des activités d'investissement à titre de mesure des liquidités et des flux de trésorerie de la Société. La méthode utilisée par la Société pour calculer le BAIIA peut différer de celle qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, le BAIIA de la Société n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté renvoie au résultat avant les charges financières, la charge d'impôt sur le résultat, la dotation aux amortissements et les coûts d'acquisition et d'intégration. Le BAIIA ajusté ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS et n'a pas de définition normalisée selon les IFRS. Les investisseurs sont avertis que le BAIIA ajusté ne devrait pas être interprété comme une mesure de remplacement du résultat net de la période (tel qu'il est établi conformément aux IFRS) à titre d'indicateur du rendement de la Société, ni comme un substitut des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, des activités de financement et des activités d'investissement à titre de mesure des liquidités et des flux de trésorerie de la Société. La méthode utilisée par la Société pour calculer le BAIIA ajusté peut différer de celle

qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, le BAIIA ajusté de la Société n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

Marge du BAIIA ajusté

La marge du BAIIA ajusté est définie comme le BAIIA ajusté exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires nets. La marge du BAIIA ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS.

BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social

Le BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social est défini comme le BAIIA ajusté excluant les charges du siège social. Les charges du siège social correspondent aux frais et salaires liés aux fonctions centralisées telles que les finances, les ressources humaines et la technologie, lesquels ne sont pas attribués aux secteurs d'exploitation. Cette mesure n'est pas une mesure conforme aux IFRS, mais elle permet à la direction de comparer les régions les unes avec les autres.

Marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social

La marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social est définie comme le BAIIA ajusté excluant les charges du siège social exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires nets. La marge du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social n'est pas une mesure conforme aux IFRS, mais elle permet à la direction de comparer les secteurs d'exploitation les uns avec les autres.

Résultat net ajusté et résultat net ajusté par action

Le résultat net ajusté représente le résultat net attribuable aux actionnaires excluant les coûts d'acquisition et d'intégration et de l'incidence fiscale liée à ces coûts. Le résultat net ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Cette mesure permet de comparer le rendement de la Société dans un contexte d'importants regroupements d'entreprises pouvant entraîner des coûts d'acquisition et d'intégration élevés pour la Société qui, à son avis, ne devraient pas être pris en compte dans l'évaluation de la performance financière et opérationnelle sous-jacente.

Le résultat net ajusté par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions.

Résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions par action

Le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (déduction faite de l'impôt sur le résultat) se définit comme étant le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires, excluant la dotation aux amortissements liée aux carnets de commandes, aux relations clients, aux accords de non-concurrence et aux marques de commerce pris en compte dans les regroupements d'entreprises, et l'impôt sur le résultat relatif à cet amortissement. Le résultat net ajusté excluant l'amortissement des

immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (déduction faite de l'impôt sur le résultat) n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Cette mesure permet de comparer le rendement de la Société dans un contexte d'importants regroupements d'entreprises.

Le résultat net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (déduction faite de l'impôt sur le résultat) par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions.

Coûts d'acquisition et d'intégration

Les coûts d'acquisition et d'intégration comprennent les coûts de transaction et d'intégration liés aux acquisitions d'entreprises (pour une période d'au plus 24 mois à compter de la date d'acquisition) ainsi que tout profit ou toute perte découlant de la cession d'actifs non essentiels. En 2015, les coûts d'acquisition et d'intégration incluent des profits découlant de la cession de participations dans des entreprises associées. Les coûts d'acquisition et d'intégration ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS. Ils représentent des composantes de la performance financière de la Société qui, à son avis, ne devraient pas être prises en compte lors de l'évaluation de sa performance opérationnelle et financière sous-jacente.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Il représente les produits futurs découlant de contrats signés à exécuter. La méthode utilisée par la Société pour calculer son carnet de commandes peut différer de celles qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, cette mesure n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

Fonds provenant des activités d'exploitation et fonds provenant des activités d'exploitation par action

Les fonds provenant des activités d'exploitation ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS. Ils fournissent à la direction et aux investisseurs un indicateur des fonds liés aux activités d'exploitation avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Les fonds provenant des activités d'exploitation par action sont calculés en utilisant le nombre moyen pondéré de base d'actions.

Flux de trésorerie disponibles et flux de trésorerie disponibles par action

Les flux de trésorerie disponibles ne constituent pas une mesure conforme aux IFRS. Ils fournissent une mesure constante et comparable des liquidités discrétionnaires que génère la Société et dont elle dispose. Les flux de trésorerie disponibles sont définis comme étant les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation tels qu'ils sont présentés selon les IFRS, plus les liquidités discrétionnaires de la Société qui sont générées par d'autres activités (s'il y a lieu), moins les dépenses d'investissement nettes.

Les flux de trésorerie disponibles par action sont calculés en utilisant le nombre moyen pondéré de base d'actions.

Délai moyen de recouvrement des créances clients (« délai de recouvrement »)

Le délai de recouvrement n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Il s'agit du

nombre moyen de jours nécessaires pour convertir en trésorerie les créances clients (déduction faite des taxes de vente) et l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation, déduction faite de l'excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus. La méthode utilisée par la Société pour calculer le délai de recouvrement peut différer de celles qu'utilisent d'autres émetteurs et, par conséquent, cette mesure n'est pas nécessairement comparable aux mesures semblables utilisées par d'autres émetteurs.

Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté ne constitue pas une mesure conforme aux IFRS. Il s'agit d'une mesure de notre levier financier, déduction faite de notre trésorerie, qui est calculée en fonction de notre BAIIA ajusté sur 12 mois continus. La dette nette est définie comme étant les passifs financiers, constitués de la dette à long terme et des autres passifs financiers, y compris les parties courantes, déduction faite de la trésorerie.

États **Financiers Consolidés**

Le 14 mars 2018

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Groupe WSP Global Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Groupe WSP Global Inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2017 et 2016, et les états consolidés du résultat net, du résultat global, des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Groupe WSP Global Inc. aux 31 décembre 2017 et 2016, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

PricewaterhouseCoopers LLP¹

¹ CPA AUDITEUR, CA, PERMIS DE COMPTABILITÉ PUBLIQUE NO A119427

1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.

États consolidés de la situation financière

Aux 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens)

	2017	2016
	\$	\$
Actif		
Actifs courants		
Trésorerie (note 6)	185,1	230,8
Trésorerie soumise à restrictions	6,8	5,1
Créances clients, charges payées d'avance et autres créances (note 7)	1 554,7	1 414,5
Actif d'impôt exigible	18,0	31,5
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	905,0	824,0
	2 669,6	2 505,9
Actifs non courants		
Autres actifs (note 8)	113,0	111,9
Actifs d'impôt différé (note 21)	91,4	78,9
Immobilisations corporelles (note 9)	315,4	292,7
Immobilisations incorporelles (note 10)	355,2	355,7
Goodwill (note 11)	2 979,0	2 783,6
Total de l'actif	6 523,6	6 128,7
Passif et capitaux propres		
Passif		
Passifs courants		
Dettes d'exploitation et charges à payer (note 13)	1 361,9	1 213,5
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus	483,8	483,4
Passif d'impôt exigible	47,9	38,5
Dividendes à payer aux actionnaires (note 22)	38,7	38,0
Partie courante des dettes à long terme (note 14)	276,3	135,9
Autres passifs financiers courants (note 15)	45,8	18,1
	2 254,4	1 927,4
Passifs non courants		
Dettes à long terme (note 14)	882,4	914,2
Autres passifs financiers non courants (note 15)	25,4	13,9
Provisions (note 13)	121,2	128,6
Obligations au titre des prestations de retraite (note 16)	206,7	218,1
Passifs d'impôt différé (note 21)	74,5	66,0
Total du passif	3 564,6	3 268,2
Capitaux propres		
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Capital-actions (note 17)	2 577,4	2 491,6
Surplus d'apport	204,2	203,3
Cumul des autres éléments du résultat global	86,0	132,8
Résultats non distribués	91,4	31,9
	2 959,0	2 859,6
Participation ne donnant pas le contrôle	-	0,9
Total des capitaux propres	2 959,0	2 860,5
Total du passif et des capitaux propres	6 523,6	6 128,7
Engagements et éventualités (note 26)		

Approuvé par le conseil d'administration
(signé) Alexandre L'Heureux, administrateur

(signé) Louis-Philippe Carrière, administrateur

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés du résultat net

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

	2017	2016
	\$	\$
<i>Produits des activités ordinaires</i>	6 942,2	6 379,6
Coûts liés au personnel	4 112,9	3 704,4
Sous-consultants et coûts directs	1 585,6	1 484,5
Charges locatives	227,8	226,8
Autres charges d'exploitation	473,6	470,6
Coûts d'acquisition et d'intégration (note 19)	28,4	32,9
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	79,6	78,4
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	89,2	81,1
Perte (profit) de change	(6,9)	(2,0)
Quote-part du résultat d'entreprises associées et de coentreprises (déduction faite de l'impôt)	(0,3)	(0,1)
Total des charges d'exploitation nettes	6 589,9	6 076,6
Charges financières nettes (note 20)	36,9	37,2
Résultat avant impôt	315,4	265,8
Charge d'impôt sur le résultat (note 21)	102,1	67,1
Résultat net de la période	213,3	198,7
<i>Résultat net attribuable aux :</i>		
Actionnaires	213,3	199,1
Participations ne donnant pas le contrôle	-	(0,4)
	213,3	198,7
Résultat net de base par action attribuable aux actionnaires	2,08	1,97
Résultat net dilué par action attribuable aux actionnaires	2,08	1,97
Nombre moyen pondéré de base d'actions	102 448 943	100 883 512
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	102 576 410	100 919 789

États consolidés du résultat global

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens)

	2017	2016
	\$	\$
Résultat global		
Résultat net de la période	213,3	198,7
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt		
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net		
Écarts de change [déduction faite d'une charge (d'un produit) d'impôt de (5,0) \$ ((2,0) \$ en 2016)]	(73,9)	(160,7)
Réévaluations de la juste valeur – actifs disponibles à la vente [déduction faite d'une charge (d'un produit) d'impôt de 2,1 \$ (0,3 \$ en 2016)]	5,7	0,7
Écarts de change sur les instruments financiers désignés en tant que couverture d'investissement net [déduction faite d'une charge (d'un produit) d'impôt de 4,0 \$ (2,1 \$ en 2016)]	25,6	13,5
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net		
Gain actuariel (perte actuarielle) sur les régimes de retraite [déduction faite d'une charge (d'un produit) d'impôt de (3,4) \$ ((7,4) \$ en 2016)] (note 16)	(4,2)	(33,9)
Total du résultat global pour la période	166,5	18,3
Résultat global attribuable aux :		
Actionnaires	166,5	18,7
Participations ne donnant pas le contrôle	-	(0,4)
	166,5	18,3

États consolidés des variations des capitaux propres

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens)

	Attribuables aux actionnaires						
	Capital- actions \$	Surplus d'apport \$	Résultats non distribués (déficit) \$	Cumul des autres éléments du résultat global \$	Total \$	Partici- pations ne donnant pas le contrôle \$	Total des capitaux propres \$
Solde au 1^{er} janvier 2016	2 409,7	201,7	(8,2)	313,2	2 916,4	(4,7)	2 911,7
Actions ordinaires émises dans le cadre du RRD (note 17)	81,9	-	-	-	81,9	-	81,9
Charge de rémunération fondée sur des actions	-	1,6	-	-	1,6	-	1,6
Résultat global							
Résultat net de la période	-	-	199,1	-	199,1	(0,4)	198,7
Gain actuariel (perte actuarielle) sur les régimes de retraite (déduction faite de l'impôt)	-	-	-	(33,9)	(33,9)	-	(33,9)
Écarts de change	-	-	-	(160,7)	(160,7)	-	(160,7)
Réévaluations de la juste valeur – actifs disponibles à la vente (déduction faite de l'impôt)	-	-	-	0,7	0,7	-	0,7
Couverture d'investissement net (déduction faite de l'impôt)	-	-	-	13,5	13,5	-	13,5
Total du résultat global	-	-	199,1	(180,4)	18,7	(0,4)	18,3
Dividendes déclarés aux actionnaires	-	-	(150,8)	-	(150,8)	(1,3)	(152,1)
Acquisition d'une participation ne donnant pas le contrôle	-	-	(8,2)	-	(8,2)	7,3	(0,9)
Solde au 31 décembre 2016	2 491,6	203,3	31,9	132,8	2 859,6	0,9	2 860,5

États consolidés des variations des capitaux propres

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens)

	Attribuables aux actionnaires					Partici- pations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital- actions \$	Surplus d'apport \$	Résultats non distribués (déficit) \$	Cumul des autres éléments du résultat global \$	Total \$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2017	2 491,6	203,3	31,9	132,8	2 859,6	0,9	2 860,5
Actions ordinaires émises dans le cadre du RRD (note 17)	82,7	-	-	-	82,7	-	82,7
Exercice d'options sur actions (notes 12 et 17)	3,1	(0,5)	-	-	2,6	-	2,6
Charge de rémunération fondée sur des actions (note 12)	-	1,4	-	-	1,4	-	1,4
Résultat global							
Résultat net de la période	-	-	213,3	-	213,3	-	213,3
Gain actuariel (perte actuarielle) sur les régimes de retraite (déduction faite de l'impôt)	-	-	-	(4,2)	(4,2)	-	(4,2)
Écarts de change	-	-	-	(73,9)	(73,9)	-	(73,9)
Réévaluations de la juste valeur – actifs disponibles à la vente (déduction faite de l'impôt)	-	-	-	5,7	5,7	-	5,7
Couverture d'investissement net (déduction faite de l'impôt)	-	-	-	25,6	25,6	-	25,6
Total du résultat global	-	-	213,3	(46,8)	166,5	-	166,5
Dividendes déclarés aux actionnaires (note 22)	-	-	(153,8)	-	(153,8)	-	(153,8)
Cession d'une filiale	-	-	-	-	-	(0,9)	(0,9)
Solde au 31 décembre 2017	2 577,4	204,2	91,4	86,0	2 959,0	-	2 959,0

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens)

	2017	2016
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Résultat net de la période	213,3	198,7
Ajustements (note 23a))	139,7	133,2
Charge d'impôt sur le résultat (note 21)	102,1	67,1
Impôt payé	(58,8)	(46,6)
Charges financières nettes (note 20)	36,9	37,2
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 23b))	(37,8)	(2,8)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, montant net	395,4	386,8
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Dividendes versés aux actionnaires	(70,4)	(68,0)
Variation nette des dettes à long terme (note 23d))	66,8	81,4
Remboursement d'autres passifs financiers	(15,1)	(2,5)
Charges financières payées et coûts de financement	(36,5)	(36,1)
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	2,6	-
Dividendes versés à une participation ne donnant pas le contrôle	-	(1,3)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement, montant net	(52,6)	(26,5)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises (note 4)	(291,9)	(166,9)
Entrée d'immobilisations corporelles	(79,7)	(108,8)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	4,8	2,5
Entrée d'immobilisations incorporelles	(24,4)	(35,6)
Autres	(3,3)	(0,3)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, montant net	(394,5)	(309,1)
Incidence des fluctuations du taux de change sur la trésorerie	(0,2)	(22,9)
Variation nette de la trésorerie	(51,9)	28,3
Trésorerie, déduction faite du découvert bancaire, au début de l'exercice	230,5	202,2
Trésorerie, déduction faite du découvert bancaire (note 6), à la fin de l'exercice	178,6	230,5

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

01

Description des activités

Groupe WSP Global Inc. (la « Société » ou « WSP ») est un cabinet de services-conseils professionnels qui offre des compétences techniques et des conseils stratégiques à des clients dans différents segments de marché : transport et infrastructures, immeubles et bâtiment, environnement, industrie, ressources (y compris les mines, le pétrole et le gaz) et électricité et énergie. La Société offre, en outre, des services hautement spécialisés d'exécution de projets et de consultation stratégique. Son siège social est situé au 1600, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec).

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « WSP ».

02

Principales méthodes comptables

Base d'établissement

Les présents états financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et aux interprétations de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC »), qui sont définies dans la Partie I du Manuel de CPA Canada et ont été adoptées par l'International Accounting Standards Board. Ces états financiers ont été

préparés selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation et selon la méthode du coût historique, modifiée pour tenir compte de la réévaluation de certains actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais de l'état consolidé du résultat net et de l'état consolidé du résultat global.

Les présents états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société, le 14 mars 2018.

Consolidation, partenariats et entreprises associées

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent les participations dans les filiales détenues par des parties externes. La quote-part de l'actif net des filiales attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est indiquée comme une composante des capitaux propres. La quote-part du résultat net et du résultat global des filiales est comptabilisée directement en capitaux propres. Les variations de la participation de la société mère dans les filiales qui n'entraînent pas une perte de contrôle sont comptabilisées comme des opérations sur capitaux propres.

Tous les soldes et transactions intragroupe ont été éliminés.

Filiales

Les filiales représentent toutes les entités (y compris les entités structurées) que la Société contrôle. La Société contrôle une entité lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. Les comptes des filiales sont intégralement

consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré à la Société et cessent de l'être à compter de la date à laquelle ce contrôle prend fin.

Les transactions et soldes intragroupe de même que les profits et pertes latents sur les transactions intervenues entre les sociétés du groupe sont éliminés. Les montants comptabilisés par les filiales ont été ajustés au besoin afin qu'ils soient conformes aux méthodes comptables adoptées par le groupe.

Partenariats

Les partenariats sont classés soit comme des entreprises communes soit comme des coentreprises. Pour déterminer à quelle catégorie appartient le partenariat, il faut tenir compte des droits et obligations découlant des obligations contractuelles des parties à l'entreprise. Les partenariats qui confèrent à la Société des droits sur les actifs et obligations individuels découlant de l'entreprise sont classés à titre d'entreprises communes et les partenariats qui confèrent à la Société des droits aux actifs nets de l'entreprise sont classés à titre de coentreprises.

Pour comptabiliser ses intérêts dans des partenariats classés comme des entreprises communes, la Société inscrit sa quote-part des actifs, passifs, produits des activités ordinaires, coûts et flux de trésorerie, en se fondant sur les états financiers les plus récents des partenariats en question.

Les intérêts dans des partenariats classés comme des coentreprises sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et indiqués comme un placement dans les états de la situation financière.

Entreprises associées

Les entreprises associées représentent toutes les entités sur lesquelles la Société exerce une influence notable, sans en détenir le contrôle. Les

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

placements dans des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Monnaie étrangère

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de WSP.

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des filiales de la Société sont évalués selon la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur à la date des transactions. Les profits et pertes de change découlant du règlement des transactions ainsi que de la conversion des actifs et passifs monétaires libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle d'une entité sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat net, sauf ceux qui sont admissibles à titre de couvertures d'investissement net et qui sont, de ce fait, différés dans les autres éléments du résultat global. Les profits et pertes de change relatifs aux emprunts et à la trésorerie sont indiqués dans les charges financières.

Les actifs et passifs des entités dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis aux taux de change en vigueur à la fin de la période, et leurs résultats d'exploitation sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les variations qui en résultent sont comptabilisées en capitaux propres, dans le cumul des autres éléments du résultat global, à titre d'écarts de change.

Information sectorielle

La présentation des secteurs d'exploitation est conforme à celle de l'information interne fournie au principal décideur opérationnel. Le principal décideur opérationnel,

qui est responsable de l'affectation des ressources et de l'évaluation de la performance des secteurs, a été identifié comme étant l'équipe de direction mondiale. La Société est structurée selon quatre secteurs d'exploitation, soit les suivants : Canada, Amériques (États-Unis et Amérique latine), EMOIA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique) et APAC (Asie-Pacifique – qui comprend l'Asie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande).

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont composés de la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir pour la vente de services dans le cadre de l'activité ordinaire de la Société. Les produits des activités ordinaires sont présentés après déduction de la taxe sur la valeur ajoutée et après élimination des ventes intragroupe.

La Société comptabilise les produits des activités ordinaires lorsque leur montant peut être évalué de façon fiable, qu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à l'entité et que des critères précis ont été satisfaits pour chacune des activités de la Société, comme il est décrit ci-dessous. Les estimations faites par la Société se fondent sur les résultats obtenus par le passé en tenant compte du type de client et du type de transaction ainsi que des particularités de chaque entente.

Les produits des activités ordinaires et les profits découlant de contrats en régie à prix plafond et de contrats à forfait sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux, qui est fondée sur le ratio des coûts engagés sur le total des coûts prévus.

Les produits des activités ordinaires et les profits découlant de contrats en régie sans prix plafond et de projets à court terme sont comptabilisés dès

que les coûts sont engagés et sont calculés selon les taux de facturation relatifs aux services rendus.

Certains coûts engagés par la Société concernant les sous-consultants et d'autres coûts qui peuvent être directement recouvrés auprès des clients sont facturés à ces derniers et, par conséquent, sont inclus dans les produits des activités ordinaires. La valeur des biens et services achetés par la Société, lorsqu'elle agit à titre de mandataire de l'approvisionnement pour un client, n'est pas comptabilisée dans les produits des activités ordinaires.

L'incidence des changements apportés aux estimations des produits et des coûts est constatée lorsque les montants sont connus et peuvent être raisonnablement estimés. De tels changements peuvent avoir lieu en tout temps et peuvent être significatifs. Lorsque le total des coûts du contrat est supérieur au total des produits liés au contrat, la perte prévue est immédiatement passée en charges, quel que soit le degré d'avancement, au moyen d'une provision pour pertes qui est établie d'après l'estimation la plus plausible des résultats prévus et qui comprend, le cas échéant, les droits à des revenus ou à une contrepartie supplémentaires, lorsqu'ils sont probables et qu'ils peuvent être déterminés de façon fiable.

Coûts liés au personnel

Les coûts liés au personnel incluent tous les coûts relatifs au paiement des salaires liés à la prestation de services de consultation, à l'exécution des projets et aux services administratifs, tels que les finances, les technologies de l'information, les ressources humaines et les communications.

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Sous-consultants et coûts directs

Les sous-consultants et coûts directs sont composés des coûts engagés pour fournir les services de consultation et sont directement recouvrables auprès des clients.

Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation comprennent, sans toutefois s'y limiter, les coûts fixes comme les coûts non recouvrables liés à la prestation de services aux clients, les coûts liés aux technologies, les frais liés aux services professionnels et les assurances.

Coûts d'acquisition et d'intégration

Les coûts d'acquisition et d'intégration sont des éléments de la performance financière qui, de l'avis de la Société, doivent être présentés séparément dans l'état consolidé du résultat net pour faciliter la compréhension de sa performance financière au chapitre de l'exploitation.

Les coûts d'acquisition et d'intégration comprennent ce qui suit :

- les coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises (qu'elles aient réussi ou non);
- les coûts d'intégration des entreprises récemment acquises (pour une période d'au plus 24 mois à compter de la date d'acquisition).

Les coûts d'acquisition et de réorganisation indiqués ci-dessus ne sont que des exemples; il pourrait parfois être indiqué de présenter d'autres éléments sous ce poste pour faire ressortir la performance financière au chapitre de l'exploitation de la Société.

Actifs financiers et passifs financiers

Les actifs financiers et passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur et sont, par la suite, comptabilisés en fonction de la catégorie à laquelle ils appartiennent, comme il est expliqué ci-dessous. Le classement dépend du but dans lequel les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société.

Prêts et créances

Les créances clients et autres créances ainsi que l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation sont classés comme prêts et créances. Les actifs financiers classés dans les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, moins toute perte de valeur.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés; ils sont comptabilisés à leur juste valeur et sont présentés dans les actifs non courants, sauf si la Société prévoit s'en départir dans les 12 mois suivant la date de clôture. Les profits ou pertes réalisés provenant des variations de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente sont inclus dans l'état consolidé du résultat net de la période au cours de laquelle ils sont réalisés. Les profits ou pertes latents sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Autres passifs

Les dettes d'exploitation et charges à payer, les dividendes à payer aux actionnaires, les dettes à long terme et les autres passifs financiers sont classés comme autres passifs et sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Frais de financement différés

Les frais de financement différés sont comptabilisés à l'actif et amortis sur la durée de vie du contrat se rapportant aux facilités de crédit.

Détermination de la juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier représente le montant de la contrepartie qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Après la comptabilisation initiale, la juste valeur des instruments financiers cotés sur un marché actif est fondée sur le cours acheteur des actifs financiers détenus et sur le cours vendeur des passifs financiers. Lorsque des prix indépendants ne sont pas disponibles, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation fondées sur des données de marché observables et en minimisant l'utilisation de données non observables.

Compensation des instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté dans les états de la situation financière lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Les dérivés sont d'abord comptabilisés à la juste valeur à la date d'entrée en vigueur du contrat puis réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du profit ou de la perte

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

découlant du dérivé varie selon que le dérivé est désigné à titre d'instrument de couverture et, le cas échéant, selon la nature de l'élément couvert. La Société désigne certains dérivés comme :

- (a) couvertures de la juste valeur d'actifs et de passifs comptabilisés ou d'engagements fermes (couverture de la juste valeur);
- (b) couvertures de l'exposition à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue hautement probable (couverture de flux de trésorerie);
- (c) couvertures d'un investissement net dans un établissement étranger (couverture d'investissement net).

Au début d'une transaction, la Société constitue une documentation dans laquelle elle décrit la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa stratégie de couverture. La Société consigne aussi la façon dont elle évalue, tant au début de la couverture qu'au cours des périodes ultérieures, dans quelle mesure les dérivés utilisés dans des transactions de couverture sont hautement efficaces pour compenser les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie des éléments couverts.

Couverture de juste valeur

Les variations de la juste valeur des dérivés désignés et qualifiés comme instruments de couverture de juste valeur sont présentées dans les états consolidés du résultat net de même que les variations de la juste valeur de l'actif ou du passif couvert qui sont attribuables au risque de couverture.

Couverture de flux de trésorerie

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés désignés et qualifiés comme instruments de

couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Le profit ou la perte correspondant à la partie inefficace de ces variations est comptabilisé immédiatement dans les états consolidés du résultat net.

Les montants cumulés comptabilisés dans les capitaux propres sont reclassés dans l'état du résultat net lorsque l'élément couvert affecte le résultat net. Toutefois, lorsque la transaction prévue faisant l'objet de la couverture donne lieu à la comptabilisation d'un actif non financier, les profits ou pertes initialement comptabilisés dans les capitaux propres sont transférés et inclus dans l'évaluation initiale du coût de l'actif.

Lorsqu'un instrument de couverture expire ou est vendu, ou lorsqu'il cesse de respecter les critères de la comptabilité de couverture, tout profit ou perte cumulé comptabilisé en capitaux propres demeure dans les capitaux propres et est transféré dans les états consolidés du résultat net au moment où la transaction prévue est comptabilisée aux états consolidés du résultat net. Lorsque la transaction initialement prévue n'est plus susceptible de se réaliser, le profit ou la perte cumulé dans les capitaux propres est comptabilisé immédiatement dans les états consolidés du résultat net.

Couverture d'investissement net

La comptabilisation des couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger est semblable à celle des couvertures de flux de trésorerie.

Tout profit ou perte correspondant à la partie efficace de l'instrument de couverture est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global. Tout profit ou perte correspondant à la partie inefficace est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net.

Les profits et pertes cumulés comptabilisés dans les capitaux propres sont transférés dans les états consolidés du résultat net lorsqu'un établissement à l'étranger est vendu.

Trésorerie

La trésorerie se compose des fonds en caisse et des soldes bancaires. Aux fins de l'établissement du tableau consolidé des flux de trésorerie, la trésorerie est présentée déduction faite du découvert bancaire.

Créances clients

Les créances clients représentent les montants que doivent les clients en contrepartie des services rendus dans le cadre des activités ordinaires. Les créances clients sont classées comme actifs courants si le paiement est exigible dans un an, tout au plus. Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur; par la suite, elles sont inscrites au coût amorti, déduction faite de toute perte de valeur.

Placements

Les placements détenus dans des entités contrôlées conjointement sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. Les placements dans des titres sont comptabilisés à la juste valeur, et les profits ou pertes latents sont inscrits dans les autres éléments du résultat global. Les placements dans des entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût historique inclut les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition des immobilisations.

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'élément iront à la Société et que le coût de l'actif peut être évalué de façon fiable. Tous les autres frais de réparation et d'entretien sont comptabilisés en charges à l'état consolidé du résultat net dans la période

au cours de laquelle ils ont été engagés. Les terrains ne sont pas amortis. L'amortissement des autres actifs est calculé à l'aide des méthodes décrites ci-dessous afin d'en attribuer le coût à leur valeur résiduelle sur leur durée d'utilité estimative. La durée d'utilité estimative, la valeur résiduelle et la méthode d'amortissement sont

revues à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, et l'effet des changements d'estimations, le cas échéant, est comptabilisé sur une base prospective. Le tableau suivant présente un résumé des méthodes d'amortissement ainsi que des taux et des périodes utilisés :

	Méthode	Taux et période
Bâtiments	Solde dégressif	De 1 % à 4 %
Améliorations locatives	Linéaire	Durée du bail
Mobilier et équipement	Solde dégressif	De 10 % à 33 %
Matériel informatique	Linéaire/Solde dégressif	De 3 à 8 ans

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Le profit ou la perte découlant de la sortie ou de la mise hors service d'une immobilisation corporelle est défini comme la différence entre le produit de la vente et la valeur comptable de l'actif, et est comptabilisé dans les autres charges d'exploitation dans les états consolidés du résultat net.

Immobilisations incorporelles

Logiciels et accords de non-concurrence

Les logiciels et les accords de non-concurrence acquis distinctement des acquisitions d'entreprises sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Immobilisations incorporelles acquises lors d'acquisitions d'entreprises

Les immobilisations incorporelles acquises lors d'acquisitions d'entreprises sont composées des logiciels, des relations clients, des carnets de commandes et des noms commerciaux. Elles sont constatées séparément du goodwill et sont initialement comptabilisées à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par la suite, elles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Amortissement

Les logiciels, les carnets de commandes, les relations clients, certains noms

commerciaux et les accords de non-concurrence sont considérés comme des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée. Compte tenu de leur notoriété, de leur riche historique et de leur usage futur attendu, certains noms commerciaux sont des actifs incorporels dont la durée d'utilité est indéterminée. La durée d'utilité des immobilisations incorporelles qui ne sont pas amorties est réexaminée lors de chaque période de présentation de l'information financière pour déterminer si les événements et circonstances continuent de justifier l'appréciation d'une durée indéterminée. Si ce n'est pas le cas, le changement d'appréciation de la durée d'utilité indéterminée sera comptabilisé comme un changement d'estimation comptable.

Les immobilisations incorporelles sont amorties comme suit :

	Méthode	Période
Logiciels	Linéaire	De 3 à 7 ans
Carnets de commandes	Linéaire	De 1 à 9 ans
Relations clients	Linéaire	De 2 à 14 ans
Noms commerciaux	Linéaire	De 3 à 8 ans
Accords de non-concurrence	Linéaire	De 3 à 5 ans

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Dépréciation des actifs à long terme

Les actifs à long terme qui ont une durée d'utilité déterminée font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Les actifs ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis, mais ils sont soumis à un test de dépréciation une fois l'an, le premier jour du quatrième trimestre de la Société, ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Pour les besoins du test de dépréciation, les actifs sont regroupés au niveau le plus bas pour lequel des flux de trésorerie identifiables sont générés (unité génératrice de trésorerie ou « UGT »). Le montant de toute perte de valeur comptabilisée, le cas échéant, représente l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable. Les actifs autres que le goodwill qui ont subi une perte de valeur font l'objet d'un examen en vue d'une reprise possible à chaque période de présentation de l'information financière.

Goodwill

Le goodwill représente l'excédent de la contrepartie transférée pour les entreprises acquises sur la juste valeur estimative des actifs nets identifiables à leur date d'acquisition. Le goodwill n'est pas amorti et est comptabilisé au coût, diminué du cumul des pertes de valeur. Il est cependant soumis à un test de dépréciation une fois l'an, ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances

indiquent qu'il pourrait s'être déprécié.

Pour les besoins du test de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement. Les UGT auxquelles le goodwill a été affecté sont soumises à un test de dépréciation une fois l'an, le premier jour du quatrième trimestre de la Société, ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si la valeur la plus élevée entre la valeur recouvrable de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de l'UGT et sa valeur d'utilité est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en diminution de la valeur comptable de tout goodwill attribué à l'unité, puis elle est répartie entre les autres actifs de l'unité au prorata, sur la base de la valeur comptable de chaque actif de l'unité. Une perte de valeur comptabilisée au titre du goodwill ne peut être reprise au cours d'une période ultérieure.

Dettes d'exploitation

Les dettes d'exploitation sont des obligations à payer au titre de biens ou de services qui ont été acquis dans le cours normal des activités. Les dettes d'exploitation sont classées à titre de passifs courants si le paiement est exigible dans un délai de un an ou moins. Les dettes d'exploitation sont initialement inscrites à la juste valeur et, par la suite, au coût amorti.

Provisions

Les provisions sont des passifs de la Société dont l'échéance ou le montant est incertain. Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de

manière fiable. Des provisions ne sont pas comptabilisées au titre des pertes d'exploitation futures. Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des dépenses attendues pour éteindre l'obligation, à l'aide d'un taux d'actualisation reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'obligation. L'augmentation de la provision résultant de l'écoulement du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Régimes incitatifs à long terme (« RILT »)

La Société dispose de RILT à l'intention des principaux dirigeants, en vertu desquels des options sur actions, des unités d'actions liées au rendement réglées en trésorerie, des unités d'actions différées réglées en trésorerie et des unités d'actions restreintes réglées en trésorerie ont été ou peuvent être émises. Les droits sous-jacents aux options sur actions, aux unités d'actions liées au rendement réglées en trésorerie et aux unités d'actions restreintes réglées en trésorerie s'acquièrent au fil du temps conformément aux modalités de l'attribution. Les droits sous-jacents aux unités d'actions différées réglées en trésorerie s'acquièrent immédiatement lors de l'attribution. Les instruments liés aux RILT sont calculés à la juste valeur en appliquant un modèle d'évaluation à la fin de chaque période de référence et sont comptabilisés dans le passif non courant (dans le cas des unités d'actions liées au rendement réglées en trésorerie, des unités d'actions différées réglées en trésorerie et des unités d'actions restreintes réglées en trésorerie) et dans les capitaux propres (dans le cas des options) sur la période d'acquisition des droits.

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net, sauf dans la mesure où il se rapporte à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres.

La charge d'impôt exigible correspond à l'impôt payable ou recouvrable prévu sur le bénéfice ou la perte imposable de la période, calculé d'après les taux d'impôt et lois fiscales adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

La Société comptabilise l'impôt sur le résultat selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et passifs d'impôt différé sont comptabilisés d'après les conséquences fiscales futures prévues attribuables aux différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs existants inscrite dans les états financiers et leur valeur fiscale respective. Cette méthode exige aussi de comptabiliser les actifs d'impôt différé liés à des pertes d'exploitation et aux reports en avant de crédits d'impôt. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés applicables lorsque les différences temporaires et les montants reportés en avant sont censés être recouverts ou réglés. L'impôt différé n'est pas comptabilisé lorsqu'il découle de la comptabilisation initiale du goodwill, d'actifs ou de passifs qui n'ont pas d'incidence sur le bénéfice ou la perte comptable ou fiscal, ni de différences temporaires liées à des participations dans des filiales et des coentreprises lorsque la Société peut contrôler le moment où ces différences temporaires s'inverseront et qu'il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les actifs d'impôt différé au titre de reports en avant de perte fiscale et les différences temporaires déductibles sont seulement comptabilisés lorsqu'il

est probable que la Société générera un bénéfice imposable futur à l'égard duquel les actifs pourront être utilisés. Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque date de clôture et réduits dans la mesure où il n'est plus probable que l'avantage fiscal connexe sera réalisé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont classés dans les actifs non courants. Ils sont compensés s'il existe un droit juridique exécutoire de compenser les actifs d'impôt exigible par les passifs d'impôt exigible et que les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les soldes sur la base de leur montant net.

Les lois fiscales sont complexes et prêtent à interprétation. Pour déterminer l'impôt exigible et l'impôt différé, la Société tient compte de l'incidence des positions fiscales incertaines et des impôts et pénalités qui pourraient être exigibles. Cette évaluation repose sur le jugement et donne lieu à des estimations et des hypothèses qui tiennent compte des faits et circonstances à la date de clôture. Les estimations sont révisées à chaque date de clôture et mises à jour en fonction des nouvelles informations disponibles.

Aide du gouvernement et crédits d'impôt à l'investissement

L'aide du gouvernement et les crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la Société se conformera à toutes les conditions qui y sont rattachées et que l'aide du gouvernement ou le crédit d'impôt à l'investissement sera reçu. L'aide du gouvernement et les crédits d'impôt à l'investissement sont soumis à l'examen et à l'approbation des autorités

réglementaires et, en conséquence, les montants versés pourraient différer des montants comptabilisés. L'aide du gouvernement et les crédits d'impôt à l'investissement qui devraient être recouverts par la Société sont comptabilisés en réduction des charges d'exploitation engagées.

Contrats de location

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple ou contrats de location-financement, sur la base de la substance de la transaction à l'origine du contrat. La Société loue des locaux pour ses bureaux et du matériel, au titre desquels le bailleur conserve une part importante des risques et avantages inhérents à la propriété. Ces contrats sont classés comme contrats de location simple. Les paiements effectués en vertu de ces contrats de location (déduction faite de tout incitatif à la location reçu du bailleur) sont passés en charges dans les états consolidés du résultat net sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Les contrats de location-financement qui ont pour effet de transférer à la Société la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif concerné sont comptabilisés à l'actif au début de la période de location pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actuelle des paiements minimaux exigibles au titre de la location. Les charges financières sont comptabilisées aux états du résultat net sur la durée du contrat. Les obligations au titre de contrats de location-financement sont incluses dans les autres passifs financiers, déduction faite des frais financiers attribuables à des périodes ultérieures. Les biens loués dont le coût est incorporé à l'actif sont amortis sur leur durée d'utilité estimée ou sur la durée du contrat de location.

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Régimes de retraite

La Société propose à ses salariés un certain nombre de régimes à cotisations définies. Les cotisations à ces régimes sont comptabilisées aux états consolidés du résultat net de l'exercice au cours duquel elles sont exigibles. La Société offre aussi des régimes à prestations définies pour lesquels les cotisations sont versées dans des fonds sous administration distincte. Le coût des prestations constituées en vertu des régimes à prestations définies est déterminé séparément pour chacun des régimes selon la méthode d'évaluation actuarielle des unités de crédit projetées. Le coût des services rendus au cours de l'exercice et le coût des services passés sont imputés aux charges d'exploitation tout comme les coûts liés aux compressions de régime et les frais de règlement. Les intérêts calculés à partir d'une charge nominale basée sur les passifs des régimes au cours de l'exercice, diminuée des rendements attendus des actifs des régimes, sont comptabilisés dans les charges financières nettes. Les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés en capitaux propres dès qu'ils surviennent, par le biais des états consolidés du résultat global. Les états consolidés de la situation financière rendent compte de l'excédent ou du déficit total des régimes à la date de clôture.

Capital-actions

Les frais d'émission directement attribuables à l'émission d'actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres, moins les incidences fiscales.

Dividendes

Les dividendes sur les actions ordinaires sont comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Société dans la période au cours de laquelle ils sont déclarés.

Résultat par action

Le résultat de base par action est établi à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est établi à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, en ajoutant l'effet dilutif des actions potentielles en circulation au cours de la période. Le calcul du résultat dilué par action est effectué selon la méthode du rachat d'actions.

Modifications de normes comptables

Les normes suivantes ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur :

IFRS 9 – Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9 Instruments financiers relative au classement et à l'évaluation, à la dépréciation et à la comptabilité de couverture. Cette norme remplace IAS 39 Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation. IFRS 9 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, l'adoption anticipée étant permise. La Société a analysé l'incidence de l'adoption d'IFRS 9 sur l'état consolidé de la situation financière, les états consolidés du résultat net et du résultat global ainsi que le tableau consolidé des flux de trésorerie. L'adoption de cette norme ne devrait pas avoir d'incidence significative.

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. IFRS 15 remplace toutes les normes précédentes sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires, y compris IAS

18 Produits des activités ordinaires. En septembre 2015, l'IASB a reporté la date d'entrée en vigueur d'IFRS 15, initialement fixée au 1^{er} janvier 2017, de manière à ce que la norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, l'adoption anticipée étant permise. La Société a analysé l'incidence de l'adoption d'IFRS 15 sur l'état consolidé de la situation financière et les états consolidés du résultat net et du résultat global. L'adoption de cette norme ne devrait pas avoir d'incidence.

IFRS 16 – Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 Contrats de location, qui remplace IAS 17 Contrats de location. Selon les exigences de la nouvelle norme, les preneurs doivent comptabiliser, à l'état de la situation financière, une obligation locative représentant les paiements futurs au titre de la location et un actif au titre du droit d'utilisation pour la quasi-totalité des contrats de location, à l'exception de ceux pour lesquels la norme prévoit des exceptions limitées. Comme la Société a des obligations contractuelles importantes sous la forme de contrats de location simple (note 26) aux termes d'IAS 17, l'adoption d'IFRS 16 entraînera une augmentation significative des actifs et des passifs, ainsi que des changements importants en ce qui a trait au moment de la comptabilisation des charges liées aux contrats de location. La nouvelle norme entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

La Société n'a pas encore quantifié l'incidence de cette norme et n'a pas l'intention, pour le moment, de l'adopter avant la date d'entrée en vigueur obligatoire.

Les interprétations en comptabilité suivantes de l'International Financial Reporting Interpretation Committee (« IFRIC ») entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2018 et le 1^{er} janvier 2019, respectivement.

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

IFRIC 22 – Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée (en vigueur le 1^{er} janvier 2018)

En décembre 2016, l'IASB a publié l'interprétation IFRIC 22 qui précise comment doit être établie la date de la transaction lors de l'application de la norme sur les transactions en monnaies étrangères, soit IAS 1. L'interprétation s'applique lorsqu'une entité paie ou reçoit une contrepartie anticipée au titre de contrats libellés en monnaies étrangères. La date de la transaction détermine le taux de change à utiliser lors de la comptabilisation initiale de l'actif, de la charge ou du produit connexe. Cette interprétation prévoit des directives tant pour les situations où il n'y a qu'un seul paiement ou encaissement que pour celles où il y en a plusieurs, afin de réduire le foisonnement des pratiques. L'adoption de cette interprétation en comptabilité ne devrait pas avoir d'incidence importante.

IFRIC 23 – Incertitude relative aux traitements fiscaux (en vigueur le 1^{er} janvier 2019)

En juin 2017, l'IFRS Interpretations Committee a publié l'IFRIC 23, qui précise comment s'appliquent les exigences de comptabilisation et d'évaluation prescrites par IAS 12 Impôts sur le résultat, lorsqu'il existe de l'incertitude relativement aux traitements fiscaux.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette interprétation en comptabilité sur ses états financiers.

Aucune autre norme IFRS ou interprétation de l'IFRIC non encore en vigueur ne devrait avoir une incidence significative sur la Société.

03 Estimations comptables et jugements critiques

Les estimations et les jugements sont continuellement remis en question. Ils se fondent sur les tendances antérieures et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs que l'on estime probables dans des circonstances normales.

Estimations comptables et hypothèses critiques

La Société formule des estimations et pose des hypothèses concernant l'avenir. Par définition, les estimations comptables correspondent rarement aux résultats réels. Les estimations et les hypothèses qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif des valeurs comptables des actifs et des passifs au cours du prochain exercice sont présentées ci-dessous.

Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation

La Société évalue l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation en fonction du temps et des frais de matériel portés au compte de chaque projet. L'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation pour chaque projet est examiné mensuellement pour déterminer si le montant reflète fidèlement le montant qui sera facturé pour le projet. Lorsque l'examen révèle

que la valeur de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation est supérieure au montant qui pourra être facturé, des ajustements sont apportés à l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation. L'évaluation de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation suppose l'estimation de l'ampleur du travail requis pour terminer le projet. Toute variation de ces estimations pourrait entraîner une sous-évaluation ou une surévaluation de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation.

Immobilisations incorporelles identifiables et goodwill

Au 31 décembre 2017, les immobilisations incorporelles identifiables et le goodwill, exception faite des logiciels et des accords de non-concurrence, représentaient 3 267,0 \$ du total de l'actif inscrit à l'état consolidé de la situation financière (3 076,9 \$ au 31 décembre 2016). Ces actifs résultent des acquisitions d'entreprises, et la Société a eu recours à la méthode de l'acquisition pour comptabiliser ces transactions. Lors de l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge ainsi que de leur durée d'utilité estimative, la direction s'est fondée sur des estimations et des hypothèses importantes concernant les projections des flux de trésorerie, le risque économique et le coût moyen pondéré du capital.

Ces estimations et ces hypothèses permettent d'établir le montant qui doit être attribué aux autres immobilisations incorporelles identifiables et au goodwill, ainsi que la période d'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée. Si les résultats diffèrent des estimations, la Société peut augmenter la dépense d'amortissement ou comptabiliser des pertes de valeur.

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Provision pour litiges

Dans le cours normal de ses activités, la Société fait l'objet de poursuites pour des travaux effectués dans le cadre de projets. Elle souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle pour gérer les risques liés à de telles poursuites. La direction détermine le montant des provisions pour litiges de la Société à la lumière des conseils et des renseignements fournis par ses conseillers juridiques et de son expérience passée en matière de règlement de poursuites semblables. Les provisions pour litiges comprennent les frais de litige ainsi que les indemnités. Les règlements finaux pourraient avoir une incidence sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

Obligations au titre des prestations de retraite

La valeur actuelle des obligations est calculée selon une méthode actuarielle qui repose sur un certain nombre d'hypothèses concernant l'avenir. Ces hypothèses clés sont revues périodiquement à la lumière des conditions de marché et des données dont dispose la direction. Des détails additionnels sont inclus à la note 16.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie aux lois et règlements fiscaux dans plusieurs juridictions. Elle doit donc formuler des estimations pour déterminer sa charge d'impôt exigible à l'échelle mondiale. Pour plusieurs transactions et calculs, il est difficile de déterminer avec certitude le montant de l'impôt à payer. La Société comptabilise des passifs en prévision de certaines questions susceptibles de faire l'objet de vérifications par les autorités fiscales, en estimant les impôts additionnels qu'elle pourrait devoir verser par suite de ces vérifications. Si le montant de la charge d'impôt relative à ces questions diffère des

montants comptabilisés initialement, ces différences auront une incidence sur les actifs et passifs d'impôt exigible et différé de la période au cours de laquelle cette détermination est faite. La direction revoit périodiquement les positions prises dans les déclarations de revenus à l'égard des situations pour lesquelles les règlements fiscaux prêtent à interprétation. Au besoin, des provisions sont inscrites au titre des montants que la Société s'attend à devoir verser aux autorités fiscales.

Jugements critiques dans l'application des méthodes comptables de la société**Actifs d'impôt différé**

La détermination de la probabilité que la Société génère un bénéfice imposable suffisant à l'égard duquel les actifs d'impôt différé puissent être utilisés repose sur les plus récentes prévisions budgétaires approuvées de la Société, après ajustement pour tenir compte des éléments importants qui ne sont ni imposables ni déductibles et des limites spécifiques d'utilisation des crédits ou pertes d'impôts non utilisés. Les règles fiscales dans plusieurs juridictions dans lesquelles la Société exerce ses activités sont aussi prises en considération. La comptabilisation des actifs d'impôt différés soumis à certaines limites légales ou économiques ou à des incertitudes est évaluée individuellement par la direction en fonction des faits ou circonstances spécifiques.

04**Acquisitions d'entreprises**

Les acquisitions sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, et les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont pris en compte dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition. Lorsque la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises est incomplète à la date de clôture de la période au cours de laquelle le regroupement a lieu, la Société présente des montants provisoires pour les éléments dont la valeur comptable n'a pas encore été établie de manière définitive. Elle ajuste ces montants provisoires au cours de la période d'évaluation et comptabilise d'autres actifs ou passifs pour tenir compte de toute nouvelle information obtenue au sujet des faits et des circonstances qui existaient à la date d'acquisition et qui, s'ils avaient été connus, auraient eu une incidence sur les montants comptabilisés à cette date.

La période d'évaluation s'étend sur une période d'au plus un an et va de la date d'acquisition jusqu'à la date à laquelle la Société obtient toute l'information sur les faits et circonstances qui existaient à la date d'acquisition.

Transactions de 2017**a) Opus International Consultants Limited (« Opus »)**

Le 4 décembre 2017, WSP a conclu l'acquisition d'Opus. Opus est une firme multidisciplinaire d'experts-conseils spécialisée en infrastructures (transport et eau), en bâtiment et en développement/gestion d'actifs.

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Son effectif comptant environ 3 000 ingénieurs, concepteurs, planificateurs, chercheurs et conseillers est réparti en Nouvelle-Zélande, en Australie, au Canada et au Royaume-Uni.

Vu l'ampleur de la transaction et l'imminence de la fin de l'exercice, la Société n'a pas encore achevé

l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis, des passifs pris en charge et du goodwill. Par conséquent, les ajustements de la juste valeur liés à cette acquisition sont reflétés dans le goodwill dans l'évaluation provisoire de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge. L'évaluation provisoire par la direction des justes

valeurs des actifs acquis et des passifs pris en charge est présentée dans le tableau suivant. L'évaluation finale des justes valeurs aura lieu une fois que la valeur finale des actifs et des passifs aura été établie. Par conséquent, les valeurs suivantes pourraient changer et les changements pourraient être importants.

	Chiffres provisoires
Montants comptabilisés des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge	
ACTIFS COURANTS	
Trésorerie	22,4
Créances clients, charges payées d'avance et autres créances	73,3
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	33,2
Immobilisations corporelles	22,4
Logiciels	1,5
Immobilisations incorporelles	34,5
Actifs d'impôt différé	-
Autres actifs non courants	0,9
PASSIFS COURANTS	
Dettes d'exploitation et charges à payer	(55,3)
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus	(18,2)
Dettes à long terme	(52,8)
Autres passifs financiers non courants	
Passifs d'impôt différé	(0,8)
Obligations au titre des prestations de retraite	(1,7)
Juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge	59,4
Goodwill	180,1
Total de la contrepartie à l'achat	239,5
Trésorerie acquise	(22,4)
Contrepartie à payer	(1,8)
Sorties de trésorerie	215,3

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Le goodwill est attribuable à l'effectif de l'entreprise acquise et aux synergies attendues au sein de la Société après l'acquisition. Aucun goodwill comptabilisé ne devrait être déductible aux fins de l'impôt.

Les créances clients acquises avaient une juste valeur et une valeur contractuelle brute d'environ 66,6 \$.

L'entreprise acquise a généré des produits des activités ordinaires d'environ 37,0 \$ et une perte nette de 7,4 \$ pour la période allant du 4 décembre 2017 au 31 décembre 2017. Si les acquisitions d'OPUS

avaient eu lieu le 1^{er} janvier 2017, les produits des activités ordinaires et le résultat net de la Société pour 2017 auraient augmenté respectivement d'environ 321,0 \$ et 21,5 \$.

b) Autres acquisitions en 2017

En 2017, la Société a conclu plusieurs acquisitions, notamment celle de POCH (« POCH »), une firme de services professionnels basée au Chili comptant 730 employés, acquise au deuxième trimestre de 2017, et celle de Consultoría Colombiana S.A. (« ConCol »), une firme

de services professionnels basée en Colombie comptant 1 000 employés, acquise au quatrième trimestre de 2017.

L'évaluation provisoire par la direction des justes valeurs des actifs acquis et des passifs pris en charge est présentée dans le tableau suivant. L'évaluation finale des justes valeurs aura lieu une fois que la valeur finale des actifs et des passifs aura été établie. Par conséquent, les valeurs suivantes pourraient changer et les changements pourraient être importants. Comme ces acquisitions n'étaient pas importantes prises individuellement, la Société a choisi de regrouper les informations à fournir.

	Chiffres provisoires
Montants comptabilisés des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge	
ACTIFS COURANTS	
Trésorerie	8,8
Créances clients, charges payées d'avance et autres créances	42,9
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	26,2
Immobilisations corporelles	7,8
Logiciels	2,0
Actifs d'impôt différé	8,1
Autres actifs non courants	1,7
PASSIFS COURANTS	
Dettes d'exploitation et charges à payer	(43,3)
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus	(9,9)
Dettes à long terme	(21,1)
Autres passifs non courants	(0,8)
Passifs d'impôt différé	(5,4)
Juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge	17,0
Goodwill	101,5
Total de la contrepartie à l'achat	118,5
Trésorerie acquise	(8,8)
Contrepartie à payer	(35,3)
Sorties de trésorerie	74,4

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Le goodwill est attribuable à l'effectif de l'entreprise acquise et aux synergies attendues au sein de la Société après l'acquisition. Aucun goodwill comptabilisé ne devrait être déductible aux fins de l'impôt.

Les créances clients acquises avaient une juste valeur et une valeur contractuelle brute d'environ 36,8 \$.

Les entreprises acquises, qui se composent principalement de POCH et de ConCol, ont généré des produits des activités ordinaires de 26,8 \$ et une perte nette de 1,2 \$ pour la période allant de la date de leur acquisition jusqu'au 31 décembre 2017. Si ces acquisitions avaient eu lieu le 1^{er} janvier 2017, les produits des activités ordinaires et le résultat net de la Société pour 2017 auraient augmenté de 70,6 \$ et diminué de 5,4 \$, respectivement.

Transactions de 2016

En 2016, la Société a conclu plusieurs acquisitions, notamment celle des activités de services-conseils en gestion de l'eau industrielle de Schlumberger (« Schlumberger ») au deuxième trimestre de 2016 et celle de Mouchel Consulting (« Mouchel »), division de services-conseils en ingénierie de Mouchel Limited détenue par Kier Group plc, au quatrième trimestre de 2016.

En 2017, la Société a finalisé l'évaluation des justes valeurs des actifs acquis et des passifs pris en charge dans le cadre de ces acquisitions.

La détermination définitive des justes valeurs a nécessité certains ajustements aux chiffres provisoires, tel qu'il est indiqué ci-dessous. La Société n'a

pas retraité les chiffres comparatifs de l'état consolidé de la situation financière de 2016, les ajustements ayant été jugés négligeables. La Société a également déterminé que l'incidence nette de ces ajustements sur le résultat net des périodes postérieures à la date d'acquisition n'était pas significative, de sorte qu'ils ont été comptabilisés à l'état consolidé du résultat net de l'exercice en cours.

Le tableau qui suit présente les justes valeurs définitives des actifs acquis et des passifs pris en charge, telles qu'elles ont été déterminées par la direction. Comme ces acquisitions n'étaient pas importantes prises individuellement, la Société a choisi de regrouper les informations à fournir.

	Chiffres provisoires	Ajustements	Chiffres définitifs
Montants comptabilisés des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge			
ACTIFS COURANTS			
Trésorerie	5,5	2,5	8,0
Créances clients, charges payées d'avance et autres créances	45,3	5,5	50,8
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	31,7	(4,5)	27,2
Immobilisations corporelles	3,6	1,3	4,9
Logiciels	0,8	3,8	4,6
Immobilisations incorporelles	1,4	30,1	31,5
Actifs d'impôt différé	0,1	6,9	7,0
Autres actifs non courants	0,8	-	0,8
PASSIFS COURANTS			
Dettes d'exploitation et charges à payer	(83,6)	(0,6)	(84,2)
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus	-	(3,8)	(3,8)
Passifs d'impôt différé	-	(6,0)	(6,0)
Juste valeur des actifs identifiables et des passifs pris en charge	5,6	35,2	40,8
Goodwill	166,7	(30,4)	136,3
Total de la contrepartie à l'achat	172,3	4,8	177,1
Trésorerie acquise	(5,5)	(2,5)	(8,0)
Contrepartie à payer	(7,5)	(0,1)	(7,6)
Sorties de trésorerie	159,3	2,2	161,5

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Le goodwill est attribuable à l'effectif de l'entreprise acquise et aux synergies attendues au sein de la Société après l'acquisition. Aucun goodwill comptabilisé ne devrait être déductible aux fins de l'impôt.

Les créances acquises avaient

une juste valeur et une valeur contractuelle brute d'environ 36,9 \$.

Les entreprises acquises ont dégagé des produits des activités ordinaires s'élevant à environ 68,0 \$ et un résultat net de néant pour la période allant de la date de leur acquisition

jusqu'au 31 décembre 2016. Si ces acquisitions avaient eu lieu le 1^{er} janvier 2016, les produits des activités ordinaires et le résultat net de la Société pour 2016 auraient augmenté respectivement de 227,0 \$ et 1,7 \$.

05

Partenariats

La Société détient des intérêts dans divers partenariats. Les listes ci-dessous présentent les partenariats les plus importants, qui ont été désignés et classés à titre d'entreprises communes.

Nom	2017	
	Intérêt	Pays
Pacific Complete/Woolgoolga to Ballina	40%	Australie
Melbourne Metro	33%	Australie
Coentreprise PB/HOK	50%	États-Unis
Lower South Creek	50%	Australie
Toowoomba Second Range Crossing	50%	Australie
Sydney Rapid Transit	50%	Australie
Atlanta Aviation	41%	États-Unis
KierWSP	50%	Angleterre
Coentreprise Inland Rail Design	65%	Australie
Gateway Trans Hudson Partnership	38%	États-Unis

Nom	2016	
	Intérêt	Pays
Coentreprise PB/HOK	50%	États-Unis
General Engineering Consultants	33%	États-Unis
Coentreprise PB-P	60%	États-Unis
MapLAX, A Joint Venture	51%	États-Unis
Transit Modernization Partners	70%	États-Unis
Parsons Brinckerhoff Quade & Douglas & Parsons Brinckerhoff Transportation Group JV	50%	États-Unis
HDR - PB A Joint venture	45%	États-Unis
KierWSP	50%	Angleterre
Pacific Complete - W2B	40%	Australie
KAWSP	40%	Qatar

Il n'y a aucun passif éventuel important relatif aux intérêts de la Société dans les entreprises communes énumérées ci dessus ni dans l'entreprise elle-même.

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

06

Trésorerie

	2017	2016
	\$	\$
Trésorerie	185,1	230,8
Moins : Découvert bancaire	(6,5)	(0,3)
Trésorerie, déduction faite du découvert bancaire	178,6	230,5

07

Créances clients, charges payées d'avance et autres créances

	2017	2016
	\$	\$
Créances clients	1 391,4	1 233,7
Provision pour créances douteuses	(84,5)	(84,2)
Créances clients, montant net	1 306,9	1 149,5
Créances sur des coentreprises et entreprises associées	19,4	17,6
Autres créances	116,8	142,9
Charges payées d'avance	111,6	104,5
	1 554,7	1 414,5

La balance chronologique des créances clients brutes en souffrance était la suivante :

	2017	2016
	\$	\$
Exigibles mais non en souffrance	541,3	423,7
En souffrance depuis 0 à 30 jours	365,0	292,0
En souffrance depuis 31 à 60 jours	159,6	155,7
En souffrance depuis 61 à 90 jours	59,8	82,0
En souffrance depuis 91 à 180 jours	109,7	102,1
En souffrance depuis plus de 180 jours	156,0	178,2
Solde à la fin de l'exercice	1 391,4	1 233,7

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Provision pour créances douteuses

Les variations dans la provision pour créances douteuses sont les suivantes :

	2017	2016
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	84,2	64,3
Ajustements de la provision	2,3	22,8
Écarts de change	(2,0)	(2,9)
Solde à la fin de l'exercice	84,5	84,2

La Société est exposée à un risque de crédit compte tenu de ses créances clients et elle maintient des provisions pour les pertes potentielles sur ces créances. Les pertes potentielles sont atténuées du fait que la solvabilité des clients est évaluée avant qu'un crédit ne leur soit accordé et qu'aucun client ne représente à lui seul plus de 10,0 % des produits des activités ordinaires.

08

Autres actifs

	2017	2016
	\$	\$
Frais de financement différés	1,2	3,5
Investissements	14,2	6,4
Actifs financiers disponibles à la vente*	97,6	102,0
	113,0	111,9

* Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent des placements dans un grand nombre de fonds communs de placement, selon les choix de placement des employés, concernant les obligations de rémunération différée de la Société, comme il est indiqué à la note 16. La juste valeur de ces placements s'établit à 97,1 \$ (96,7 \$ en 2016), selon le cours de marché des fonds à la date de clôture.

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

09

Immobilisations corporelles

	Terrains et bâtiments en tenure franche	Améliorations locatives	Mobilier et équipement	Matériel informatique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2016					
Coût	36,6	130,0	145,3	115,2	427,1
Cumul des amortissements	(3,7)	(31,2)	(65,3)	(57,4)	(157,6)
Valeur nette	32,9	98,8	80,0	57,8	269,5
Entrées	0,9	36,8	33,4	37,7	108,8
Entrées par voie d'acquisitions d'entreprises (note 4)	0,2	1,8	1,1	0,5	3,6
Cessions	-	(0,6)	(1,2)	-	(1,8)
Amortissement de l'exercice	(1,2)	(22,2)	(27,3)	(27,7)	(78,4)
Écarts de change	(7,1)	1,8	(1,4)	(2,3)	(9,0)
	(7,2)	17,6	4,6	8,2	23,2
Solde au 31 décembre 2016	25,7	116,4	84,6	66,0	292,7
Solde au 31 décembre 2016					
Coût	32,9	169,5	172,8	149,4	524,6
Cumul des amortissements	(7,2)	(53,1)	(88,2)	(83,4)	(231,9)
Valeur nette	25,7	116,4	84,6	66,0	292,7
Entrées	-	19,7	22,0	38,0	79,7
Entrées par voie d'acquisitions d'entreprises (note 4)	2,8	0,2	20,7	7,8	31,5
Cessions	(5,0)	-	(0,4)	(0,2)	(5,6)
Amortissement de l'exercice	(1,1)	(21,2)	(25,5)	(31,8)	(79,6)
Écarts de change	0,3	(0,1)	(3,7)	0,2	(3,3)
	(3,0)	(1,4)	13,1	14,0	22,7
Solde au 31 décembre 2017	22,7	115,0	97,7	80,0	315,4
Solde au 31 décembre 2017					
Coût	28,3	205,5	221,1	207,0	661,9
Cumul des amortissements	(5,6)	(90,5)	(123,4)	(127,0)	(346,5)
Valeur nette	22,7	115,0	97,7	80,0	315,4

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

10

Immobilisations incorporelles

	Logiciels	Carnet de commandes	Relations clients	Accords de non-concurrence	Noms commerciaux	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2016						
Coût	78,6	171,3	242,4	2,6	92,9	587,8
Cumul des amortissements	(47,3)	(30,5)	(93,3)	(1,4)	(8,7)	(181,2)
Valeur nette	31,3	140,8	149,1	1,2	84,2	406,6
Entrées	50,7	-	-	-	0,2	50,9
Entrées par voie d'acquisitions d'entreprises (note 4)	0,8	1,2	-	-	-	2,0
Cessions	(1,3)	-	-	(0,1)	-	(1,4)
Amortissement de l'exercice	(17,9)	(30,5)	(25,7)	(0,7)	(6,3)	(81,1)
Écarts de change	(1,6)	(3,8)	(3,6)	-	(12,3)	(21,3)
	30,7	(33,1)	(29,3)	(0,8)	(18,4)	(50,9)
Solde au 31 décembre 2016	62,0	107,7	119,8	0,4	65,8	355,7
Solde au 31 décembre 2016						
Coût	119,1	167,1	237,7	2,5	80,4	606,8
Cumul des amortissements	(57,1)	(59,4)	(117,9)	(2,1)	(14,6)	(251,1)
Valeur nette	62,0	107,7	119,8	0,4	65,8	355,7
Entrées	23,6	-	-	-	0,8	24,4
Entrées par voie d'acquisitions d'entreprises (note 4)	7,3	5,9	58,7	-	-	71,9
Cessions	(0,1)	-	-	-	-	(0,1)
Amortissement de l'exercice	(25,6)	(30,5)	(27,8)	(0,4)	(4,9)	(89,2)
Écarts de change	(0,1)	(4,6)	(3,3)	-	0,5	(7,5)
	5,1	(29,2)	27,6	(0,4)	(3,6)	(0,5)
Solde au 31 décembre 2017	67,1	78,5	147,4	-	62,2	355,2
Solde au 31 décembre 2017						
Coût	160,4	160,5	275,1	2,5	81,3	679,8
Cumul des amortissements	(93,3)	(82,0)	(127,7)	(2,5)	(19,1)	(324,6)
Valeur nette	67,1	78,5	147,4	-	62,2	355,2

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

La valeur comptable des immobilisations incorporelles désignées comme ayant une durée d'utilité indéterminée, soit le nom commercial de WSP, s'établissait à 48,4 \$ au 31 décembre 2017 (47,2 \$ en 2016).

La Société a procédé à son test de dépréciation annuel du nom commercial de WSP au 1^{er} octobre 2017 et au 25 septembre 2016 conformément à la politique décrite à la note 2. En conséquence, aucune

perte de valeur du nom commercial de WSP n'a été comptabilisée.

Au cours de l'exercice, la Société a acquis des immobilisations incorporelles totalisant 96,3 \$ (52,9 \$ en 2016), lesquelles sont toutes amortissables.

11

Goodwill

	2017	2016
	\$	\$
Solde au début de la période	2 783,6	2 734,3
Goodwill découlant des acquisitions d'entreprises	251,2	164,6
Écarts de change	(55,8)	(115,3)
Solde à la fin de la période	2 979,0	2 783,6

Une valeur de 2 979,0 \$ au titre du goodwill (2 783,6 \$ au 31 décembre 2016) a été attribuée aux UGT de la Société. La valeur comptable du goodwill par UGT est présentée dans le tableau suivant :

	2017	2016
	\$	\$
Goodwill attribué aux UGT		
Canada	891,2	891,2
Amériques	1 068,3	1 069,0
Royaume-Uni	312,6	332,7
Pays nordiques	306,8	275,6
Australie et Nouvelle-Zélande	263,8	80,3
Asie	68,5	73,4
Autres	67,8	61,4
	2 979,0	2 783,6

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Test de dépréciation du goodwill

La Société a procédé à son test de dépréciation annuel du goodwill au 1^{er} octobre 2017 et au 25 septembre 2016 conformément à la politique décrite à la note 2. Les principales hypothèses ayant servi à déterminer la juste valeur des différentes UGT lors des plus récents calculs de la dépréciation réalisés pour 2017 et 2016 sont décrites ci-après. La Société n'a relevé aucun indice de dépréciation à une autre date et, par conséquent, elle n'a procédé à aucun nouveau calcul de la dépréciation. La juste valeur de chaque UGT était supérieure à sa valeur comptable. Par conséquent, aucune perte de valeur du goodwill n'a été comptabilisée.

Technique d'évaluation

Juste valeur diminuée des coûts de la vente

La juste valeur des UGT a été établie en fonction de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. La juste valeur est définie, dans IFRS 13, comme étant une mesure fondée sur le marché, et non une mesure spécifique à l'entité.

En conséquence, la juste valeur des UGT doit être évaluée à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient, plutôt que celles liées spécifiquement à la Société. Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente des UGT, une approche par le résultat reposant sur la méthode d'actualisation des flux de trésorerie a été utilisée. De plus, l'approche par le marché a été employée afin de déterminer si les conclusions tirées sont raisonnables.

Approche par le résultat

La technique d'actualisation des flux de trésorerie permet d'établir l'estimation la plus juste du prix qui pourrait être obtenu pour chaque UGT dans le cadre d'une transaction conclue dans des conditions de concurrence normale, puisque la juste valeur reflète la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de l'entreprise ainsi

que la valeur résiduelle de l'entreprise à la fin de la période visée par les prévisions. L'actualisation des flux de trésorerie a été faite en fonction d'une valeur d'entreprise, c'est-à-dire que les flux de trésorerie après impôt avant la prise en compte des charges d'intérêts ont été actualisés à l'aide d'un coût moyen pondéré du capital (« CMPC »). Cette approche requiert la formulation d'hypothèses concernant les taux de croissance des produits des activités ordinaires, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le niveau du fonds de roulement, les dépenses d'investissement, les taux d'impôt et les taux d'actualisation.

Approche par le marché

Selon l'approche par le marché, il est présumé que la valeur d'une société reflète le prix payé pour des sociétés comparables du même secteur d'activité acquises dans des circonstances similaires. Une comparaison d'une UGT avec des sociétés comparables du même secteur d'activité dont l'information financière est publiée peut constituer une base raisonnable pour estimer la juste valeur. Selon cette approche, la juste valeur est calculée en fonction d'un multiple du BAIIA ajusté comparativement à un multiple médian moyen déterminé d'après l'information publiée pour des sociétés comparables et les prix de transaction.

Principales hypothèses utilisées aux fins de la détermination de la juste valeur diminuée des coûts de la vente

Projections des flux de trésorerie

Les projections des flux de trésorerie, qui couvrent une période de cinq ans (la « période couverte »), reposent sur des projections financières approuvées par la direction qui ont été établies au moyen d'hypothèses reflétant les lignes de conduite que

la Société a prévu adopter, compte tenu de l'ensemble des conditions économiques les plus probables de l'avis de la direction, ajustées pour rendre compte des attentes qu'aurait un intervenant du marché. Le BAIIA ajusté est fondé sur les valeurs réelles et estimatives pour la première année de la période couverte et sur les valeurs budgétées pour la deuxième année de la période couverte, et ces valeurs sont augmentées sur la durée de la période couverte en utilisant un taux de croissance approximatif visant à tenir compte des améliorations attendues au chapitre de l'efficacité. Le taux de croissance appliqué aux projections des flux de trésorerie des UGT de la Société variait entre 2,0 % et 5,0 % au 25 septembre 2016 et au 1^{er} octobre 2017. La Société a également pris en considération l'expérience passée, les tendances historiques ainsi que les tendances de l'industrie et du marché afin de déterminer si les projections financières utilisées sont raisonnables.

Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation (CMPC) reflète l'évaluation actuelle par le marché du risque spécifique à des sociétés comparables. Le taux d'actualisation a été établi d'après le coût moyen pondéré des capitaux propres et le coût des capitaux empruntés pour des sociétés comparables du même secteur d'activité. Le taux d'actualisation représente le coût moyen pondéré du capital (« CMPC ») après impôt. La détermination du CMPC nécessite une analyse distincte du coût des capitaux propres et du coût de la dette et tient compte d'une prime de risque fondée sur l'UGT en cause. Le CMPC après impôt appliqué aux UGT de la Société se situait entre 7,50 % et 13,25 % au 1^{er} octobre 2017 (entre 7,75 % et 13,75 % au 25 septembre 2016).

Taux de croissance final

Les taux de croissance utilisés pour établir les projections de la Société ont été déterminés à l'aide des taux de croissance publiés de l'industrie et

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

d'hypothèses concernant l'inflation, de même qu'en fonction de l'information établie par les responsables de la gestion de chaque UGT à la lumière d'analyses des tendances historiques et des attentes concernant la croissance future. Le taux de croissance final appliqué aux projections des flux de trésorerie des UGT de la Société s'établissait à 3,0 % au 25 septembre 2016 et au 1^{er} octobre 2017.

Coûts de la vente

Il a été estimé que les coûts de la vente pour chaque UGT correspondaient à environ 0,75 % (2017 et 2016) de la valeur d'entreprise de l'UGT. Les coûts de la vente reflètent les coûts marginaux, à l'exclusion des charges financières et de la charge d'impôt sur le résultat, qui seraient directement attribuables à la cession de l'UGT, y compris les frais juridiques et les coûts marginaux directs engagés pour préparer l'UGT en vue de sa vente.

Sensibilité aux modifications des hypothèses

Au 1^{er} octobre 2017, aucune variation raisonnablement possible de l'une ou l'autre des principales hypothèses utilisées pour déterminer leur juste valeur diminuée des coûts de la vente n'aurait fait en sorte que la valeur comptable des UGT de la Société excède considérablement leur valeur recouvrable respective (c.-à-d. leur juste valeur diminuée des coûts de la vente).

12

Régimes incitatifs à long terme («RILT»)

En 2011, la Société a adopté un régime incitatif à long terme (le « RILT ») à l'intention de certains employés, en vertu duquel des unités d'actions

restreintes ou des options sur actions pouvaient être émises. Le nombre total d'actions réservées en vue d'être attribuées et émises dans le cadre du RILT est limité à 2 080 950 actions. En 2014, la Société a également adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement en vertu duquel des unités d'actions liées au rendement réglées en trésorerie pouvaient être émises. En 2015, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées en vertu duquel des unités d'actions différées réglées en trésorerie pouvaient être émises et, en 2016, elle a adopté un régime d'unités d'actions restreintes en vertu duquel des unités d'actions restreintes réglées en trésorerie pouvaient être émises. Le RILT, le régime d'unités d'actions liées au rendement, le régime d'unités d'actions différées et le régime d'unités d'actions restreintes sont désignés collectivement comme les « RILT ».

Unités d'actions restreintes réglées en trésorerie

Les unités d'actions restreintes sont réglées en trésorerie, et les droits s'y rattachant s'acquiescent après trois ans. La charge de rémunération et le passif connexe liés à ces attributions sont évalués d'après la juste valeur de l'unité attribuée et sont comptabilisés à titre de charge ou de produit de manière uniforme sur une période de trois ans. À la clôture de chaque période de présentation de l'information financière, les variations de l'obligation de paiement de la Société découlant des fluctuations de la valeur de marché de ses actions ordinaires à la TSX ou d'une variation du nombre d'unités attribuable à son rendement attendu sont comptabilisées à titre de charge ou de produit.

Le paiement de 2017 au titre des unités d'actions restreintes réglées en trésorerie s'établit à 0,5 \$ (néant en 2016). La Société a comptabilisé, dans les coûts liés au personnel, une charge de 2,5 \$ pour l'exercice en ce qui a trait aux unités d'actions

restreintes réglées en trésorerie (1,5 \$ en 2016). Au 31 décembre 2017, 118 630 unités d'actions restreintes réglées en trésorerie étaient en circulation (79 669 en 2016), et l'obligation cumulative au 31 décembre 2017 s'établissait à 3,5 \$ (1,5 \$ en 2016).

Options sur actions

Les options attribuées aux dirigeants et aux employés en vertu du régime d'options sur actions peuvent être exercées au cours d'une période ne pouvant dépasser 10 ans à compter de la date d'attribution. Les options sont acquises trois ans après la date d'attribution et celles qui ne sont pas exercées expirent à la première des deux dates suivantes : un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé ou la date d'échéance des options sur actions attribuées.

Au cours de l'exercice, 30 684 options ont été exercées au prix de 35,45 \$ et 42 285 options ont été exercées au prix de 37,75 \$.

Au 31 décembre 2017, 657 829 options sur actions étaient en cours, à un prix d'exercice allant de 35,12 \$ à 49,28 \$ (691 086 en 2016); de ce nombre, 471 350 options sur actions étaient acquises.

La juste valeur des options sur actions à la date d'attribution a été évaluée selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. La volatilité attendue est estimée à l'aide du cours historique des actions ordinaires de la Société et le taux d'intérêt sans risque est estimé selon les taux des obligations d'État. Le tableau qui suit présente les données utilisées pour établir la juste valeur des options sur actions à la date d'attribution pour les périodes closes les 31 décembre 2017 et 2016 :

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

	2017	2016
Volatilité attendue du prix de l'action	20%-35%	20%-35%
Dividende	3,25%-3,75%	3,25%-3,75%
Taux d'intérêt sans risque	1,75%-2,25%	1,75%-2,25%
Juste valeur – moyenne pondérée des options émises	\$9,50-\$10,50	\$7,50-\$8,50

La Société a comptabilisé, dans les coûts liés au personnel, une charge de rémunération fondée sur des actions de 1,4 \$ pour l'exercice (1,6 \$ en 2016).

Unités d'action liées au rendement réglées en trésorerie

Les unités d'actions liées au rendement sont réglées en trésorerie. Elles sont acquises si certains objectifs de rendement de la Société sont atteints et elles sont payables annuellement depuis 2017. Les charges de rémunération et le passif connexe liés à ces attributions sont évalués d'après la juste valeur de l'unité attribuée et sont comptabilisés à titre de charges ou de recouvrement sur la période d'acquisition des unités attribuées. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, les variations de l'obligation de paiement de la Société attribuables aux fluctuations du cours de ses actions ordinaires à la TSX, ou à un

changement dans le nombre d'unités fondé sur le rendement attendu de la Société, sont comptabilisées à titre de charges ou de recouvrement.

Le paiement de 2017 au titre des unités d'actions liées au rendement réglées en trésorerie s'est établi à 8,4 \$. La Société a comptabilisé, dans les coûts liés au personnel, une charge de 8,8 \$ pour l'exercice (8,9 \$ en 2016) en ce qui a trait aux unités d'actions liées au rendement réglées en trésorerie. Au 31 décembre 2017, 663 721 unités d'actions liées au rendement réglées en trésorerie étaient en circulation (616 830 en 2016), et l'obligation cumulative s'établissait à 17,7 \$ (17,3 \$ en 2016).

Unités d'actions différées réglées en trésorerie

Les unités d'actions différées sont réglées en trésorerie et les droits connexes s'acquièrent immédiatement lors de l'attribution. La charge et le

passif liés à ces attributions sont fondés sur la juste valeur de marché des actions ordinaires de la Société. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, les variations de l'obligation de paiement de la Société attribuables aux fluctuations du cours de ses actions ordinaires à la TSX, ou à un changement dans le nombre d'unités, sont comptabilisées à titre de charges ou de recouvrement. Au 31 décembre 2017, 68 227 unités d'actions différées réglées en trésorerie étaient en circulation (25 756 en 2016). La Société a comptabilisé, dans les coûts liés au personnel, une charge de 3,2 \$ (1,3 \$ en 2016) en ce qui a trait aux unités d'actions différées réglées en trésorerie à l'intention des administrateurs et effectué un versement de 0,2 \$ au cours de l'exercice, et l'obligation cumulative s'établissait ainsi à 4,1 \$ au 31 décembre 2017 (1,1 \$ en 2016).

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

13

Dettes d'exploitation et charges à payer

	2017	2016
	\$	\$
Dettes d'exploitation	518,5	307,3
Avantages du personnel à payer	472,5	361,5
Taxes de vente	65,9	59,7
Dettes envers les coentreprises et entités connexes	3,1	0,9
Charges courues et autres dettes d'exploitation	203,0	386,3
Provisions	220,1	226,4
	1 483,1	1 342,1
Moins : Provisions non courantes	121,2	128,6
Dettes d'exploitation et charges à payer	1 361,9	1 213,5

	Provisions pour litiges	Provisions au titre de biens immobiliers	Autres provisions	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2015	126,9	31,5	13,0	171,4
Acquisitions d'entreprises	11,5	(5,3)	4,2	10,4
Provisions supplémentaires	27,8	58,6	11,3	97,7
Règlement par déboursé ou autre	(37,1)	0,6	(7,1)	(43,6)
Écarts de change	(5,9)	(2,5)	(1,1)	(9,5)
Solde au 31 décembre 2016	123,2	82,9	20,3	226,4
Acquisitions d'entreprises	(0,3)	5,9	7,7	13,3
Provisions supplémentaires	7,5	14,1	-	21,6
Règlement par déboursé ou autre	(9,3)	(11,2)	(14,2)	(34,7)
Écarts de change	(2,5)	(4,0)	-	(6,5)
Solde au 31 décembre 2017	118,6	87,7	13,8	220,1

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

14

Dettes à long terme

	2017	2016
	\$	\$
Facilité de crédit	1 094,0	1 042,7
Autres dettes	64,7	7,4
	1 158,7	1 050,1
Moins : Partie courante	276,3	135,9
	882,4	914,2

Facilité de crédit

WSP dispose d'une facilité de crédit de 1400,0 M\$ US consentie par un syndicat d'institutions financières (les « prêteurs »), qui se compose de ce qui suit :

- une facilité de crédit de premier rang renouvelable et non garantie d'un montant maximal de 1 200,0 M\$ US (la « facilité de crédit renouvelable ») échéant le 31 décembre 2020;
- une facilité de crédit à terme de premier rang non renouvelable et non garantie composée d'un capital de 200,0 M\$ US (la « facilité à terme »), venant à échéance le 31 octobre 2018.

La facilité de crédit porte intérêt au taux préférentiel canadien, au taux de base américain, au taux des acceptations bancaires et au TIOL

plus une marge d'au plus 2,5 %, selon le type d'avances et les ratios financiers de la Société, qui sont définis dans l'entente avec les prêteurs. La Société verse une commission d'engagement négociée sur la facilité de crédit disponible et inutilisée.

Aux termes de cette facilité de crédit, la Société est dans l'obligation, entre autres conditions, de respecter certaines clauses restrictives sur une base consolidée. Les principales clauses se rattachent aux ratios de la dette nette consolidée sur le BAIIA ajusté consolidé et à la couverture des intérêts, qui sont des mesures non conformes aux IFRS. La direction s'assure trimestriellement de la conformité de la Société aux clauses restrictives dans le cadre des exigences de dépôt prévues en vertu de la facilité de crédit. Toutes les clauses restrictives étaient respectées au 31 décembre 2017.

En vertu de la facilité de crédit, la Société peut émettre des lettres de crédit irrévocables jusqu'à un maximum de 250,0 \$ US, diminuant ainsi le montant disponible sur cette facilité de crédit. En 2017, la Société a conclu des facilités bilatérales d'un montant total de 206,7 \$ aux fins de l'émission de lettres de crédit. Au 31 décembre 2017, la Société a émis, dans le cours normal des affaires, des lettres de crédit irrévocables totalisant 242,6 \$ (228,8 \$ en 2016) en vertu de ses propres engagements, diminuant d'autant sa facilité de crédit disponible et ses facilités bilatérales.

Au 31 décembre 2017, la Société disposait d'autres marges de crédit à l'exploitation totalisant 145,6 \$ (20,2 \$ en 2016), dont un montant de 80,2 \$ (19,4 \$ en 2016) était disponible à la fin de l'exercice.

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Répartition des facilités de crédit selon la monnaie empruntée :

	2017	Monnaie de base	2016	Monnaie de base
	\$		\$	
Dollar américain	1 046,8	832,6	1 032,6	768,1
Livre sterling	10,6	6,2	5,3	3,2
Couronne suédoise	2,8	18,2	4,8	32,5
Dollar canadien	33,8	-	-	-
	1 094,0		1 042,7	

Les versements annuels sur les dettes à long terme pour chacun des trois prochains exercices seront de 276,3 \$ en 2018, de 277 \$ en 2019 et de 854,7 \$ en 2020.

15

Autres passifs financiers

	2017	2016
	\$	\$
Découvert bancaire (note 6)	6,5	0,3
Emprunt à payer	-	3,5
Effets à payer	50,1	11,7
Obligations en vertu de contrats de location-financement	14,6	16,5
	71,2	32,0
Moins : Partie courante	45,8	18,1
	25,4	13,9

Les versements sur les passifs financiers pour chacun des trois prochains exercices s'établissent à 45,8 \$ en 2018, à 17,7 \$ en 2019, et à 7,7 \$ en 2020 et par la suite.

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

16

Régimes de retraite

Le tableau qui suit présente les charges de retraite comprises dans les coûts liés au personnel.

	2017	2016
	\$	\$
Régimes de retraite à prestations définies	6,6	3,5
Régimes de retraite à cotisations définies	81,2	77,4
	87,8	80,9

La Société offre à ses salariés des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies. Les cotisations définies sont passées en charges aux états consolidés du résultat net à mesure qu'elles sont engagées.

Au Canada, la Société a des régimes d'épargne-retraite à cotisations définies pour ses employés. En vertu de ces régimes, la Société verse une contribution équivalente à la cotisation de l'employé jusqu'à concurrence d'un maximum variant entre 3 % et 5 % du salaire de l'employé. L'employé acquiert la totalité des cotisations de l'employeur après deux années de service continu ou avant, s'il perd son emploi en raison d'une mise à pied par manque de travail.

Au Royaume-Uni, cinq régimes à prestations définies distincts, tous fermés aux nouveaux participants, sont offerts. Les actifs des régimes sont détenus séparément des actifs de la Société, dans des fonds administrés par un tiers.

En Suède, une partie du régime multiemployeurs à prestations définies géré par l'État est comptabilisée dans l'état consolidé de la situation financière de la Société. Les coûts des services non encore rendus au titre de ce régime ont cessé de s'appliquer en 2008 lorsque les salariés ont été incorporés au régime de l'État. Le régime multiemployeurs de l'État conserve d'autres actifs substantiels pour prendre en charge le

passif du régime. Les administrateurs n'ayant pas été en mesure de déterminer les actifs et les passifs de cette composante du régime, il est traité comme un régime à cotisations définies aux fins d'IAS 19 *Avantages du personnel*.

Aux États-Unis, la Société maintient désormais un régime de rémunération différée comptabilisé aux termes d'IAS 19. Selon cette norme, une partie de la rémunération des employés est différée et investie, au profit des employés, dans les actifs disponibles à la vente (se reporter à la note 8) d'une fiducie, ces actifs étant toutefois mis à la disposition des créanciers de la Société si celle-ci devient insolvable.

Pour les régimes à prestations définies capitalisés et non capitalisés, tout déficit de la juste valeur de l'actif des régimes sur la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies est comptabilisé en passif dans l'état consolidé de la situation financière. Les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés au complet à mesure qu'ils surviennent dans l'état du résultat global. Ces écarts actuariels rendent compte des modifications des hypothèses actuarielles et des écarts entre les hypothèses actuarielles et les résultats réels.

La charge actuarielle comptabilisée aux états consolidés du résultat net, eu égard aux régimes à prestations définies, est composée des coûts des services

rendus au cours de l'exercice considéré, des intérêts nets sur le passif (l'actif) au titre des prestations définies, des coûts des services passés et des coûts liés aux compressions des régimes.

Les passifs de la Société découlant des obligations au titre des prestations définies et les coûts des services rendus au cours de l'exercice considéré qui s'y rattachent sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. Des évaluations sont effectuées chaque année. Des actuaires et des conseillers externes fournissent des recommandations sur les questions d'ordre actuariel. Les hypothèses actuarielles sur lesquelles repose le calcul des obligations au titre des prestations diffèrent selon la situation économique du pays dans lequel le régime a cours et sont énoncées ci-après. Pour formuler l'hypothèse concernant le taux de rendement à long terme attendu des actifs, la Société a tenu compte du niveau actuel du rendement attendu des placements sans risque (principalement des obligations d'État du Royaume-Uni) ainsi que du niveau historique de la prime de risque associée aux autres catégories d'actifs du portefeuille. Le rendement attendu pour chaque catégorie d'actif a ensuite été appliqué aux actifs des régimes pour calculer le taux de rendement à long terme global attendu des actifs pour l'ensemble des portefeuilles.

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Hypothèses

	2017	2016
ROYAUME-UNI		
Taux d'augmentation des prestations à payer	2,05 % à 2,20 %	1,85 % à 3,65 %
Taux d'actualisation	2,55 %	2,65 %
Taux d'inflation hypothétique	2,20 % à 3,20 %	2,25 % à 3,25 %
Espérance de vie à 65 ans (participants actuellement âgés de 65 ans)		
– Hommes	87,9	88,0
– Femmes	89,7	90,4
SUÈDE		
Taux d'actualisation	2,60 %	2,85 %
Taux d'inflation hypothétique	1,90 %	1,50 %
Espérance de vie à 65 ans (participants actuellement âgés de 65 ans)		
– Hommes	87,0	87,0
– Femmes	89,0	89,0
ÉTATS-UNIS		
Taux d'actualisation	2,70 % à 3,00 %	2,75 % à 3,40 %

Les principales catégories des actifs des régimes liés aux régimes de retraite à prestations définies au Royaume Uni sont les suivantes :

	2017		2016	
	Juste valeur \$	%	Juste valeur \$	%
Actions	79,6	41	68,4	39
Obligations	96,9	50	93,4	53
Autres	16,7	9	15,4	8

Au 31 décembre 2017, environ 41 % (39 % en 2016) des actifs des régimes étaient investis directement dans des titres négociés en bourse. De plus, le régime investit dans des fonds communs non négociés en bourse, mais qui disposent de titres sous-jacents qui sont négociés en bourse.

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Le tableau qui suit présente les montants comptabilisés dans les états de la situation financière :

	2017	2016
	\$	\$
Juste valeur des actifs des régimes (Royaume-Uni)	193,2	177,2
Valeur actualisée des obligations capitalisées (Royaume-Uni)	(231,4)	(235,4)
Déficit (Royaume-Uni)	(38,2)	(58,2)
Valeur actualisée des obligations non capitalisées (Suède)	(47,8)	(39,5)
Valeur actualisée des obligations non capitalisées (États-Unis)	(119,0)	(120,4)
Valeur actualisée des obligations non capitalisées (note 4)	(1,7)	-
Passif des régimes de retraite	(206,7)	(218,1)

Le tableau qui suit présente les montants comptabilisés dans les états consolidés du résultat net :

	2017	2016
	\$	\$
Coûts des services rendus au cours de la période	6,6	3,5

	2017	2016
	\$	\$
Charges d'intérêts	9,7	12,1
Rendement attendu des actifs des régimes	(4,7)	(6,5)
Charges financières nettes liées aux obligations des régimes de retraite	5,0	5,6

Le tableau qui suit présente la variation de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies :

	2017	2016
	\$	\$
Valeur actualisée de l'obligation – solde d'ouverture	395,3	394,2
Régime à prestations définies repris dans le cadre d'acquisitions	1,7	-
Coûts des services rendus au cours de la période	6,6	3,5
Cotisations des participants aux régimes	0,3	0,3
Prestations versées	(28,5)	(18,1)
Charges d'intérêts	9,7	12,1
(Gain) perte actuariel (hypothèses)	3,5	53,4
(Gain) perte actuariel (expérience)	12,1	5,6
Écarts de change	(0,8)	(55,7)
Valeur actualisée de l'obligation à la fin de l'exercice	399,9	395,3

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Le tableau qui suit présente la variation de la juste valeur des actifs des régimes :

	2017	2016
	\$	\$
Juste valeur des actifs des régimes – solde d'ouverture	177,2	185,5
Rendement attendu des actifs des régimes	4,7	6,5
Cotisations des participants aux régimes	0,3	0,3
Cotisations de l'employeur	11,2	12,1
Prestations versées	(12,6)	(7,3)
Gain actuariel (perte) (expérience)	8,0	17,7
Écarts de change	4,4	(37,6)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	193,2	177,2

Le tableau qui suit présente le sommaire du déficit net au titre des obligations en matière de retraite :

	2017	2016
	\$	\$
Valeur actualisée des actifs des régimes	193,2	177,2
Juste valeur des passifs des régimes	(399,9)	(395,3)
Déficit	(206,7)	(218,1)

Le tableau qui suit présente le cumul des gains actuariels (pertes actuarielles) comptabilisés en capitaux propres :

	2017	2016
	\$	\$
Solde d'ouverture	(10,0)	31,3
Gain actuariel (perte) net comptabilisé pour l'exercice	(7,6)	(41,3)
Solde à la fin de l'exercice	(17,6)	(10,0)

Les régimes à prestations définies de la Société l'exposent au risque de taux d'intérêt, au risque lié à l'inflation, au risque lié à la longévité, au risque de change et au risque lié aux placements sur le marché. Le tableau qui suit présente l'analyse sommaire de la sensibilité du déficit global des régimes de retraite aux variations des hypothèses principales :

Hypothèse	Variation	Incidence sur le déficit
Taux d'actualisation	+/- 0,1 %	Diminution/augmentation 5,5 \$
Taux d'inflation	+/- 0,1 %	Diminution/augmentation 3,1 \$
Mortalité	+/- 1 an	Diminution/augmentation 12,5 \$

Le total des cotisations des salariés et des cotisations de l'employeur qui devraient être payées en 2018 au titre des régimes de retraite à prestations définies de la Société s'élève à environ 11,0 \$.

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

17

Capital-actions**Autorisé**

Un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, avec droit de vote et de participation.

Un nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale, avec droit de participation et pouvant être émises en séries.

Émis et libéré

	Actions ordinaires	
	Nombre	\$
Solde au 1^{er} janvier 2016	99 255 857	2 409,7
Actions émises dans le cadre du RRD	2 115 280	81,9
Solde au 31 décembre 2016	101 371 137	2 491,6
Actions émises dans le cadre du RRD (note 22)	1 716 486	82,7
Actions émises lors de l'exercice d'options sur actions*	72 969	3,1
Solde au 31 décembre 2017	103 160 592	2 577,4

* La valeur comptable des actions ordinaires inclut une réduction de 0,5 \$ du surplus d'apport, qui correspond au montant de la charge de rémunération cumulée liée aux options sur actions exercées pour la période.

Au 31 décembre 2017, aucune action privilégiée n'a été émise.

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

18

Gestion du capital

Les principaux objectifs de la Société relativement à la gestion de la structure de son capital sont les suivants :

- maintenir une flexibilité financière dans le but de répondre

à ses engagements financiers, de verser des dividendes, d'exécuter une stratégie de croissance et de poursuivre sa croissance par l'entremise des acquisitions d'entreprises;

- gérer les activités de la Société de manière responsable afin d'être en mesure de verser un rendement adéquat aux actionnaires;

- respecter les ratios financiers requis en vertu de la facilité de crédit.

Pour la gestion du capital, la Société a défini son capital comme une combinaison des dettes à long terme, de l'emprunt, des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et de la participation ne donnant pas le contrôle, déduction faite de la trésorerie (déduction faite du découvert bancaire). Les dettes sans recours sont exclues.

	2017	2016
	\$	\$
Dettes à long terme	1 158,7	1 050,1
Emprunt (note 15)	-	3,5
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	2 959,0	2 859,6
Participation ne donnant pas le contrôle	-	0,9
	4 117,7	3 914,1
Moins : Trésorerie, déduction faite du découvert bancaire	(178,6)	(230,5)
	3 939,1	3 683,6

La stratégie financière de la Société consiste à maintenir une structure flexible cohérente avec les objectifs cités plus haut, à s'adapter adéquatement à l'évolution de la conjoncture économique et à permettre sa croissance interne

par des acquisitions d'entreprises. La Société surveille sa structure de capital en utilisant le ratio de la dette nette consolidée sur le BAIIA ajusté consolidé. Ce ratio vise à déterminer le niveau d'endettement maximal.

En vue de maintenir et d'ajuster sa structure de capital, la Société pourrait émettre de nouvelles actions sur le marché, contracter des emprunts bancaires et négocier de nouvelles facilités de crédit.

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

19

Coûts d'acquisition et d'intégration

	2017	2016
	\$	\$
Coûts liés aux acquisitions d'entreprises	6,3	3,1
Coûts liés à l'intégration d'entreprises	22,1	29,8
	28,4	32,9

Les coûts d'acquisition et d'intégration comprennent les coûts liés au personnel de 6,2 \$ et 7,8 \$ pour 2017 et 2016, respectivement.

Les coûts liés à l'intégration d'entreprises ont trait aux coûts engagés aux fins de l'intégration d'entreprises acquises durant une période d'au plus 24 mois à compter de la date d'acquisition.

20

Charges financières nettes

	2017	2016
	\$	\$
Intérêts liés aux facilités de crédit	33,8	26,2
Charges financières nettes liées aux obligations des régimes de retraite	5,0	5,6
Perte (profit) de change sur les actifs/passifs en monnaies étrangères	3,5	4,8
Autres intérêts et frais bancaires	6,5	7,3
Perte (profit) à la vente d'actifs disponibles à la vente	(7,7)	(5,0)
Produit d'intérêts	(4,2)	(1,7)
	36,9	37,2

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

21

Impôt sur le résultat

Le tableau qui suit présente les composantes de la charge (du produit) d'impôt sur le résultat pour 2017 et 2016 :

	2017	2016
	\$	\$
Impôt exigible		
Impôt exigible sur le résultat de l'exercice	97,0	71,9
Ajustements relatifs aux exercices précédents	7,9	15,2
Total de l'impôt exigible	104,9	87,1
Impôt différé		
Création et résorption des différences temporaires	(10,0)	(3,9)
Incidence des variations des taux d'impôt	16,0	0,2
Ajustements relatifs aux exercices précédents	(8,8)	(16,3)
Total de l'impôt différé	(2,8)	(20,0)
Total de la charge d'impôt sur le résultat	102,1	67,1

Le tableau suivant présente un rapprochement de la charge d'impôt sur le résultat, selon les taux d'impôt combinés canadiens fédéral-provincial prévus par la loi, de 26,8 % (26,9 % en 2016) et le taux d'impôt effectif réel :

	2017		2016	
	\$	%	\$	%
Résultat avant impôt	315,4	-	265,8	-
Charge d'impôt prévue aux taux d'imposition combinés canadiens fédéral-provincial prévus par la loi	84,5	26,8	71,5	26,9
Variations découlant des éléments suivants :				
Différences dues aux taux d'impôt étranger	(3,2)	(1,0)	(10,3)	(3,8)
Charges non déductibles (produits non déductibles), montant net	5,1	1,6	5,1	1,9
Avantages fiscaux non comptabilisés, montant net	0,9	0,3	3,6	1,4
Ajustements relatifs aux exercices précédents	(0,9)	(0,3)	(1,1)	(0,4)
Incidence des variations des taux d'impôt	16,0	5,1	0,2	(0,1)
Autres éléments	(0,3)	(0,1)	(1,9)	(0,7)
	102,1	32,4	67,1	25,2

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Le 22 décembre 2017, le président Trump a ratifié le projet de loi *Tax Cuts and Jobs Act*, qui vient réduire le taux d'imposition fédéral des sociétés américaines pour le faire passer de 35 % à 21 %. En conséquence, la Société a imputé une charge de 0,4 M\$ aux autres éléments du résultat global et a comptabilisé une hausse de 16,0 M\$ de sa charge d'impôt, par suite de la réévaluation de ses actifs et passifs d'impôt différé.

En 2017, le montant net des avantages

fiscaux non comptabilisés représente l'incidence d'économies d'impôt non comptabilisées relatives à l'exercice 2017 et à des exercices précédents qui se rapportent principalement à des filiales à l'étranger et dont l'utilisation n'est pas jugée probable, en partie contrebalancée par le solde des actifs d'impôt différé comptabilisés à l'égard de nos activités en Australie par suite de l'amélioration continue du résultat en 2017.

En 2016, le montant net des avantages fiscaux non comptabilisés représente

l'incidence d'économies d'impôt non comptabilisées relatives à l'exercice 2016 et à des exercices précédents qui se rapportent principalement à des filiales à l'étranger et dont l'utilisation n'est pas jugée probable, en partie contrebalancée par les actifs d'impôt différé comptabilisés à l'égard de nos activités en Australie par suite de l'amélioration du résultat en 2016.

Aux 31 décembre 2017 et 2016, les actifs et passifs d'impôt différé sont composés des éléments significatifs suivants :

2017							
	Au 1^{er} janv.	Crédité (débité) à l'état du résultat net	Crédité (débité) aux autres éléments du résultat global	Débité directement aux capitaux propres	Acquisitions d'entreprises	Écarts de change	Au 31 déc.
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs d'impôt différé							
Provisions déductibles lors de leur règlement	109,2	(11,5)	-	-	7,1	(2,7)	102,1
Report en avant de perte fiscale	25,9	(5,0)	-	-	1,5	0,2	22,6
Régime de retraite	65,1	(18,7)	(0,3)	-	0,3	(2,5)	43,9
Frais d'émission différés	5,9	(2,6)	-	-	-	-	3,3
Immobilisations corporelles	4,5	1,7	-	-	7,6	0,5	14,3
Autres différences temporaires	33,9	(11,8)	0,1	-	4,6	(1,5)	25,3
	244,5	(47,9)	(0,2)	-	21,1	(6,0)	211,5
Passifs d'impôt différé							
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	(80,3)	(10,1)	-	-	(0,3)	(1,5)	(92,2)
Retenues	(18,2)	5,8	-	-	-	0,8	(11,6)
Immobilisations corporelles	(29,3)	17,9	-	-	(0,9)	1,0	(11,3)
Immobilisations incorporelles et goodwill	(91,5)	36,9	-	-	(16,7)	3,2	(68,1)
Autres différences temporaires	(12,3)	0,2	0,9	-	(0,4)	0,2	(11,4)
	(231,6)	50,7	0,9	-	(18,3)	3,7	(194,6)
Total	12,9	2,8	0,7	-	2,8	(2,3)	16,9

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

2016							
	Au 1^{er} janv.	Crédité (débité) à l'état du résultat net	Crédité (débité) aux autres éléments du résultat global	Débité directe- ment aux capitaux propres	Acqui- sitions d'entre- prises	Écarts de change	Au 31 déc.
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs d'impôt différé							
Provisions déductibles lors de leur règlement	113,5	(4,1)	-	-	3,1	(3,3)	109,2
Report en avant de perte fiscale	30,9	(1,6)	(0,6)	-	-	(2,8)	25,9
Régime de retraite	50,4	12,2	5,7	-	-	(3,2)	65,1
Frais d'émission différés	9,0	(3,2)	-	0,1	-	-	5,9
Immobilisations corporelles	8,3	(2,6)	-	-	0,1	(1,3)	4,5
Autres différences temporaires	5,2	30,7	-	-	(2,2)	0,2	33,9
	217,3	31,4	5,1	0,1	1,0	(10,4)	244,5
Passifs d'impôt différé							
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	(70,9)	(14,3)	-	-	-	4,9	(80,3)
Retenues	(26,4)	7,4	-	-	-	0,8	(18,2)
Immobilisations corporelles	(4,1)	(25,0)	-	-	-	(0,2)	(29,3)
Immobilisations incorporelles et goodwill	(108,7)	12,4	-	-	-	4,8	(91,5)
Autres différences temporaires	(21,5)	8,1	0,5	-	-	0,6	(12,3)
	(231,6)	(11,4)	0,5	-	-	10,9	(231,6)
Total	(14,3)	20,0	5,6	0,1	1,0	0,5	12,9

L'impôt différé est présenté comme suit aux états consolidés de la situation financière :

	2017	2016
	\$	\$
Actifs d'impôt différé	91,4	78,9
(Passifs) d'impôt différé	(74,5)	(66,0)
Actifs (passifs) d'impôt différé, montant net	16,9	12,9

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Au 31 décembre 2017, la Société a comptabilisé des actifs d'impôt différé de 22,6 \$ (25,9 \$ au 31 décembre 2016) liés aux pertes fiscales de certaines filiales pour l'exercice considéré ou des exercices antérieurs. La Société a comptabilisé des actifs d'impôt différé, car elle estime qu'il est probable qu'elle disposera de bénéfices imposables futurs auxquels les pertes fiscales reportées en avant pourront être imputées.

Au 31 décembre 2017, la Société avait des actifs d'impôt différé non comptabilisés de 29,5 \$ (35,1 \$ au 31 décembre 2016) liés à des reports en avant de perte fiscale de 113,3 \$ (129,6 \$ au 31 décembre 2016), dont une tranche de 42,1 \$ (49,5 \$ au 31 décembre 2016) vient à échéance entre 2018 et 2037, le reste n'ayant pas d'échéance, et des différences temporaires pour un montant brut de 5,5 \$ sans échéance (12,1 \$ au 31 décembre 2016). La Société considère comme non probable le recouvrement de ces actifs d'impôt différé non comptabilisés.

Un passif d'impôt différé n'a pas été

comptabilisé au titre de différences temporaires imposables de 198,0 \$ au 31 décembre 2017 (121,0 \$ au 31 décembre 2016) se rapportant aux résultats non distribués des filiales, car la Société contrôle le moment où ces différences temporaires s'inverseront et ne s'attend pas à ce qu'elles s'inversent dans un avenir prévisible. Lors de la distribution de ces résultats sous forme de dividendes ou autrement, la Société pourrait être assujettie à l'impôt des sociétés ou à des retenues d'impôt.

22

Dividendes

La Société vise à déclarer et à verser des dividendes en trésorerie aux actionnaires chaque trimestre. Le montant total de dividendes déclarés par la Société pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2017 s'est établi à 38,7 \$, ou 0,375 \$ par action.

Le montant total des dividendes

déclarés par la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'établit à 153,8 \$ (150,8 \$ en 2016).

Régime de réinvestissement des dividendes (RRD)

En vertu du RRD, les détenteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de réinvestir les dividendes en trésorerie dans de nouvelles actions ordinaires. Les actions à émettre peuvent être achetées sur le marché libre ou émises sur le capital autorisé de la Société, au gré de la direction. Les actions émises sur le capital autorisé seront assorties d'un escompte maximal de 5,0 % par rapport au cours moyen du marché.

En 2017, un montant de 82,7 \$ a été réinvesti dans 1 716 486 actions ordinaires dans le cadre du RRD (note 17).

Le 15 janvier 2018, lors du paiement du dividende du quatrième trimestre, un montant de 19,2 \$ a été réinvesti dans 328 360 nouvelles actions dans le cadre du RRD.

23

Tableaux des flux de trésorerie

a) Ajustements

	2017	2016
	\$	\$
Dotation aux amortissements	168,8	159,5
Quote-part du résultat d'entreprises associées et de coentreprises (déduction faite de l'impôt)	(0,3)	(0,1)
Charge relative aux régimes de retraite à prestations définies	6,6	(3,5)
Cotisations en trésorerie aux régimes de retraite à prestations définies	(11,2)	(12,1)
Écarts de change et transactions sans incidence sur la trésorerie	0,7	4,2
Autres	(24,9)	(14,8)
	139,7	133,2

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

b) Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement

	2017	2016
	\$	\$
Diminution (augmentation) :		
Créances clients, charges payées d'avance et autres créances	(59,4)	93,1
Excédent des coûts et profits prévus sur la facturation	(48,2)	(16,4)
Augmentation (diminution) :		
Dettes d'exploitation et charges à payer	86,4	(43,9)
Excédent de la facturation sur les coûts et profits prévus	(16,6)	(35,6)
	(37,8)	(2,8)

c) Transactions sans effet sur la trésorerie

	2017	2016
	\$	\$
Entrées d'immobilisations incorporelles et de charges payées d'avance découlant de la reprise d'un contrat de location-financement et de passifs financiers	-	15,3

d) Transactions découlant des flux de trésorerie - dettes à long terme

			2017
			\$
	Augmentation de la dette	Remboursement de la dette	Total
Facilité à terme	-	(124,7)	(124,7)
Facilité renouvelable	9 885,1	(9 679,5)	205,6
Autres dettes à long terme	-	(14,1)	(14,1)
	9 885,1	(9 818,3)	66,8

			2016
			\$
	Augmentation de la dette	Remboursement de la dette	Total
Facilité à terme	-	(131,7)	(131,7)
Facilité renouvelable	5 708,8	(5 492,6)	216,2
Autres dettes à long terme	-	(3,1)	(3,1)
	5 708,8	(5 627,4)	81,4

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

24

Transactions entre parties liées

Entités contrôlées

La Société contrôle et consolide une entité lorsqu'elle est exposée, ou qu'elle a droit, à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. Les principales filiales de la Société sont les suivantes.

Entité	Pays de constitution	Intérêts	
		2017	2016
WSP Canada Inc.	Canada	100 %	100 %
WSP Canada Group Limited	Canada	100 %	100 %
Parsons Brinckerhoff Holdings Inc.	États-Unis	100 %	100 %
WSP Colombia S.A.S.	Colombie	100 %	100 %
WSP Consulting Chile LTDA	Chili	100 %	100 %
WSP UK Limited	Angleterre	100 %	100 %
Parsons Brinckerhoff Limited (UK)	Angleterre	100 %	100 %
WSP CEL Limited	Angleterre	100 %	100 %
WSP Sverige AB	Suède	100 %	100 %
WSP Deutschland AG	Allemagne	100 %	100 %
WSP France SAS	France	100 %	100 %
WSP Middle East Ltd	Jersey	100 %	100 %
Parsons Brinckerhoff International LLC	Qatar	100 %	100 %
Parsons Brinckerhoff Africa (Pty) Limited	Afrique du Sud	74 %	74 %
WSP Group Africa	Afrique du Sud	74 %	74 %
WSP Asia (Holdings) Limited	Hong Kong	100 %	100 %
WSP Hong Kong Limited	Hong Kong	100 %	100 %
WSP (Asia) Ltd.	Hong Kong	100 %	100 %
WSP Consultancy Pte Ltd	Singapour	100 %	100 %
WSP Australia Pty Ltd	Australie	100 %	100 %
WSP New Zealand Ltd	Nouvelle-Zélande	100 %	100 %

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants incluent les membres du conseil, le président et chef de la direction, le chef des services financiers et les membres de l'équipe de direction mondiale. La rémunération payée ou payable aux principaux dirigeants inclut :

	2017	2016
	\$	\$
Avantages à court terme du personnel	14,7	14,8
Palements fondés sur des actions	8,8	8,3
	23,5	23,1

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

25

Instruments financiers

Juste valeur

La trésorerie, les créances clients et autres créances, l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation, les dettes d'exploitation, les dividendes à payer aux actionnaires, les découverts bancaires, les dettes à long terme, les autres passifs non courants et les obligations en vertu de contrats de location-financement sont des instruments financiers pour lesquels la juste valeur correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée, de leurs taux d'intérêt variables ou des taux courants sur le marché pour des instruments à taux fixe.

La hiérarchie des justes valeurs selon laquelle la Société évalue les instruments financiers est la suivante :

- les données d'entrée de niveau 1 sont des cours non ajustés, sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques;
- les données d'entrée de niveau 2 sont des données concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché visés au niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement;
- les données d'entrée de niveau 3 sont des données non observables concernant l'actif ou le passif.

Aux 31 décembre 2017 et 2016, la juste valeur des actifs disponibles à la vente était évaluée selon le niveau 1. La juste valeur des instruments financiers utilisés pour couvrir le risque de change, notamment les contrats

de change à terme et les swaps de devises, est évaluée selon le niveau 2.

Gestion des risques financiers

La Société est exposée au risque de crédit, au risque de change, au risque de taux d'intérêt et au risque de liquidité. Les analyses suivantes fournissent une évaluation de ces risques aux 31 décembre 2017 et 2016.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie ne respecte pas ses obligations en vertu d'un instrument financier ou d'un contrat, situation qui entraîne une perte financière pour la société.

Les instruments financiers qui sont susceptibles d'exposer la Société à un risque de crédit significatif sont essentiellement la trésorerie, les créances clients et autres créances ainsi que l'excédent des coûts et des profits prévus sur la facturation. L'exposition maximale au risque de crédit de la Société se limite à la valeur comptable de ces instruments financiers, soit 2 533,3 \$ au 31 décembre 2017 et 2 364,8 \$ au 31 décembre 2016.

La trésorerie est détenue ou émise par de grandes institutions financières. Par conséquent, la Société estime que le risque de non-exécution relativement à ces instruments est minime.

Le risque de crédit de la Société découle essentiellement des créances clients et de l'excédent des coûts et profits prévus sur la facturation. Les montants indiqués dans les états consolidés de la situation financière sont présentés déduction faite des provisions pour créances douteuses. Ces dernières sont estimées par la direction et fondées, en partie, sur l'âge des créances et sur le recouvrement actuel et prévu. En général, la Société n'exige pas de garantie ni d'autre sûreté des clients à

l'égard de leurs créances; cependant, elle ne leur accorde du crédit qu'après avoir procédé à une évaluation de leur solvabilité. De plus, la Société réévalue régulièrement la qualité du crédit de ses clients et établit une provision pour créances douteuses lorsque la probabilité de recouvrement d'une créance a diminué de façon significative. La Société estime donc que son risque de crédit relatif aux créances clients est limité. Pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016, le montant des radiations comptabilisées n'était pas significatif.

La Société réduit son risque de crédit en offrant ses services à une diversité de clients, dans divers pays, segments de marché et secteurs de l'économie.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs relatifs à un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux de change.

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est exposée à un risque de change en raison de ses activités d'exploitation libellées en dollars américains, en livres sterling, en couronnes suédoises, en dollars australiens, en euros et dans d'autres monnaies, ainsi qu'en raison de ses actifs nets dans des établissements à l'étranger. Ces risques sont partiellement compensés par des achats et des charges d'exploitation engagés dans ces monnaies.

La Société a des investissements dans des établissements à l'étranger, dont les actifs nets sont exposés au risque de change. Ce risque est partiellement compensé par des emprunts libellés dans la monnaie étrangère appropriée. Les profits ou pertes de change sur l'investissement net dans ces établissements sont présentés dans le compte de cumul des autres éléments du résultat global,

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

à titre d'écarts de change. Ce compte est inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires.

Au cours du quatrième trimestre, la Société a conclu des swaps de devises pour une valeur nominale de 395,6 M\$ US afin de couvrir une partie de sa dette libellée en dollars américains à un taux de change \$ US/\$ CA de 1,2816 ainsi que des swaps de devises pour une valeur nominale de 32,9 M\$ US afin de couvrir une partie de sa dette libellée en dollars américains à un taux de change GBP/\$ US de 1,3320. La perte à la juste

valeur de marché, de 7,9 M\$ US, a été comptabilisée à l'état du résultat net. Tous les swaps de devises viennent à échéance au premier trimestre de 2018.

La Société a aussi conclu des contrats de change à terme et des stratégies d'options essentiellement afin de couvrir les fluctuations prévues du cours de change de certaines devises par rapport au dollar canadien. Le profit net à la juste valeur de marché de ces contrats à terme et de ces options, qui s'est établi à 0,3 M\$ US, a été comptabilisé à l'état du résultat net.

En tenant compte des montants libellés en monnaie étrangère et en supposant que toutes les autres variables demeurent inchangées, une variation des taux de change aurait des répercussions sur le résultat net de la Société. La direction est d'avis qu'une fluctuation de 10 % (10 % en 2016) des taux de change est raisonnablement possible.

Le tableau ci-dessous résume l'incidence de fluctuations de -10 % et de +10 % du taux de change sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global:

2017				
	Dollar américain	Livre sterling	Couronne suédoise	Dollar australien
Résultat net	5,3	1,5	2,4	2,1
Autres éléments du résultat global	4,6	1,7	1,1	5,8

2016				
	Dollar américain	Livre sterling	Couronne suédoise	Dollar australien
Résultat net	4,0	2,4	0,7	2,4
Autres éléments du résultat global	0,9	1,3	11,4	0,2

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux monétaires futurs d'un instrument financier varient en raison des fluctuations des taux d'intérêt sur le marché. L'exposition de la Société à ce risque est principalement attribuable aux avances bancaires, aux effets à payer et à certaines dettes à long terme, qui portent intérêt à des taux variables. Ce risque est partiellement compensé par la trésorerie détenue à des taux variables.

Une fluctuation de 100 % de l'écart en points de base des taux d'intérêt n'aurait pas d'incidence importante sur le résultat net de la Société.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de respecter ses obligations à l'échéance.

Une trésorerie centralisée assure à la Société de conserver une flexibilité de financement en évaluant les besoins en flux de trésorerie futurs et en maintenant une marge de sécurité suffisante sur ses facilités de crédit engagées. Les limites de crédit, les restrictions sur la trésorerie et la conformité aux clauses restrictives sont aussi prises en considération.

La Société surveille sur une base continue son risque de liquidité lié aux instruments financiers. La direction vérifie en tout temps ses

besoins en trésorerie afin de s'assurer de disposer des liquidités nécessaires pour satisfaire aux exigences de l'exploitation tout en conservant une réserve adéquate sur ses facilités de crédit non utilisées. WSP a accès à des lignes de crédit obtenues auprès d'institutions financières (note 14).

Les tableaux suivants indiquent les échéances contractuelles des passifs financiers aux 31 décembre 2017 et 2016. Les montants indiqués ci-dessous représentent les flux de trésorerie contractuels non actualisés.

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

	2017				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de un an	Entre 1 an et 2 ans	Plus de deux ans
	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes d'exploitation et charges à payer, y compris la partie non courante des provisions	1 483,1	1 483,1	1 361,9	121,2	-
Dividendes à payer aux actionnaires	38,7	38,7	38,7	-	-
Dettes à long terme, y compris la partie courante	1 158,7	1 257,8	287,8	28,9	941,1
Passifs financiers, y compris la partie courante	71,2	73,0	45,8	18,2	9,0
	2 751,7	2 852,6	1 734,2	168,3	950,1

	2016				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de un an	Entre 1 an et 2 ans	Plus de deux ans
	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes d'exploitation et charges à payer, y compris la partie non courante des provisions	1 342,1	1 342,1	1 267,7	74,4	-
Dividendes à payer aux actionnaires	38,0	38,0	38,0	-	-
Dettes à long terme, y compris la partie courante	1 050,1	1 142,6	138,9	284,2	719,5
Passifs financiers, y compris la partie courante	32,0	32,5	18,1	8,9	5,5
	2 462,2	2 555,2	1 462,7	367,5	725,0

Au 31 décembre 2017, la Société avait des facilités de crédit non utilisées de 584,7 \$ (495,8 \$ en 2016), déduction faite des lettres de crédit en cours de 81,6 \$ (209,0 \$ en 2016) et de la trésorerie, déduction faite du découvert bancaire de 178,6 \$ (230,5 \$ en 2016).

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

26

Engagements et éventualités

Contrats de location

La Société loue des locaux pour des bureaux et du matériel aux termes de contrats de location simple non résiliables. La durée des baux varie de six mois à dix ans, et la plupart des contrats de location sont renouvelables aux taux du marché.

Les charges locatives comprises dans les états consolidés du résultat net totalisaient 194,2 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 (194,2 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016).

Les versements minimums futurs aux termes des contrats de location simples non résiliables sont les suivants :

	2017	2016
	\$	\$
Moins de un an	187,0	182,5
Entre un an et cinq ans	713,8	564,1
Plus de cinq ans	242,0	203,0
	1 142,8	949,6

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

Éventualités

La Société fait actuellement face à des poursuites en justice en raison de travaux exécutés dans le cours normal de ses activités. La Société souscrit une assurance responsabilité professionnelle qui lui permet de gérer les risques occasionnés par de telles poursuites. Sur le fondement des conseils et de l'information fournis par ses conseillers juridiques, et compte tenu de son expérience dans le règlement de poursuites semblables, la direction estime que la Société a prévu une provision suffisante à ce titre et que le règlement définitif ne devrait pas dépasser de beaucoup la garantie d'assurance ou avoir une incidence importante sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Société.

En tant qu'entrepreneur effectuant des travaux pour l'État, la Société peut être assujettie à des lois et à des règlements plus contraignants que ceux qui s'appliquent aux entrepreneurs au service d'entités non gouvernementales. L'État vérifie attentivement la conformité des entrepreneurs à ces lois et à ces règlements par des audits et des enquêtes qui font partie intégrante de la procédure d'attribution des contrats publics, et la direction reçoit à l'occasion des demandes de renseignements concernant les activités de la Société avec des organismes publics. Depuis 2012, la Société a fait l'objet d'enquêtes et de mandats de perquisition par l'Unité permanente anticorruption (UPAC) et le Bureau de la concurrence dans plusieurs régions de la province de Québec. Certaines des enquêtes menées par le Bureau de la concurrence ont été soumises à l'attention du Service des poursuites pénales du Canada. Le 11 février 2013, la Société a annoncé qu'elle disposait de renseignements venant confirmer qu'il y avait bel et bien eu conduite inappropriée dans le passé, dans la province de Québec, en ce qui a trait au financement de partis politiques et à l'attribution de contrats

municipaux. Jusqu'à présent, aucuns frais n'ont été présentés à la Société et elle n'a reçu aucune demande de paiement d'une amende, pénalité ou autre indemnité pécuniaire en lien avec les enquêtes menées par l'UPAC et par le Bureau de la concurrence. Au cours de 2017, la Société, dans le cadre du programme de remboursement volontaire établi conformément au projet de loi n° 26 : *Loi visant principalement la récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics*, édictée en avril 2015, programme auquel la Société a annoncé en mars 2016 qu'elle participerait, la Société a conclu un règlement avec le gouvernement du Québec et rempli ses obligations en découlant. La Société s'emploie à prendre des mesures pour régler toutes autres éventualités liées à ce qui précède, mais elle ne peut aucunement prédire à l'heure actuelle le résultat final, ni les pertes potentielles ou les montants qui pourraient devoir être remboursés à une autorité gouvernementale, le cas échéant, en ce qui a trait à une enquête effectuée par ladite autorité gouvernementale, y compris la possibilité que la portée de ces enquêtes soit élargie, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats d'exploitation futurs de la Société.

27 Information sectorielle

a) Principaux clients

Aux 31 décembre 2017 et 2016, aucun des clients ne représentait à lui seul plus de 10 % des produits consolidés ou des créances clients de la Société.

b) Secteurs d'exploitation

La Société est structurée en quatre secteurs d'exploitation : Canada, Amériques (États-Unis et Amérique latine), EMOIA (Europe, Moyen-Orient, Inde et Afrique) et APAC (Asie-Pacifique – qui comprend l'Asie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande).

L'équipe de direction mondiale évalue la performance des secteurs d'exploitation en fonction des produits des activités ordinaires, des produits des activités ordinaires nets et du BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social. Le BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social exclut certains éléments tels que les coûts d'acquisition d'entreprises et d'intégration, ainsi que les charges du siège social, qui, de l'avis de la Société, ne devraient pas être pris en compte lors de l'évaluation de la performance financière sous-jacente des secteurs d'exploitation. Les charges du siège social correspondent aux frais et aux salaires relatifs aux fonctions centralisées comme les finances, les frais juridiques, les ressources humaines et les technologies, qui ne sont allouées à aucun secteur. Cette mesure exclut aussi les incidences des charges financières, des amortissements et de l'impôt sur le résultat.

Les ventes entre secteurs sont effectuées sans lien de dépendance et sont éliminées au moment de la consolidation.

Les produits des activités ordinaires présentés à l'équipe de direction mondiale sont évalués de la même façon que dans les états consolidés du résultat net et excluent les produits des activités ordinaires intragroupe.

Les tableaux qui suivent présentent les activités de la Société en fonction des secteurs d'exploitation.

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

	2017				
	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires	1 180,4	2 528,5	2 373,5	859,8	6 942,2
Moins : Sous-consultants et coûts directs	(203,0)	(878,0)	(388,8)	(115,8)	(1 585,6)
Produits des activités ordinaires nets	977,4	1 650,5	1 984,7	744,0	5 356,6
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social	120,6	220,2	197,0	76,4	614,2
Charges du siège social					(59,0)
Coûts d'acquisition et d'intégration					(28,4)
Charges financières					(41,1)
Dotation aux amortissements					(168,8)
Quote-part de l'impôt sur le résultat et de la dotation aux amortissements des entreprises associées					(1,5)
Résultat avant impôt					315,4

	2016				
	Canada	Amériques	EMOIA	Asie-Pacifique	Total
Produits des activités ordinaires	1 145,5	2 306,6	2 147,0	780,5	6 379,6
Moins : Sous-consultants et coûts directs	(193,5)	(824,2)	(362,0)	(104,8)	(1 484,5)
Produits des activités ordinaires nets	952,0	1 482,4	1 785,0	675,7	4 895,1
BAIIA ajusté avant déduction des charges du siège social	91,3	201,9	190,3	66,0	549,5
Charges du siège social					(50,5)
Coûts d'acquisition et d'intégration					(32,9)
Charges financières					(38,9)
Dotation aux amortissements					(159,5)
Quote-part de l'impôt sur le résultat et de la dotation aux amortissements des entreprises associées					(1,9)
Résultat avant impôt					265,8

Notes annexes

Exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action et sauf indication contraire)

c) Régions géographiques

Les produits suivants ont été attribués à une région géographique selon le pays où la Société exerce ses activités.

	2017	2016
	\$	\$
États-Unis	2 456,2	2 261,3
Canada	1 180,4	1 145,5
Royaume-Uni	1 004,2	856,8
Suède	680,7	617,3
Autres	1 620,7	1 498,7
	6 942,2	6 379,6

Les immobilisations corporelles et incorporelles et le goodwill sont alloués dans les pays suivants :

	2017	2016
	\$	\$
États-Unis	1 221,4	1 324,1
Canada	1 032,0	1 058,7
Royaume-Uni	346,9	345,6
Autres	1 049,3	703,6
	3 649,6	3 432,0

Gouvernance

Conseil d'administration



01

Christopher Cole
Administrateur de sociétés
Administrateur depuis 2012
Indépendant
Président du conseil d'administration



02

Pierre Shoiry
Vice-président du conseil d'administration
Administrateur depuis 2006
Non indépendant



03

Alexandre L'Heureux
Président et chef de la direction, Groupe WSP Global Inc.
Administrateur depuis 2016
Non indépendant



04

Louis-Philippe Carrière
Conseiller principal, Saputo Inc.
Administrateur depuis 2017
Indépendant
Président du comité d'audit



05

Birgit Nørgaard
Administratrice de sociétés
Administratrice depuis 2013
Indépendante
Présidente du comité de gouvernance, d'éthique et de rémunération



06

Josée Perreault
Vice-présidente principale, BRP Inc.
Administratrice depuis 2014
Indépendante
Membre du comité de gouvernance, d'éthique et de rémunération



07

Pierre Fitzgibbon
Associé directeur, Walter Capital Partners
Administrateur depuis 2016
Indépendant
Membre du comité d'audit
Membre du comité de gouvernance, d'éthique et de rémunération



08

Suzanne Rancourt
Administratrice de sociétés
Administratrice depuis 2016
Indépendante
Membre du comité d'audit

Équipe de direction mondiale



01



02



03



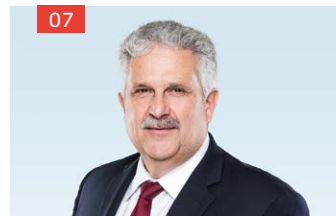
04



05



06



07



08



09



10



11



12



13



14



15

06

Isabelle Adjahi

Vice-présidente principale, relations avec les investisseurs et communications

07

Hugo Blasutta

Président et chef de la direction, Canada

08

Gregory A. Kelly

Président et chef de la direction, États-Unis

09

Mark Naysmith

Directeur général, Royaume-Uni

10

Magnus Meyer

Directeur général, pays nordiques

11

Greg Kane

Directeur général, Moyen-Orient

12

Guy Templeton

Président et chef de la direction, Australie/ Nouvelle-Zélande

13

David Tsui

Directeur général, Asie

14

Dave McAlister

Directeur mondial, Transport et Infrastructure

15

Tom Smith

Directeur mondial, Bâtiment

01

Alexandre L'Heureux

Président et chef de la direction

02

Bruno Roy

Chef de la direction financière

03

Paul Dollin

Chef de l'exploitation

04

Robert Ouellette

Chef de la direction des services corporatifs

05

Steeve Robitaille

Chef des affaires juridiques et vice-président exécutif fusions et acquisitions

Informations aux actionnaires

Assemblée annuelle des actionnaires

L'Assemblée générale annuelle sera tenue à 10 h, heure avancée de l'Est (HAE), le 10 mai 2018 au :

Fairmont Le Reine Elizabeth

900, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal, Québec
H3B 4A5

Transmission électronique de documents aux actionnaires

Nous vous invitons à demander que les documents vous soient livrés par voie électronique. Certains des avantages de la transmission électronique sont l'accès à d'importants documents sur la firme de manière facile, rapide et respectueuse de l'environnement; de plus, elle réduit les coûts d'impression et les frais de poste.

Actionnaires inscrits

Les actionnaires inscrits peuvent consentir à la livraison électronique à l'adresse <https://ca.astfinancial.com/edelivery>.

Actionnaires bénéficiaires

Les actionnaires qui détiennent leurs actions par l'intermédiaire d'un courtier en valeurs mobilières ou d'un établissement financier doivent se rendre sur le site Web www.investordelivery.com ou communiquer avec leur conseiller en placements pour demander que les documents leur soient livrés par voie électronique.

Demande de documents d'entreprise

Actionnaires inscrits

Si vous ne voulez PAS recevoir le rapport annuel, procédez de l'une des façons suivantes :

- Téléphonez au +1 800 387-0825
- Envoyez un courriel à inquiries@astfinancial.com

Si vous souhaitez recevoir des rapports trimestriels, procédez de l'une des façons suivantes :

- Téléphonez au +1 800 387-0825
- Rendez-vous sur le site Web de l'AST au <https://ca.astfinancial.com/InvestorServices/Financial-Statements?lang=fr> et entrez le code 8548a

Actionnaires bénéficiaires

Si vous souhaitez recevoir un rapport annuel ou des rapports trimestriels, procédez de l'une des façons suivantes :

- Téléphonez au +1 800 387-0825
- Envoyez un courriel à inquiries@astfinancial.com

- Rendez-vous sur le site Web de l'AST au <https://ca.astfinancial.com/InvestorServices/Financial-Statements?lang=fr> et entrez le code 8548a

Pour obtenir de l'aide sur ce qui suit :

- Des renseignements financiers ou statistiques additionnels
- Des nouvelles sur les développements dans l'industrie ou sur la Société
- Les plus récents communiqués et présentations pour les investisseurs

Communiquez avec le service des relations avec les investisseurs :

Isabelle Adjahi

Vice-présidente principale, relations avec les investisseurs et communications
Groupe WSP Global Inc.
+1 438-843-7548

isabelle.adjahi@wsp.com

Pour obtenir de l'aide sur ce qui suit :

- Régime de réinvestissement des dividendes
- Changement d'adresse et transmission électronique de documents aux actionnaires
- Paiements de dividendes ou dépôt direct des dividendes
- Transfert ou perte de certificats d'actions et règlements de succession

Communiquez avec l'agent de transfert et de tenue des registres :

Société de fiducie AST (Canada)

2001, Boul. Robert-Bourassa
Bureau 1600
Montréal, Québec
H3A 2A6
Canada

+1 416 682-3860 ou +1 800 387-0825
inquiries@astfinancial.com
www.astfinancial.com

Dépôts

La Société dépose tous les rapports requis par les commissions canadiennes des valeurs mobilières. Ces renseignements sont publiés sur le site Web SEDAR, www.sedar.com et sur le site Web de la Société, www.wsp.com.

Attestations

Les attestations du chef de la direction et du chef de la direction financière de la Société concernant la qualité de la divulgation financière de cette dernière selon les exigences réglementaires canadiennes sont déposées sur le site Web SEDAR à www.sedar.com.

Pratiques en matière de gouvernance d'entreprise

Les pratiques de la Société en matière de gouvernance d'entreprise sont énoncées dans la Circulaire de sollicitation des procurations de la Direction déposée auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, laquelle est affichée sur le site Web SEDAR, www.sedar.com et sur le site Web de la Société, www.wsp.com.

Service de signalement

WSP est déterminée à promouvoir les comportements éthiques et honnêtes et à s'assurer que tous se sentent en sécurité au sein de la Société et dans leur environnement de travail. Pour tenir cet engagement, WSP utilise un service de signalement anonyme offert par Expolink, tiers indépendant, afin de faciliter le signalement de mauvaise conduite potentielle. L'adresse électronique de ce service confidentiel est wsp@expolink.co.uk. D'autres détails sur le service et les numéros de téléphone internationaux sans frais sont affichés sur le site Web de la Société, www.wsp.com.

Renseignements sur la Société

Groupe WSP Global Inc.

1600, boulevard René-Lévesque
Ouest 16^e étage Montréal, Québec
H3H 1P9
Canada
+ 1 514-340-0046

Inscription à la Bourse

Groupe WSP Global Inc. est inscrit à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole WSP.

Actions ordinaires en circulation

Au 14 mars 2018, 103 488 952 actions ordinaires de la Société étaient en circulation.

Politique de dividende

Pour 2017 et 2016, la Société a déclaré un dividende de 1,50 \$ par action. Le conseil d'administration a déterminé que le niveau actuel du dividende trimestriel est approprié en fonction des résultats actuels de la Société et des exigences financières pour les opérations de la Société. Il est actuellement prévu que le dividende demeure identique, mais est sujet à l'évaluation réalisée par le conseil des exigences futures, de la performance financière, de la liquidité, des perspectives et d'autres facteurs jugés pertinents. Le paiement de chaque dividende trimestriel demeurera sujet à la déclaration de ce dividende par le conseil.

Auditeurs indépendants

PricewaterhouseCoopers
s.r.n.l./s.e.n.c.r.l. Comptables
Professionnels Agréés

WSP est l'une des plus grandes firmes de services professionnels en ingénierie au monde, regroupant environ 42 000 personnes de talent réparties dans 550 bureaux situés dans 40 pays. Nous sommes des experts techniques qui élaborons des solutions originales et durables et nous concevons des projets qui aideront à la croissance des sociétés pour les générations à venir.



EN VEDETTE SUR LA
COUVERTURE

Mikaela Tarnawski et Jens Penttilä,
Stockholm, Suède

**This Annual Report is also available in English.
Please contact the Investor Relations Department.**

Ce rapport annuel contient des déclarations prospectives qui reflètent les attentes de la direction quant à la croissance, aux résultats d'exploitation, au rendement et aux perspectives d'affaire de la Société. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à divers risques et incertitudes. Les résultats réels de la Société peuvent différer considérablement des résultats prévus dans les déclarations prospectives et un certain nombre de facteurs, notamment mais sans limitation les facteurs mentionnés dans diverses parties de ce rapport et sous la rubrique « Facteurs de risque » dans le rapport de gestion de WSP pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017. La discussion de la situation financière et les résultats d'exploitation de WSP dans le présent rapport annuel doivent être lus avec les états financiers de la Société et les notes afférentes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017.

in



wsp.com



Pouvons-nous tracer notre futur,
élever nos ambitions
et assumer pleinement nos décisions ?

Et si nous pouvions ?



wsp.com/rapport-annuel